

Succès de la médiation algérienne entre l'émirat et les pirates de l'air

Soulagement et malaise

On ne peut que se féliciter - et féliciter l'Algérie - de l'issue heureuse du détournement du Boeing des Koweït Airways : après deux semaines d'un insupportable chantage, ponctué par un double meurtre, lors de l'assaut de l'émirat, les pirates de l'air ont finalement libéré leurs otages et, sauf les passagers restants et les membres de l'équipage de l'appareil, c'est une incontestable victoire des « bons offices » algériens en général, et de M. Hedi Khediri, le ministre de l'Intérieur, en particulier.

M. Khediri, qui a longtemps dirigé les services de la sûreté nationale, est, il est vrai, un habitué de ce genre d'affaires : depuis qu'il avait été mis à la libération, en 1981, des diplomates américains détenus pendant plus d'un an dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran, il était également intervenu lors du détournement d'un Boeing de la TWA, en 1985. Sa tâche, cette fois-ci, a dû être particulièrement ardue, la détermination des pirates de l'air étant égale à celle des autorités koweïtiennes, qui ont refusé de relâcher les douze terroristes chiites emprisonnés dans l'émirat pour leur participation à la vague d'attentats de 1983.

Comme M. Khediri, est-il parvenu à faire céder les pirates, qui ont tenu à tous ceux qui les ont approchés d'un sang-froid et d'un professionnalisme remarquables ? Il n'a pas voulu le dire, affirmant, lundi matin, que « parler de marchandage alors que l'essentiel était de sauver des vies humaines serait indécent ». Une chose paraît sûre en tout cas : les pirates n'ont mis fin à leur entreprise qu'en échange, au moins, d'une promesse d'impunité de la part des dirigeants algériens. M. Khediri a refusé de répondre à toute question à ce sujet, affirmant que le sort des pirates « ne regarde que l'Algérie ».

La conclusion des affaires de prise d'otages, même lorsqu'un drame majeur a été évité, laisse souvent une impression de malaise. Il en va ainsi encore une fois puisque les deux meurtres commis par les pirates à Larnaca ont toutes les chances de rester insoupçonnés et leurs auteurs de réintégrer. N'est-ce pas, avant de disparaître, fait publier par l'Agence de presse algérienne officielle un appel à la guerre sainte dans lequel il n'y a de salut que dans l'élimination d'Israël ?

Le malaise est d'autant plus vif qu'il est aujourd'hui que les pirates ont bénéficié de la complicité de hauts responsables iraniens pour mener à bien une entreprise qui a exigé sinon des mois, au moins des semaines de préparation. Les témoignages de plusieurs otages sont formels : plusieurs pirates sont montés à bord de l'appareil détourné à l'aéroport de Méchhed, dans le nord de l'Iran, lors de la première « escale » du Boeing. Il n'est pas le faire, bien sûr, qu'avec l'accord d'importantes autorités iraniennes, ce qui réduit à néant les proclamations indignées d'innocence de Téhéran. Reste à savoir maintenant si la fin de ce drame peut être favorable aux otages français détenus au Liban et dont la libération - pour l'un d'entre eux - aurait été bloquée par le détournement. A quatre jours du premier tour de l'élection présidentielle, personne n'y croit beaucoup à Paris, mais il serait étonnant que Téhéran ne joue pas de nouveau cette carte pour tenter de broder un peu plus la partie... entre les deux tours.

M 0147 - 0421 0 - 4,50 F



3790147004500 04210

Les otages du Boeing koweïtien ont été libérés

Prenant place parmi les plus longs de l'histoire de la piraterie aérienne, le détournement du Boeing-747 des Koweït Airways a pris fin mercredi 20 avril à l'aube, sur l'aérodrome d'Alger, avec la libération des trente et un derniers otages - passagers et équipage - que huit pirates de l'air retenaient depuis le 5 avril.

Les auteurs du détournement - dont plusieurs sont montés à bord lors de l'étape de Méchhed, en Iran - avaient été discrètement évacués avant la libération des otages. Ils avaient tué deux passagers koweïtiens à Larnaca (Chypre), où l'avion s'était posé avant de rejoindre Alger il y a une semaine.

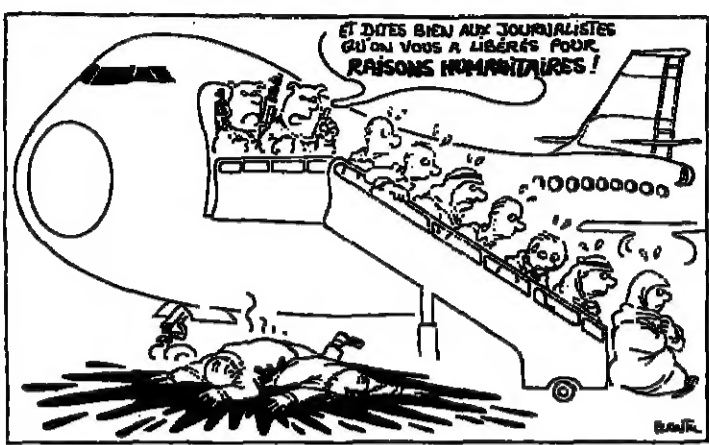
Aucune précision n'a été donnée, mercredi matin, sur les termes exacts de l'accord qui a permis le dénouement de cette prise d'otages.

ALGER, de notre correspondant.

A 6 heures du matin, la porte avant gauche du Boeing-747 des Koweït Airways, immobilisé sur la piste de l'aéroport d'Alger depuis une semaine pour jour s'ouvrit. Les deux femmes encore retenues en otages avec vingt-neuf compagnons d'infortune sont les premières à sortir. Elles descendent la passerelle et s'engouffrent dans une grosse BMW grise, qui les emmène vers l'hôpital, guidée par deux motards et une voiture des services de sécurité. Quelques minutes plus tard, le reste des passagers, captifs depuis deux semaines, sortent à leur tour de

l'appareil. Ils sont vingt-trois à monter dans un autobus couleur sable, qui va bientôt les amener au salon d'honneur, où les attendent les autorités algériennes et koweïtiennes. L'équipage, composé de sept personnes, sortira quelques instants plus tard.

Tous ces hommes ont l'air fatigué, sont barbus, mais leurs yeux brillent, et un sourire illumine leur visage. Ils sont heureux ! Certains, machinalement, se frottent les poignets, là où leur peau a été meurtrie par les menottes en plastique qu'ils ont portées pendant leur détention, et que l'un d'entre eux exhibe devant les journalistes. Tous se confondent en remerciements, et disent leur « reconnais-



sance à l'Algérie et à son gouvernement », comme ce jeune pompier, qui se souviendra toujours des dix jours de vacances qu'il a voulu passer à Bangkok. Tout en restant discret sur sa propre situation, il a confirmé que les pirates de l'air étaient au nombre de huit : « Les deux femmes étaient assises devant nous, mais elles ne pouvaient pas se retourner pour nous voir », a-t-il raconté, soulignant qu'un cheikh était parmi eux, qu'il pouvait « prier cinq fois par jour et demander à Dieu de l'aider », car « il avait peur de mourir ». « Aucun d'entre nous n'était au courant des négociations qui se déroulaient », nous a-t-il confié, précisant que les pirates leur

avaient simplement dit que « les discussions avec le Koweït étaient maintenues ». L'un des stewards de l'équipage, barbu comme ses compagnons, a confirmé également que les terroristes étaient au nombre de huit et qu'ils agissaient en véritables professionnels, ne commettant jamais aucune faute et ne restant jamais groupés. « Les conditions de vie à bord étaient très dures, raconte-t-il, il fallait par exemple toujours demander la permission pour se déplacer », a-t-il ajouté, précisant qu'elle n'était pas toujours accordée.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.
(Lire la suite et nos informations page 3.)

Le 40^e anniversaire de l'Etat d'Israël

Une histoire écrite par l'épée

A l'occasion du quarantième anniversaire de la création d'Israël, « Le Monde » a publié un numéro spécial de trente-six pages qui s'ouvre sur un article d'André Fontaine, que nous publions ci-dessous dans une version actualisée.

par André Fontaine

Comme la France selon de Gaulle, Israël a été bâti « à coups d'épée » (1). Il a d'abord fallu que fût brisée celle du capitaine Dreyfus pour que Theodor Herzl, correspondant d'un grand journal autrichien et prototype de l'assimilé, écrive le livre qui allait populariser le rêve diffus d'un « Etat juif » (2). Il a fallu les pogroms de Russie et de Pologne pour que se déclenche le mouvement de retour à « Sion » qui allait donner son nom au « sionisme ». Il a fallu la guerre de 1914-1918 pour que la Grande-Bretagne, qui avait grand besoin du concours de la communauté juive, s'engage, par la déclaration Balfour du 2 novem-

bre 1917 (3), à promettre au peuple juif un « foyer national » en Palestine.

Il a fallu ensuite le génocide hitlérien pour convaincre des millions de Juifs de par le monde qu'ils avaient absolument besoin d'un Etat qui fût à eux, comme pour provoquer dans une opinion occidentale honteuse de sa passivité la vague qui allait conduire l'Assemblée générale des Nations unies à décréter, en novembre 1947, le partage de la Palestine. Mais ce n'était pas assez : il a fallu encore la victoire des forces rassemblées à la hâte, dès sa proclamation d'indépendance, par l'Etat d'Israël, sur les armées arabes coalisées sous le commandement du général britannique Glubb Pacha, pour que cet Etat vît vraiment le jour.

(Lire la suite page 5.)

- (1) Charles de Gaulle, *la France et son armée*, Plon, 1938.
- (2) Theodor Herzl, *l'Etat juif*, publié en 1896, nouvelle édition en 1969 aux Editions de l'Hercule.
- (3) Lire à ce propos : Randa Neher-Berheim, *la Déclaration Balfour*, Julliard, 1969.

Un entretien avec M. Chirac

« Nous pouvons construire ensemble une société plus ouverte et plus juste »

Après avoir exposé, comme M. Barre et M. Mitterrand, ses objectifs économiques, M. Chirac a répondu à des questions plus politiques du « Monde ».

« Votre campagne vise, plutôt, à rassembler l'électorat de la droite. N'avez-vous rien à dire à ceux qui se veulent centristes et qui, aujourd'hui, hésitent ? »

« Nous avons d'abord vu M. Mitterrand tenir un discours rassembleur, mais sans contenu et sans idée, dans l'espoir, je le suppose, de ne pas effrayer l'électorat modéré et de l'amener vers lui. Nous l'avons vu, ensuite changer de pied et revenir à un discours beaucoup plus violent dans la forme, destiné, cette fois-ci, à se redonner une « caution de gauche ». Comprenez qui pourra ! »

« Tout cela est conforme au message de M. Mitterrand, qu'on peut résumer ainsi : élisez-moi d'abord, je suis prêt, ensuite, pour durer, à gouverner avec n'importe qui, dans n'importe quelles conditions ! Rien n'est plus maladroit

qu'une habileté trop voyante. Les Français s'en aperçoivent déjà.

« Ma campagne ne vise pas à séduire tel ou tel électeur. Elle propose un projet pour la France. A tous ceux qui hésitent, je souhaite rappeler que ce projet, c'est, d'abord, une ambition pour la France : qu'elle redeviennne la puissance la plus dynamique en Europe. Nous en avons les atouts et les moyens. Le grand marché unique européen de 1992 est une chance pour l'Europe et pour la France, mais encore faut-il la saisir. Pour cela, il ne faut pas nous endormir dans l'intervalle, mais, au contraire, mener une politique économique et sociale dynamique, ouverte, performante, fondée sur la liberté. Nous ne réussirons pas 1992 sans la liberté.

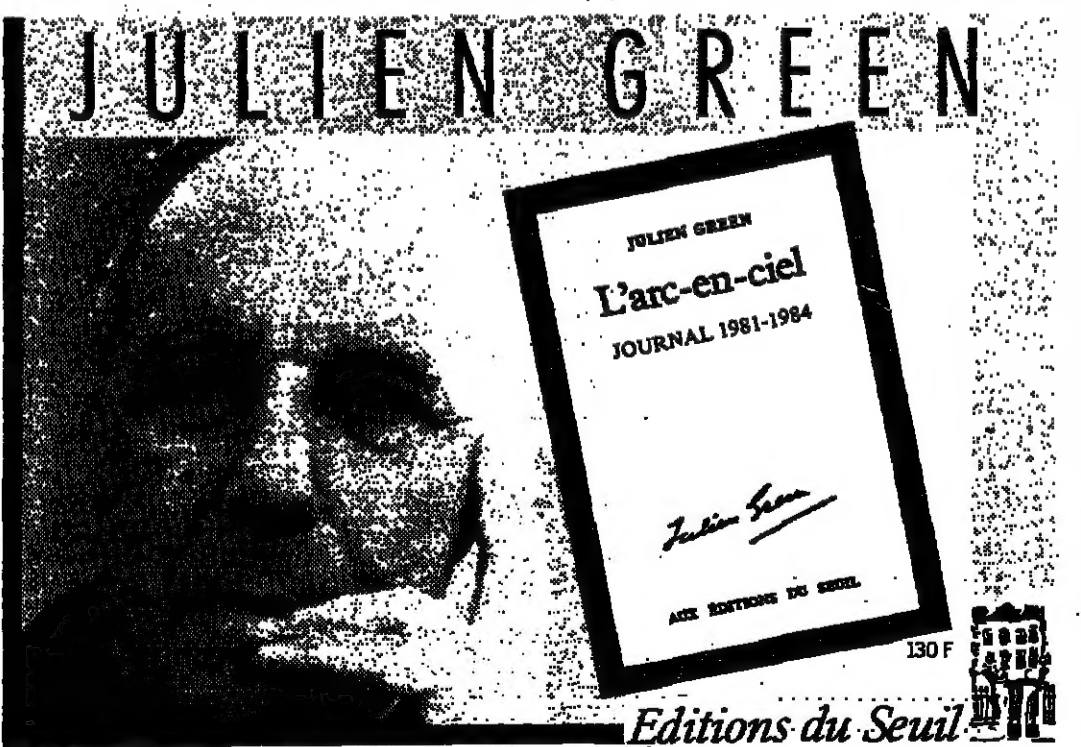
« Je souhaite rappeler, ensuite, que, pour moi, cette France qui gagne doit être une France plus solidaire. Cette solidarité doit s'exprimer par un effort sans précédent en faveur de l'insertion des exclus - qui ont besoin de dignité et de compréhension et pas seule-

ment d'assistance, - en faveur de la famille, mais, aussi, en faveur des personnes âgées : le grand projet de loi sur leur accueil et leur maintien à domicile, plutôt qu'à l'hôpital, est, pour moi, une priorité.

« Je souhaite leur dire, enfin, que je suis optimiste pour l'avenir de la France. Contrairement à certains, qui ont toujours l'air de s'en laver les mains, comme si nous étions impuissants à le réduire, je n'ai pas peur de parler du chômage. Ce n'est pas une fatalité. Nous avons inversé la tendance grâce à notre politique de liberté de l'économie, de dynamisme des entreprises. Avec la durée, nous enregistrons des résultats comme ceux de l'Allemagne, qui a commencé une telle politique il y a six ans, ou ceux de l'Angleterre, qui la conduit depuis neuf ans. L'une et l'autre ont réduit le chômage.

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU
et ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 8.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Monaco, 12 fr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,80 ca. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MOMA :

un moderne chez les contemporains

Un entretien avec Kirk Varnedoe, le nouvel « homme fort » du Musée d'art moderne de New-York. Il a la réputation d'être, contrairement à ses prédécesseurs, plutôt un historien de l'art spécialiste de la fin du XIX^e siècle qu'un homme tourné vers la création contemporaine.

Le centenaire du Concertgebouw d'Amsterdam

L'orchestre du Concertgebouw fête son centenaire avec éclat. Bernard Haitink, qui en avait la responsabilité depuis vingt-sept ans, laisse la place à Riccardo Chailly, premier non-Néerlandais admis à ce poste.

EVA, ou la dimension européenne de l'architecture

M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, vient de lancer le projet d'une fondation européenne pour la ville et l'architecture, baptisée EVA.

(pages 13 à 15.)

صلى الله عليه وسلم

2 Le Monde • Jeudi 21 avril 1988 •

Débats

LES FRANÇAIS, LE POUVOIR ET L'ÉTAT

Enfin le point d'équilibre !

par ALAIN TOURAINE

Après de longs détours et des accès de mauvaise volonté manifeste, la France arrive enfin au lieu de rassemblement des pays européens modernes, au carrefour libéral-social auquel sont parvenus plus tôt les pays sociaux-démocrates. François Mitterrand en proclame les deux éléments principaux : au marché, qu'on nomme aujourd'hui Europe, d'orienter l'économie ; à l'état de faire reculer les inégalités, les discriminations et les rejets. Ce qui n'est plus dit plus aussi lourd que ce qui est proclamé : l'état n'a pas à diriger l'économie et la politique n'a plus à s'inspirer d'une doctrine ou même d'un programme.

Quelle joie pour ceux qui n'avaient jamais pris leur parti de l'archaïsme imposé aux discours et à l'action de la gauche par le programme commun et l'alliance avec le Parti communiste ! La figure centrale de la gauche proclame qu'il n'appartient pas au pouvoir politique de changer la société, mais seulement de la rendre moins injuste et plus accueillante. Ceux qui ne voient dans la Lettre à tous les Français qu'une habileté électorale et une modération de circonstance se trompent. De même que les déclarations antérieures à 1981 annonçaient les mesures prises pendant les premières années du septennat, avant l'aggravation de la situation économique et le retour de l'opinion contre le régime socialiste, le texte de François Mitterrand annonce un deuxième septennat qui sera profondément différent du premier. Allons plus loin : le sommet de la carrière politique de François Mitterrand est encore dépassé par les institutions que par l'économie et plus encore par l'intégration nationale que de révolution, l'apprentissage à gouverner dans une situation qui correspond à son tempérament et où il pourra à la fois stabiliser les institutions de la Cinquième République et lutter contre la dualisation de la société française.

Il est vrai que les projets de Raymond Barre ne sont guère différents de ceux de François Mitterrand, mais celui-ci entraîne avec lui la gauche, tandis que Raymond Barre n'a pas d'appuis politiques suffisants et resterait très dépendant de la droite conservatrice, qu'il critique pourtant avec force et justice.

La conséquence la plus logique de la nouvelle orientation de François Mitterrand serait que ne forme, face à une majorité présidentielle élargie, un grand parti de droite, celui qui souhaite Edouard Balladur, mais qui serait, pendant longtemps encore, nettement minoritaire.

La France gaulliste et communiste a définitivement disparu et, tandis que la France libérale se cherche

encore, la gauche, en se reconnaissant enfin social-démocrate et même simplement démocrate, s'appuie à devenir majoritaire. La Lettre à tous les Français définit avec précision ce qui sera pour longtemps le point d'équilibre de la politique française.

Cette réorientation politique serait-elle bonne pour la société française ? La question doit être posée, dès lors que l'état devient modeste et ne prétend plus être la locomotive du train social. Les Français sauront-ils faire bon usage de la liberté, de l'espace d'initiatives qui leur est enfin reconnu ? Les universitaires et les enseignants voudront-ils de l'autonomie de leurs universités et de leurs écoles ? Les industriels investiront-ils dans la recherche ? Les associations, y compris les syndicats, accepteront-elles de vivre de leurs ressources propres plutôt que des subventions de l'état ? Celui-ci supprimera-t-il les classes gardées pour les membres des grands corps et les jeunes gens brillants choisiront-ils d'autres entrées dans la vie que les concours les plus sélectifs ?

Société longtemps administrée et de plus en plus soumise, ces dernières années, à un clientélisme désastreux,

la France va-t-elle accepter la concurrence et le jugement de l'expérience plutôt que celui des concours ? Va-t-elle ouvrir à un plus grand nombre les voies de l'ascension sociale ? C'est seulement si la société française se réveille que l'inspiration libérale sociale de François Mitterrand aura des effets positifs.

À défaut de ce réveil, on verra les groupes d'intérêt et les corporatismes renforcer leur pouvoir. Mais renverrons-nous le raisonnement : cette nouvelle orientation politique ne crée-t-elle pas la condition principale du réveil de la société française ? La fin de la langue de bois et des idéologies officielles ne va-t-elle pas faciliter le renouveau de la pensée et de la création culturelle ?

L'importance centrale reconnue à l'ouverture complète du marché européen n'impose-t-elle pas, selon les termes mêmes de François Mitterrand, une mobilisation et une combativité plus grandes de l'économie française ? C'est ici qu'il faut rappeler l'apport essentiel de Michel Rocard, qui appelle depuis si longtemps à une plus grande activité et à une plus large autonomie des acteurs économiques et sociaux.

Beaucoup s'inquiètent d'une campagne électorale qui manque d'idées et de débats. À ce pessimisme s'oppose un optimisme résolu. Cette mollesse de la campagne manifeste l'épuisement de l'état présentiel et de la croyance si longtemps commune à la droite et à la gauche que seul l'état peut mettre en mouvement une société naturellement portée à l'immobilité.

L'état doit intervenir, certes, et surtout protéger les plus faibles, mais c'est aux acteurs sociaux eux-mêmes de se mettre en mouvement, à pied ou en fusée, et de conquérir la modernisation du pays et sa compétitivité. Il était indispensable que la France trouve d'abord une formule politique convenable : c'est maintenant chose faite. La seconde moitié du chemin doit être conquise par la « société civile », c'est-à-dire par des acteurs sociaux trop longtemps empêchés de mériter ce nom et réduits à être la base sociale ou la clientèle de partis et donc soumis à la catégorie redoutable des militants politiques. La déclaration de François Mitterrand marque la fin de trop longs ornements politiques et la consolidation de la démocratie française. A nous maintenant de faire revivre une société que ses dirigeants politiques ne veulent plus tenir en tutelle.

Les ambitieux

par JEAN BASTAIRE (*)

On fait souvent un mauvais procès aux ambitieux, leur reprochant de vouloir arriver. L'ambition n'est pas l'arrogance. Elle se définit par l'envie de la réussite. Elle se définit par l'envie de la réussite.

Il n'est pas laid de souhaiter réussir, si c'est pour réaliser un dessein autre que celui d'être puissant. Le pouvoir doit être un moyen de service et le service ne peut être un moyen de pouvoir. Cela va sans dire, mais va encore mieux en le disant.

Ne trahissez pas sur les intentions des hommes qui s'efforcent d'être utiles. Leur for intérieur n'est pas de notre ressort. Il serait imprudent de nous y aventurer. Du moins les mots et les actes nous appartiennent. Le jugement qu'on peut en tirer n'est pas négligeable, s'il n'est qu'indicatif.

Un critère permet de discerner l'ambition de l'arrogance : la capacité de s'effacer. Même en concevant son bien, celui qui sait préférer à l'attrait du pouvoir une certaine humilité de conduite, a des chances d'être du bon côté.

Dans les affaires humaines, publiques ou privées, le renoncement

ment à toujours été un signe d'authenticité. Qui se prive de ce qu'il désire ou n'y consent pas à n'importe quel prix est un homme digne de respect, à moins d'être un masochiste. Il manifeste la plus haute liberté : celle qu'on exerce à l'égard de soi-même.

Par deux fois, le général de Gaulle s'est retiré volontairement de la scène. Si ce fut de l'orgueil, on aimerait qu'un tel sentiment fût plus répandu. Cela assainirait les mœurs politiques.

Après un bref passage au gouvernement, M. de Gaulle a voulu y revenir, jugeant la V^e République contraire à ses principes. D'autres adversaires du nouveau régime n'ont pas eu de ces scrupules. Michel Rocard en est lui aussi à son deuxième retrait. Il obéit à un code dont on ne saurait dire s'il est générique ou théologique. Il veut être cohérent avec ses idées et son contact avec ses amis. Malheureusement, Raymond Barre s'encombre également de principes et répugne

à une prise de pouvoir de type commercial ou machinistique. Il s'obstine à ne pas admettre, pensant que le conjurisme n'est pas une vertu politique.

À l'inverse, Jacques Chirac sort de toutes ses dents et ne paraît pas souffrir de sa double ascendance à Chaban-Delmas et à Giscard d'Estaing. Il est talonné par François Léotard, impatient de lâcher son actuel allié pour dévorer le suivant.

L'autre François, simulateur de De Gaulle, mais sous un déguisement d'habileté, l'admirable passion qu'il nourrit pour sa personne. Héritier de Barres et de Malraux dans le registre du spectacle, il n'en finit pas d'occuper un fauteuil chèrement gagné et où il s'écoule en bronze sa statue.

Ne soyons injuste pour personne et ne prétendons pas que chez les plus effrayés le goût du pouvoir éclipse totalement le désir du bien commun. Il est seulement inquiétant de les voir dévaler une telle faiblesse qui les expose à des mépris dont ils n'ont pas l'idée.

(*) Extrait.

Démocratie sans exclusion

par ALAIN CARIGNON (*)

En France, la bataille des solidarités vient de s'engager. Au nom de la cohésion sociale, des voix s'élèvent, des idées naissent et les traditionnelles fractures de la société politique française se réduisent.

Les clivages ne font plus recette. Les chocs idéologiques suscitent le rejet. Les Français de 1988 ne ressemblent pas à ceux de 1980. Sont-ils les victimes d'une crise occidentale de la culture et de l'intelligence contemporaines ? Sont-ils devenus les acteurs d'une France métamorphosée qui se prendrait à construire son avenir sur un renforcement des valeurs de l'homme ?

La solidarité est un pari sur l'homme, en de plus, mais sur qui d'autre parier ? Parier sur sa raison et sur son cœur. Si l'homme, comme on a parfois la tentation de le croire, ne fait bien que le mal, alors obliions la solidarité et cherchons autre chose. Mais s'il est aussi capable du meilleur, s'il est suffisamment conscient pour vouloir maîtriser ses pulsions mauvaises, incité à le faire par cette belle façon de qu'on appelle la civilisation, alors la solidarité est justement ce qui le distingue, ce qui le rend meilleur que les autres, ce qui le rend digne d'être aimé.

Difficile de savoir si le sentiment de solidarité relève de l'acquis ou de l'inné. Seul importe qu'il soit et que nous l'encourageons parce que, à l'échelle de l'espèce, il n'est pas de sauvetage individuel, qu'il aide les autres c'est également s'aider soi-même ; voilà bien des prises de conscience qui sont dans l'air du temps et qu'il faut accélérer.

Si le cœur ne suffit pas, la raison se prête à la ruse, tant il est évident que, même économiquement, le bien-être de chacun dépend d'un minimum pour tous.

Les écarts de salaire, de revenus, de fortune et de genre de vie sont à l'origine des nombreux visages de l'inégalité qui, aujourd'hui, hypothèquent dangereusement notre démocratie et notre avenir commun.

Comment peut-on accepter une société qui a prévu que les chômeurs soient au jour en « fin de droits » ? N'est-ce pas alors la fin de tous les droits, et non spécifiquement de ceux relevant de la loi économique, qu'ils n'aient aucune ressource et se retrouvent dans la rue ? L'abbé Pierre, dans un souffle prophétique, a depuis longtemps lancé le pavé dans la mare de notre bonne conscience.

Jacques Chirac, de son côté, a déjà répondu en proposant une société dont l'exclusion soit bannie. Car il ne suffit pas de dire que ces inégalités sont graves et inadmissibles. Il faut aller à la racine des vrais enjeux, d'une part en assurant

tant de façon plus analytique notre connaissance des phénomènes d'inégalité, d'autre part en allant directement aux vraies priorités.

Éradiquer l'exclusion, lutter pour une meilleure justice sociale, c'est un devoir que la société civile doit désormais imposer à la société politique. La lutte contre l'exclusion passe par un vaste effort des collectivités publiques, un premier rang desquelles les collectivités locales.

C'est ce que Grenoble a vu se réaliser. Le 8 avril 1988, le conseil municipal, à l'unanimité, a voté le minimum social pour l'insertion. Tel que nous l'avons vu, le minimum social s'adresse à tous les Grenoblois, pour qu'aucun d'eux n'ait moins de 3 800 F par mois. C'est une expérience unique en France et, nous l'espérons, exemplaire par son ampleur et sa large application. Elle ne doit pas être la seule, mais au contraire devenir un modèle sans cesse imité.

Elle est exemplaire par sa finalité : le minimum social pour l'insertion n'est surtout pas une mesure de charité ou d'assistance. Le bénéficiaire du minimum social pour l'insertion adhère à Grenoble à un projet de résolution de sa situation, en termes d'emploi, de formation ou de santé. Il passe un vrai contrat avec la collectivité ; en son mot il adhère.

L'insertion ou la réinsertion professionnelle est recherchée en priorité avec la personne concernée, dans un cadre ainsi plus bureaucratique que possible. L'emploi procure un statut honorable qui conditionne aussi largement les possibilités d'éducation.

Insertion et adhésion

La motivation, l'expérience professionnelle, l'environnement social, sont autant d'éléments qui peuvent favoriser ou freiner cette démarche. Mais le minimum social pour l'insertion est une aide matérielle et financière qui permet de supporter dans la solitude de la mise au travail.

Pour tous ceux que l'histoire sociale, l'âge, l'absence de diplôme ou psychologique rendent sans perspective d'insertion professionnelle, à court, moyen ou long terme, l'allocation sociale d'insertion est versée en contrepartie d'une adhésion visant avant tout à l'insertion sociale dans l'attente d'un projet professionnel.

Afin de satisfaire ce but, chaque cas est examiné pour l'insérer dans un cadre individuel. C'est ainsi que pour les personnes en attente d'emploi, l'allocation permet de passer « insouciantement » le cap de la recherche d'un travail. Pour d'autres, malheureusement plus marginalisés, aux confins extrêmes de l'exclusion, pour des raisons soit de santé, soit de rejet social, la mesure financière s'accompagne de moyens de lutte contre les causes de cette marginalisation. Enfin, pour les handicapés ou les personnes âgées, qui n'ont aucune possibilité de trouver une situation professionnelle, l'allocation est un substitut à l'absence de ressources ou un complément à l'insuffisance de celles-ci. Le minimum varie à la hausse, en considération de la situation matérielle ou parentale du bénéficiaire.

Cette expérience est originale et exemplaire enfin par la concertation que le projet a engendrée dans le tissu social. Institutions et associations ont contribué ensemble le minimum social d'insertion. Six cents dossiers sont aujourd'hui à l'étude au sein de la commission d'attribution. Cette commission, par sa composition, est le reflet d'un large partenariat (dix associations caritatives qui ont leur représentant et siègent au côté d'élus locaux venus de tous les horizons politiques, de membres des services déconcentrés de l'état et de ceux de la commune et du département).

À Grenoble, des contrats sont proposés pour redémarrer dans la vie pour que le droit à la dignité soit retrouvé et respecté.

L'histoire de la ville est jalonnée d'innovations sociales. La mise en œuvre du minimum social procède de cette longue histoire d'une forte prise de conscience collective, de fierté de la solution locale sans recours systématique à l'état. Elle est la plus belle pièce de collection de l'avancée sociale par l'adhésion individuelle dans la solidarité de tous.

L'expérience de Grenoble ouvre la voie à une nouvelle marche vers la solidarité sans exclusion pour que tous les Français aient le droit à la dignité. C'est le défi de 1988.

(*) Membre, naiss de Grenoble et président (RPR) du conseil général de l'Isère.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
publie le deuxième numéro de sa collection
« MANIÈRE DE VOIR »

LE CITOYEN, L'ARGENT ET LA DÉMOCRATIE

La vague libérale déferle sur l'Occident depuis plus de dix ans. A une société asservie par l'état succède un monde où les libertés seraient assurées par le profit individuel à la portée de tous les citoyens.

Le Monde diplomatique n'a cessé de souligner la vanité d'un projet, qui aggrave les inégalités, mine la démocratie, n'annonce en rien la fin de la crise en Occident et bloque tout espoir de développement du tiers-monde.

Seule une autre « manière de voir », qui refuse l'argent-roi, permettrait de sortir de cette impasse.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE
LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS
Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM : PRÉNOM :
ADRESSE : CODE POSTAL :
LOCALITÉ : PAYS :

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 09

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65972 F
Tél. MONDIPUB 45-23-06-81
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontana, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principales associations de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontana, gérant, et Hubert Bonin-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 307 09
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 356 F
ÉTRANGER (par avion)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE-TURISME			
584 F	972 F	1 404 F	1 806 F

Prix de vente au détail : par voie normale.
Changement d'adresse, difficulté ou retard : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'indiquateur d'envoi de tous les abonnements et les commandes d'abonnement.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tout extrait non autorisé sans l'approbation de l'éditeur.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2057

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-56-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

CHILI : pour la première fois sous le régime militaire

Le secteur public ferroviaire est paralysé par une grève des cheminots

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

« Le directeur général des chemins de fer de l'Etat est un despote ouvert à la destruction du service public. » Les dirigeants syndicaux des cheminots chiliens ne mâchent pas leurs mots. Pour renforcer leurs propos, ils évoquent les agressions verbales et physiques de leur patron. Il est vrai que la réponse du directeur, M. Roberto Darrigrandi, à la grève d'avertissement observée le 7 avril pour protester contre la cession au secteur privé de certaines activités ferroviaires n'a guère de quoi améliorer son image : soixante-dix travailleurs ont été licenciés, dont plusieurs responsables syndicaux. Depuis lors, les trains ne roulent plus sur la plus grande partie du réseau, les grévistes exigent la démission de M. Darrigrandi et la réintégration de leurs camarades mis à pied.

Le mouvement est une première sous le régime militaire. En effet, le droit de grève est strictement limité au secteur privé et seulement en cas de négociations collectives infructueuses. Faisant fi de la législation en vigueur, les cheminots créent donc un précédent pour les autorités. La Coordination nationale des travailleurs (CNT), la principale force syndicale d'opposition, multiplie les initiatives de solidarité avec les grévistes, et menace d'appe-

ler à la grève générale si la direction des chemins de fer ne revient pas sur ses décisions.

L'Eglise catholique a offert sa médiation et un évêque a remis au général Pinochet une liste de revendications des travailleurs en grève. Le chef de l'Etat sacrifiera-t-il l'un de ses fidèles pour désamorcer un conflit qui pourrait être lourd de conséquences et entraîner une détérioration du climat social ?

L'inflation a été de 23 % l'an dernier, mais les pouvoirs publics, dont la marge de manœuvre est limitée par les exigences du Fonds monétaire international, ne semblent pas envisager de décret de réajustement des salaires. La CNT appelle à une journée nationale de protestation pour la fin du mois et annonce un durcissement de son action.

A l'université, la rentrée a donné lieu à de nombreux incidents, à Santiago comme en province. L'université du Chili, la plus grande du pays, qui a été l'an dernier le théâtre d'un interminable conflit qui s'est conclu par la démission du recteur, pourrait à nouveau connaître des troubles. Le nouveau recteur a annoncé un plan de restructuration que la communauté universitaire a aussi mal reçu que celui de son prédécesseur. Etudiants et enseignants ont décidé de paralyser leurs activités si le recteur, soutenu par le ministère de l'Éducation, maintient ses intentions.

GILLES BAUDIN.

ÉTATS-UNIS : les élections primaires de New-York

La victoire de Michael Dukakis lui donne une sérieuse option sur l'investiture démocrate

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Michael Dukakis a gagné haut la main la primaire décisive de l'Etat de New-York, et le rêve du pasteur Jesse Jackson est brisé, sans doute définitivement : ce n'est pas encore cette fois-ci qu'un Noir pourra participer à l'affrontement final pour la conquête de la présidence.

Tout n'est pas vraiment joué, Jesse Jackson n'a pas renoncé, et la manière dont son élan a été arrêté, au terme d'une campagne déléguée fortement teintée de racisme, risque, à terme, de coûter cher au Parti démocrate. Mais, en toute logique, l'investiture démocrate ne peut plus guère échapper au petit gouverneur du Massachusetts, candidat terne, méthodique et sans génie apparent. Il devra affronter à l'automne un adversaire qui lui ressemble beaucoup : le vice-président George Bush, qui a remporté de son côté la primaire républicaine de New-York d'autant plus facilement qu'il n'avait plus de concurrent.

M. Dukakis a obtenu environ 51 % des voix, Jesse Jackson 37 %, et le sénateur du Tennessee, Albert Gore, 10 %. C'est à peu près ce que prévoyait les sondages depuis plusieurs jours, en dépit des énormes manchettes des journaux populaires de New-York, qui voulaient faire croire que « The Duke » (Dukakis) et « Jax » (Jackson) luttaient au couteau.

La participation a été relativement forte — pour une primaire — en dépit des pronostics, pas forcément inébranlables, de plusieurs responsables du Parti démocrate : il était admis qu'une faible participation profiterait au candidat noir, dont l'électorat était beaucoup plus déterminé, et il s'agissait donc de conjurer ce danger réel ou imaginaire.

Comme prévu, Jesse Jackson a obtenu la quasi-totalité du vote noir, Michael Dukakis recueillant lui, outre le vote « ethnique » (grec, polonais, etc.), 78 % du vote juif.

Surtout, le sénateur a été paisiblement relégué par le tonitruant maire de New-York, Ed Koch, qui n'a pas de cesse de tirer au canon sur Jesse Jackson et de faire en sorte que la question du soutien à Israël apparaisse comme le thème essentiel, sinon unique, de la primaire. Le maire en a tant fait, et par la même occasion il a tellement contribué à donner à la campagne l'aspect d'un affrontement entre les juifs et Jackson, et au-delà entre les Blancs et les Noirs, que beaucoup de New-Yorkais, y compris nombre d'élec-

Noirs de New-York, l'apertume est grande et risque d'être durable, pas seulement à l'égard du sénateur Gore et d'Ed Koch. Quand Jesse Jackson, devant ses partisans, a salué comme il se doit la victoire du vainqueur du jour, Michael Dukakis, les huées ont grondé dans l'assistance.

Conjurer le « péril noir »

Le danger, pour le Parti démocrate, est évidemment que les Noirs, qui ont voté en masse pour Jackson, y compris ceux qui d'habitude ne votent pas, se désintéressent désormais du duel Dukakis-Bush. Le danger serait particulièrement grand si Jesse Jackson était « maltraité » lors de la convention d'Atlanta, en juillet, ou pendant les délicates négociations qui vont la précéder.

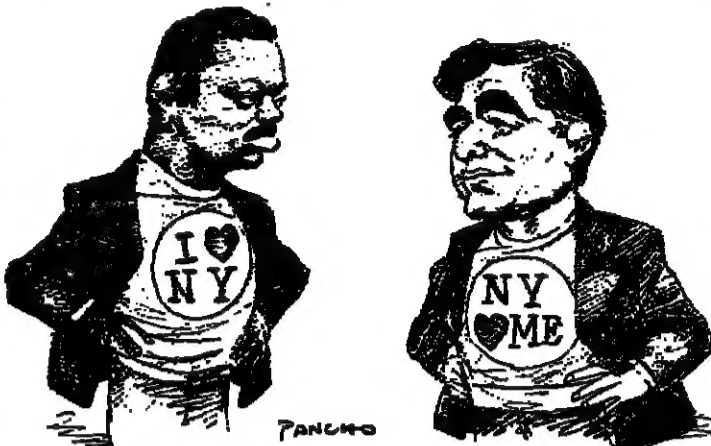
Passé encore qu'il ne repousse pas l'investiture, puisque tout indique qu'il aura nettement moins de délégués que Michael Dukakis (actuellement 827 contre 1050, mais la différence devrait s'accroître au fil des primaires encore à venir, notamment en Californie, en juin). Mais comment expliquer qu'on ne lui offre pas, s'il le souhaite, une place sur le « ticket », en tant que candidat à la vice-présidence ?

Interrogé mardi soir sur ce sujet, Michael Dukakis a soigneusement évité de donner la moindre réponse : en fait les dirigeants du Parti démocrate estiment que, pour pouvoir battre le candidat républicain, il conviendrait de placer aux côtés du gouverneur du Massachusetts, libéral de la côte est, un démocrate modéré du Sud. Mais, alors, Jackson ? Déjà, on entend dire de toutes parts qu'il faudra savoir faire preuve de diplomatie, de doigté... On veut aussi croire que le pasteur est désormais un homme raisonnable, qui veut le succès, et non l'échec de son parti.

Sans doute, mais le meilleur moyen de bien disposer l'ambitieux pasteur, n'est peut-être pas de se comporter comme l'ont fait aujourd'hui les sénateurs démocrates, qui ont désigné leurs « superdélégués » pour la convention d'Atlanta : trente-deux pour l'instant, pas un seul qui se déclare pour Jesse Jackson.

M. Dukakis, pour sa part, a mené à New-York une campagne certes sans panache, mais digne, et il a évité de paraître participer à l'opération anti-Jackson. Les caciques du Parti démocrate feraient bien de s'inspirer de son exemple. Faute de quoi, à trop vouloir, comme certains l'ont fait à New-York, conjurer le « péril noir », ils finiront par remporter une victoire à la Pyrrhus.

JAN KRAUZE.



contre 6 % pour le pasteur Jackson et 16 % pour le sénateur Gore. C'est là une défaite retentissante pour le jeune sénateur, qui avait pourtant tout fait pour plaire à l'électorat juif (près d'un quart du total, soit presque autant que les Noirs), oubliant qu'en ce domaine le mieux est l'ennemi du bien.

Le sale boulot

Ainsi, M. Gore avait approuvé le premier ministre israélien Shamir, dans son refus du plan Shultz pour le Proche-Orient ; il avait même reproché à M. Dukakis de défendre avec trop de zèle les intérêts d'Israël. Les électeurs juifs n'ont guère été séduits par cet excès de zèle suspect, et lui ont massivement préféré M. Dukakis.

L'ambitieux et agrippé Albert Gore a donc perdu à New-York ses dernières chances de rester dans la course (il devrait annoncer incessamment son retrait). Mais, avant de disparaître, il aura rendu, involontairement, un fier service à son rival « blanc ». M. Dukakis, en faisant en quelque sorte le « sale boulot », a sa place. C'est M. Gore, en effet, qui, le premier, a vigoureusement attaqué le pasteur Jackson au début de la campagne (sa mauvaise réputation auprès des juifs, sa rencontre avec Arafat).

teurs juifs, ont eu un haut-le-cœur, tandis que certains responsables du parti s'arrachaient les cheveux.

En attendant, le mal a été fait, et la campagne a été empoisonnée de quelques scènes plutôt pénibles, par exemple des groupes de jeunes juifs extrémistes criant « Nous haïssons Jackson ! » (le pasteur noir a aussi reçu un certain nombre de menaces de mort — plus à New-York que dans tout le reste du pays, selon ses propres dires, — et il a porté sous sa veste un gilet pare-balles à toutes ses apparitions publiques).

Face à ces attaques, le pasteur Jackson avait essayé de garder son calme, mais mardi soir, à la télévision, il a laissé apparaître avec hauteur son ressentiment, en un aphorisme typiquement « jacksonien » : « La maire fait de l'hystérie, mais je fais l'histoire ». De l'avis général, Ed Koch devrait subir douloureusement les conséquences de son attitude lors des prochaines élections à la mairie.

Pendant les derniers jours de la campagne, le sénateur Gore lui-même avait tenté, mais un peu tard, de prendre ses distances avec cet encombrant personnage. Mardi soir, dans le souci évident de penser certaines plaies et de ménager l'avenir, il a rendu un hommage très appuyé au pasteur Jackson. Mais, chez les

Diplomatie

Les questions nucléaires ne feront pas obstacle à l'entrée de l'Espagne dans l'UEO

affirment des représentants du gouvernement madrilène

L'Espagne a réagi favorablement, le mardi 19 avril, à l'invitation qui lui était faite, ainsi qu'au Portugal, par les représentants de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) réunis à La Haye, d'ouvrir des négociations en vue d'intégrer l'organisation. Ces négociations, estimées-on à Madrid, pourraient commencer avant le 1^{er} juillet et aboutir en six mois.

L'Espagne, très désireuse de confirmer son ancrage européen par l'adhésion à cette organisation (seule institution européenne habilitée à traiter des questions de défense), devra donc soumettre divers textes constitutifs de l'UEO, ainsi qu'à la plate-forme adoptée en octobre dernier qui affirme notamment le caractère indispensable de la dissuasion nucléaire pour la sécurité du Vieux Continent. Le communiqué officiel publié mardi à Madrid affirme que l'adhésion à l'UEO « est pleinement compatible (...) avec les dispositions approuvées lors du référendum sur le statut dans l'alliance atlantique ».

Dans le texte approuvé par référendum en mars 1986, le gouvernement déclarait que le maintien dans l'OTAN supposait « l'interdiction d'installer, de stocker ou d'introduire des armes nucléaires sur le

territoire espagnol ». L'Espagne a, de ce point de vue, en temps de paix, la même attitude que le Danemark et la Norvège. La résolution adoptée la semaine dernière par le Parlement danois exigeait des navires de guerre entrant dans les eaux territoriales qu'ils déclarent la nature de leurs armements (le Monde du 15 et 20 avril) a incité plusieurs représentants des autorités madrilènes à faire d'emblée une mise au point : « Il faut être réaliste ; nous n'allons pas demander aux pays dont les bâtiments naviguent dans nos eaux qu'ils nous déclarent la nature de leurs armements », a ainsi indiqué l'ambassadeur d'Espagne à La Haye.

La question pourrait se poser à propos du port de Cadix, importante base relais de la flotte américaine en Méditerranée, où font parfois escale des bâtiments à propulsion nucléaire ou porteurs de divers types d'armes nucléaires. Ces escales « ne peuvent être considérées comme l'introduction d'armes nucléaires sur le territoire », a également précisé le porte-parole du ministère des affaires étrangères à Madrid. Madrid n'entend donc pas suivre la position qui est officiellement celle de la Nouvelle-Zélande et à laquelle vient de se rallier le Parlement danois.

Les négociations sur les armements stratégiques sont « difficiles » déclare M. Shultz

A son arrivée à Helsinki, le mercredi 20 avril, où il fait une escale de vingt-quatre heures sur la route de Moscou, M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, a déclaré notamment que les négociations sur la réduction des armements stratégiques étaient « difficiles ». M. Shultz aura jeudi et vendredi, à Moscou, des entretiens avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze et avec M. Gorbatchev, dans le but de préparer le sommet qui doit se tenir dans la capitale soviétique du 29 mai au 2 juin.

Si, du côté de Moscou, on se déclare toujours résolu à profiter de cette visite du secrétaire d'Etat pour mettre définitivement au point l'accord sur la réduction des armements stratégiques, cet objectif est considéré comme de plus en plus improbable au département d'Etat à Washington. « Il y a toujours de l'espoir », a déclaré lundi un haut fonctionnaire américain, mais il a souligné aussi que les documents sur lesquels travaillaient les négociateurs des deux pays à Genève contenaient encore quelque mille deux cents parenthèses, c'est-à-dire des points de désaccord plus ou moins profonds. — (AFP.)

WILLIAM BOYD

William Boyd

LES NOUVELLES CONFESSIONS

Seuil 130 F

Editions du Seuil

سكنا من الامم

Proche-Orient

La libération des otages du Boeing koweïtien

De Mechhed à Alger, les principales étapes du détournement

Voici les différentes étapes du détournement du Boeing-747 koweïtien, commencé le mardi 5 avril pour se terminer mercredi 20 avril sur l'aérodrome d'Alger.

MARDI 5 AVRIL

Le Boeing, qui effectue la liaison Bangkok-Koweït avec 112 personnes à son bord, dont trois membres de la famille de l'émir du Koweït, est détourné au-dessus de l'Inde. Les pirates obligent le commandant à se poser sur l'aérodrome de Mechhed.

Les pirates demandent la libération de 17 extrémistes prisonniers au Koweït et menacent de faire sauter l'avion. Le Koweït fait savoir qu'il ne libérera pas les prisonniers.

Un passager malade est libéré.

MERCREDI 6 AVRIL

Le Koweït envoie des négociateurs à Mechhed. Les pirates libèrent 24 femmes.

JEUDI 7 AVRIL

Les pirates libèrent 32 autres passagers et menacent une nouvelle fois de faire sauter l'avion si les forces de sécurité irakiennes tentent de le prendre d'assaut.

Les irakiens font le plein de l'appareil après que les pirates ont tiré des coups de feu en l'air et menacent de décoller avec une faible réserve de carburant.

VENREDI 8 AVRIL

Le Boeing décolle de Mechhed et se dirige vers Beyrouth, bien que les autorités de cet aéroport aient annoncé que les pistes seraient fermées.

L'avion survole Beyrouth pendant quatre-vingt-dix minutes, le commandant de bord menaçant de s'abaisser en mer ou d'atterrir de force. Après sept heures de vol, l'avion se pose finalement à Larnaca (Chypre) en début de soirée.

SAMEDI 9 AVRIL

Les pirates demandent du carburant. Devant le refus des autorités chypriotes, ils frappent des passagers, puis tuent l'un d'entre eux, un jeune Koweïtien. Un responsable de l'OLP à Chypre et deux responsables chypriotes montent dans l'avion pour négocier. Un otage est libéré.

DIMANCHE 10 AVRIL

Les pirates demandent à nouveau du carburant et menacent d'aller s'écraser sur le palais royal de Koweït.

A Beyrouth, le Jihad islamique menace de tuer ses cinq otages français et américains si les autorités chypriotes entreprennent de libérer par la force les otages du Boeing.

LUNDI 11 AVRIL

Les pirates tuent un deuxième otage koweïtien, à la suite de deux ultimatum exigeant le plein de carburant. Ils veulent pouvoir s'envoler vers « un pays neutre ».

L'Organisation des opprimés sur terre, un groupe extrémiste chiite libanais, menace de pendre le lieutenant-colonel William Higgins, un militaire américain de l'ONU qu'elle déteste, en cas d'assaut contre le Boeing.

MARDI 12 AVRIL

M. Yasser Arafat annonce que les pirates désirent quitter l'aérodrome de Larnaca pour se rendre en Algérie.

En fin de soirée, les pirates libèrent deux otages en échange de carburant.

MERCREDI 13 AVRIL

L'avion décolle de Larnaca pour Alger. Le ministre algérien de l'Intérieur, qui dirige les négociations, affirme que les pirates lui ont promis de ne se livrer à « aucune violence » sur le territoire algérien.

M. Arafat met en cause l'Iran dans le détournement. Le gouvernement chypriote affirme avoir en l'assurance de l'Algérie que tous les otages seraient libérés, ce que démentira Alger.

JEUDI 14 AVRIL

Les négociations se poursuivent difficilement à Alger, en raison de l'intransigeance des deux parties.

Libération d'un passager albanaise.

VENREDI 15 AVRIL

Deux otages affirment que tous seront tués si les dix-sept pri-

sonniers du Koweït ne sont pas libérés. L'émirat refuse toujours de céder.

SAMEDI 16 AVRIL

Les pirates déclarent à trois journalistes convoqués en haut de la passerelle du Boeing qu'ils feront sauter l'avion si leurs exigences ne sont pas acceptées par le gouvernement koweïtien.

DIMANCHE 17 AVRIL

Les pirates annoncent leur intention de quitter Alger pour « régler leurs comptes avec le Koweït ailleurs ». L'émirat fait pression sur l'Algérie pour qu'elle les en empêche.

LUNDI 18 AVRIL

Appel d'un passager, membre de la famille royale koweïtienne, qui « espère » que dix-sept prisonniers de Koweït seront libérés.

MARDI 19 AVRIL

En milieu d'après-midi, les autorités algériennes obtiennent qu'une « très importante personnalité » monte à bord de l'avion pour parler avec les pirates. Quelques heures plus tard, M. Anouar Al-Sabah, vingt ans, l'un des parents de l'émir du Koweït, lance par radio un appel pour que les revendications des pirates soient satisfaites.

MERCREDI 20 AVRIL

Les pirates annoncent, à 3 heures GMT (5 heures à Paris), qu'ils ont décidé de mettre fin au détournement. Le ministre algérien de l'Intérieur, M. Khediri, confirme la décision des auteurs du détournement de libérer tous leurs otages.

M. Khediri un habitué des affaires d'otages

« L'Algérie est parvenue à régler l'affaire de l'avion koweïtien détourné » : par ces mots, le ministre algérien de l'Intérieur, M. Hedi Khediri, a conclu, le mercredi 20 avril, la troisième affaire d'otages qu'il a contribué à résoudre.

En tant que directeur général de la sûreté nationale algérienne, poste qu'il a assuré pendant dix ans avant de devenir ministre de l'Intérieur en juin 1987, M. Khediri a participé aux négociations qui ont abouti à la libération du personnel de l'ambassade américaine de Téhéran. Après quatre cent quarante-quatre jours de captivité, les cinquante-deux Américains avaient été conduits à Alger pour y être libérés.

Il a également joué un rôle central dans les tractations avec deux chutes libanais qui avaient détourné sur Beyrouth en juin 1985 un Boeing de la TWA. L'avion avait atterri à deux reprises à l'aéroport Houari-Boumediène d'Alger. Un passager américain avait été kidnappé par les pirates, dans la capitale libanaise, mais cinquante-trois autres otages avaient été libérés après la deuxième atterrissage à Alger et les trente-neuf derniers peu après à Beyrouth.

Un diplomate a décrit M. Khediri, considéré comme un technocrate pragmatique très proche du président Bendjedid Chedli, comme étant « toujours décontracté et calme, une personnalité qui ne panique jamais en temps de crise ».

Plus de sept cents actes de piraterie aérienne depuis 1931

Le détournement du Boeing koweïtien, qui a duré 15 jours et s'est achevé mercredi 20 avril à Alger, figure en troisième place parmi les détournements les plus longs dans l'histoire de la piraterie aérienne.

Le record reste celui des détournements de septembre 1970 à Zanzibar, dans le détroit de l'Inde, qui avait duré 24 jours.

Les 6 et 9 septembre 1970, trois avions - un américain, un suisse et un britannique - transportant environ 400 personnes sont détournés par le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) en plein désert. Les pirates réclament la libération de sept Palestiniens détenus en Suisse, en RFA et en Grande-Bretagne et la libération par Israël de tous les fedayins détenus dans des prisons. Israël refuse tout contact, tandis que les trois gouvernements occidentaux chargent la Croix-Rouge d'entamer des pourparlers. Le 12, les pirates font exploser les trois appareils, après les avoir fait évacuer. Ils gardent une cinquantaine d'otages. Après vingt-quatre jours de tractations, les derniers passagers sont libérés le 29 septembre par l'armée jordanienne. Le lendemain, les sept fedayins sont libérés.

Le deuxième détournement parmi les plus longs - 17 jours - est celui d'un Boeing 727 de la TWA avec 153 personnes à bord, immobilisé à Beyrouth du 14 au 30 juin 1985. Un otage américain est exécuté dans la capitale libanaise, entre deux brèves écoles à Alger. Les pirates, trois chutes libanais, exigent alors la libération de plus de 750 Palestiniens et Libanais détenus dans la prison d'Atlin. Dix jours après le début du détournement, Israël libère 31 prisonniers libanais en majorité chiite du 24 juin au 10 septembre, Israël libère progressivement les

prisonniers d'Atlin. Après dix-sept jours de tractations et l'intervention de la Syrie, les derniers otages sont libérés le 30 juin.

Depuis 1931 et le premier détournement d'avion de l'histoire, on ne compte pas moins de sept cent soixante-quinze actes de piraterie aérienne, selon les statistiques du gouvernement américain et des compagnies aériennes. Certains ont été particulièrement sanglants.

Février 1931 : premier détournement d'un avion au Pérou.

Juillet 1947 : détournement sur la Turquie d'un avion roumain avec meurtre d'un membre d'équipage.

Juillet 1948 : détournement d'un avion des lignes de Hongkong, de Macao à Hongkong, par quatre Chinois. Pilote et copilote sont tués. L'avion s'abîme en mer avec vingt-cinq personnes à bord.

Avril 1958 : lancement de la « navette cubaine », parallèlement à l'ascension de Fidel Castro au pouvoir, avec, pendant dix ans, un vaste chassé-croisé d'avions détournés, dans les deux sens, entre Cuba et les Etats-Unis et le Mexique.

Novembre 1958 : premier détournement depuis le territoire américain. L'avion cubain s'écrase alors qu'il se dirigeait vers La Havane, faisant dix-sept morts.

Août 1960 : premier détournement annoncé en URSS.

Juillet 1968 : avion israélien détourné sur Alger par trois pirates arabes afin d'attirer l'attention sur leurs revendications politiques.

Septembre 1970 : des fedayins palestiniens détournent trois avions de ligne, un américain, un suisse et un britannique, et les forcent à se poser en Jordanie, où ils

font sauter les appareils tout en libérant les otages en échange de libération de prisonniers palestiniens en Europe.

Septembre 1974 : un homme seul détourne un avion sud-vietnamien et le fait sauter en vol : 71 personnes sont tuées.

Juillet 1976 : détournement d'un avion d'Air France sur Entebbe, en Ouganda. Des commandos israéliens donnent l'assaut : les quatre pirates, plusieurs soldats ougandais, un membre du commando israélien et trois otages sont tués.

Octobre 1977 : détournement d'un avion ouest-allemand vers la Somalie, à l'appui d'une demande de libération de prisonniers palestiniens. Intervention de commandos ouest-allemands : pirates tués et otages libérés.

Février 1978 : deux fedayins détournent un avion sur Larnaca à Chypre. Alors que des négociations sont engagées, des commandos égyptiens interviennent inopinément pour investir l'île. La garde chypriote résiste, tuant 15 Égyptiens.

Juin 1985 : des pirates chiites libanais détournent un avion de TWA sur Beyrouth avec 153 passagers. Un Américain est tué à bord. Après médiation syrienne, les 39 derniers otages américains sont libérés.

Novembre 1985 : détournement, avec un bilan de 81 morts, des passagers pour la plupart, après l'assaut lancé par des commandos égyptiens contre un avion d'Égyptair détourné sur Malte par des Palestiniens.

Septembre 1986 : avion de la Pan Am détourné par quatre Palestiniens sur Karachi, où les forces de sécurité pakistanaises ouvrent le feu, faisant 22 morts.

Succès de la médiation algérienne entre l'émirat et les pirates de l'air

(Suite de la première page.)

Un autre membre de l'équipage confirme en outre que plusieurs pirates étaient montés à bord à « l'escabe » de Mechhed, en Iran.

C'est vers une heure du matin que les négociateurs algériens ont eu la certitude que la situation allait se débloquer. Les projecteurs qui éclairaient à giorno l'appareil les autres nuits sont restés éteints « en raison d'un incident technique », ont précisé les autorités. A 2 h 30 du matin, M. Mohammed Tahar, spécialiste des questions proche-orientales au sein des services algériens et interlocuteur privilégié des pirates, montait à bord de l'appareil. Les preneurs d'otages réclamaient ensuite un médecin et annonçaient, peu après, qu'en ce troisième jour de ramadan, ils allaient « mettre fin à leur opération ».

Les événements se précipitaient ensuite jusqu'à l'aube. Le ministre de l'Intérieur, qui est apparu en première ligne du début à la fin de ces négociations, faisait alors une déclaration aux journalistes présents à l'aéroport, insistant sur « les raisons strictement humanitaires et la qualité des relations de fraternité et d'amitié liant l'Algérie et le Koweït » pour expliquer l'engagement d'Alger dans cette médiation. En conclusion, le ministre se félicitait de cette solution heureuse et émettait « l'espoir que la communauté internationale dans son ensemble se réjouisse de cette solution pacifique ».

Quant à savoir ce qu'il allait advenir des pirates, M. Khediri répondait rapidement la question : « Cela regarde l'Algérie ». Même réponse en ce qui concerne les concessions que le Koweït aurait été amené à faire.

« Je ne veux pas parler actuellement de geste ou de marchandage car il fallait avant tout sauver des vies humaines », a-t-il déclaré, soulignant l'« incidence » qu'il y avait à parler de marché « dans ces conditions là ».

Cependant, rien n'exaltait que derrière l'attitude de fermeté qui a été officiellement la sienne jusqu'à ce jour, le Koweït ait pris la décision de réduire les peines de prison des dix-sept détenus du Jihad islamique incarcérés après les attentats de 1983, dans l'émirat voire de libérer certains d'entre eux progressivement, dans la discrétion au cours des mois qui viennent.

La discrète sortie des pirates

Selon plusieurs sources, dont l'agence officielle algérienne AFS, les pirates n'étaient plus à bord au moment où les otages ont été libérés. L'incertitude demeure toutefois, autant sur le moment où ils ont quitté l'avion que sur leur sort. De source proche de la délégation koweïtienne présente à Alger depuis l'arrivée du Boeing, mercredi dernier, on assure qu'entre 5 h 30 et 6 h - soit juste avant que les passagers et l'équipage apparaissent à la porte de l'avion -, les auteurs du détournement sont discrètement sortis et ont été pris en charge par des officiels algériens.

Ces maigres indications sont à rapprocher des informations fournies de source diplomatique à Koweït selon lesquelles l'Algérie aurait accepté de laisser repartir librement les pirates. Un scénario qui rappelle celui qui précéda la « disparition » du célèbre Carlos sur ce même

aéroport d'Alger, en 1975, où il avait convoyé les dix ministres du pétrole que le terroriste avait pris en otage à Vienne, lors d'une réunion de l'OPEP.

Fidèles à la détermination et au sang-froid dont ils ne se sont jamais départis tout au long du détournement, les pirates ont pour leur part souligné qu'ils n'avaient « jamais abandonné » leurs « revendications ». Ils ont par ailleurs déclaré, dans leur message annonçant la fin de la prise d'otages, « avoir trouvé une grande confiance auprès des frères algériens », ajoutant que ces derniers « prennent en compte l'affaire de nos frères, qu'ils prennent fait et cause pour les opprimés ».

M. Khediri, qui a remarqué que les pirates « n'avaient pas craqué », a tenu à souligner qu'il « n'y avait jamais eu de prisonniers sur l'Algérie, de la part de qui que ce soit ». « Toutes les parties ont mis beaucoup de coopération et de sagesse », a-t-il conclu.

Heureux, déclaré « en bonne santé » par un médecin algérien, les otages n'en sont pas moins extrêmement épuisés, et, à côté de certains témoignages de personnes ayant approché l'appareil, on imagine aisément le calvaire que cela fut. Sans compter les menaces, l'incertitude absolue quant au sort qui leur serait réservé, outre les liens qui les entravaient, l'état de l'appareil après quinze jours de détournement était pitoyable, et les otages ont dû vivre dans une odeur devenue pestilentielle à certains moments. De plus, se présentant comme des croyants exemplaires, les pirates avaient décidé de faire subir à leurs prisonniers le jeûne du ramadan.

FREDERIC FRITSCHER.

La tension dans les territoires occupés

Huit Palestiniens bannis de Cisjordanie

Les autorités israéliennes ont de nouveau totalement isolé les territoires occupés, le mercredi 20 avril, comme le 30 mars dernier pour la Journée de la terre. Cette fois, la mesure en vigueur jusqu'à samedi vise à empêcher toute mobilisation et toute manifestation violente en Cisjordanie et à Gaza à l'occasion des cérémonies marquant le quarantième anniversaire de l'Etat d'Israël. Les Palestiniens des territoires n'ont donc pas le droit de se rendre en Israël, et des barrières ont été disposées tout au long de la « ligne verte », recréant ainsi les frontières d'avant 1967.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Indifférent aux critiques de la communauté internationale, le gouvernement a de nouveau procédé, mardi 19 avril, au bannissement de résidents des territoires occupés : huit Palestiniens de Cisjordanie ont été transférés au Liban en hélicoptère dans le contrat de l'après-midi (1). La mesure porte à vingt le nombre de Palestiniens victimes d'un ordre de bannissement depuis le début de la révolte dans les territoires occupés : quatre avaient déjà été expulsés au Liban en janvier et huit autres le 8 avril (le Monde du 13 avril).

Les expulsions de mardi ont d'abord touché six résidents du village de Beit (Cisjordanie), où une jeune Israélienne avait été tuée le 6 avril. Elle appartenait à un groupe d'adjuvants de l'implantation voisine d'Elon-Moreh, qui, lors d'une excursion non autorisée, fut attaquée à coups de pierres par des résidents de Beit. Dans la confrontation, la jeune fille a été mortellement blessée à la tête d'une balle tirée par un des accompagnateurs israéliens du groupe d'Elon-Moreh.

Selon les autorités, les six hommes ont participé à l'agression du 6 avril, et quatre d'entre eux sont présentés comme des militants du Fath ayant déjà été condamnés à des peines de prison. Il s'agit de M.M. Mahmoud Beni Shamma, Mustafa Hamail, Sari Hamail, Omar Said Doud, Nageh Dwikat et Ibrahim

Jasad (âgé de vingt-six à trente-six ans). Leur bannissement a été décidé alors que l'enquête sur l'affaire de Beit n'est pas encore terminée. Les habitants de la bourgade n'en sont pas moins toujours soumis à une série de sanctions collectives (couvre-feu, village bouclé par l'armée), et quarante maisons de la localité ont été dynamitées par les soldats. Selon les autorités, treize d'entre elles appartenaient à des habitants reconnus coupables d'avoir lancé des pierres sur les jeunes d'Elon-Moreh, et la dernière maison a été détruite « par erreur ».

Lors des affrontements du 6 avril, deux Palestiniens ont été tués par les

accompagnateurs armés de promoteurs d'Elon-Moreh, et, le lendemain, un garçon de Beit, âgé de quatorze ans, a été tué par des soldats, alors qu'il cherchait à fuir la localité. Un journaliste israélien du Jerusalem Post, ayant récemment pu visiter le village, a décrit une population hébété, en proie à la peur, éprouvant un profond sentiment d'injustice et une impression de totale vulnérabilité face à l'armée.

Les deux autres Palestiniens expulsés mardi (M.M. Ghazan Al-Masri, de Ramallah, et Ahmed Fawzi Al-Di, habitant un village près de Naplouse) sont des militants du Fath déjà condamnés à des peines de prison et accusés de figurer parmi les organisateurs des « récents troubles dans les territoires ». Ils ont été expulsés dimanche, tout comme leurs camarades de Beit, parce qu'ils ont refusé d'avoir recours à la procédure d'appel à leur disposition.

Ces expulsions ont lieu alors qu'un milieu quinquagénaire de réfugiés sont toujours soumis au couvre-feu, que l'accès à la Cisjordanie est quasiment interdit à la presse et que les autorités, après avoir fermé pour six mois l'agence Palestine Presse Services, viennent d'interdire pour une semaine la distribution hors de Jérusalem de quotidiens arabes Al Fajr (pro-OLP). Cet ensemble de bannissements, destructions de maisons, arrestations massives - correspond exactement à la politique réclamée par les responsables du Likoud (droite) et que l'armée semblait, au départ, résister à appliquer.

Le nombre de Palestiniens tués lors d'affrontements par des soldats n'en reste pas moins élevé : un jeune homme blessé cette semaine en Cisjordanie est mort dans la nuit de mardi à mercredi. Depuis le 9 décembre, début de la révolte, il y a eu au moins cent cinquante tués, ce qui correspond à peu près à une moyenne d'un mort par jour.

ALAIN FRACHON.

(1) Le département d'Etat américain a annoncé mardi sa « vive opposition » à ces nouveaux bannissements. « Elles sont contre-productives, en violation de la quatrième convention de Genève, et ne feront qu'enflammer les peurs et les passions », a déclaré son porte-parole.

Proche-Orient

Les obsèques d'Abou Jihad à Damas

L'amorce d'une réconciliation entre l'OLP et la Syrie ?

L'incertitude régnait tous les jours mercredi 20 avril en fin de matinée sur l'éventuelle venue de M. Arafat à Damas. Cependant, les obsèques d'Abou Jihad avaient commencé en l'absence du chef de l'OLP. Celui-ci s'était rendu la veille à Tripoli et, dans la matinée de mercredi, des informations avaient fait état de son départ pour la Syrie en compagnie du colonel Kadhaïf.

DAMAS
de notre envoyée spéciale.

En assassinant Abou Jihad, numéro deux de l'OLP, Israël a sans doute été à l'origine d'une amorce de réconciliation entre deux de ses plus irréductibles ennemis, l'OLP et la Syrie, brouillés depuis 1983. La veuve du leader assassiné a déclaré à son arrivée à Damas : « J'espère que le sang pur d'Abou Jihad permettra la réconciliation entre la Syrie et l'OLP ».

En autorisant ces funérailles et en permettant surtout à la direction de l'OLP d'y assister, Damas a inconsciemment fait un pas pour renouer les liens coupés spectaculairement en juin 1983 après l'expulsion de la capitale syrienne de M. Yasser Arafat et la tentative de Damas de créer une solution de remplacement à la direction de l'OLP. Il aura fallu toutefois deux jours de réflexion et de débat et l'annonce officielle des funérailles en Jordanie, pour que Damas fasse connaître son acceptation de recevoir la direction de la centrale palestinienne.

Le premier commentateur de la presse syrienne sur cet assassinat n'est venu que quarante-huit heures plus tard, par Radio-Damas qui, en annonçant les obsèques d'Abou Jihad dans la capitale syrienne, a rendu hommage à ce « leader éminent qui a consacré sa vie à la libération de la Palestine ».

La presse syrienne est restée très discrète sur cet événement et, visiblement, Damas n'a pas aller trop vite en paraître faire trop de concessions pour cette reprise de dialogue. Conscient de l'enjeu politique de sa présence à Damas, M. Arafat s'est enquis au préalable de l'accueil qui lui serait réservé et de pouvoir rencontrer des dirigeants syriens de haut niveau. De multiples réunions ont eu lieu, toute la nuit de mardi à mercredi pour tenter de résoudre ce problème au sujet duquel M. Georges Habbache avait sollicité, dès mardi, la médiation de l'Algérie. M. Charif Mesadiah, numéro deux du FLN, arrivé en fin de soirée à Damas, s'est activé dans ce sens, comme la Libye, où M. Arafat a fait mardi un retour imprévu après six ans d'absence, consacrant ainsi la normalisation des rapports palestino-libyens qu'Abou Jihad avait largement contribué à amorcer.

Avec la Syrie, le processus est plus compliqué mais, dès l'été dernier, les contacts avaient repris avec l'OLP et Damas. A l'automne, un proche de M. Yasser Arafat, M. Fawzi Sebbagh, membre du Conseil national palestinien, était venu à plusieurs reprises dans la capitale syrienne où il avait été reçu par deux fois par le président Assad et avait eu plusieurs entretiens avec le vice-président Khaddam. Mais la reprise d'un dialogue direct à Damas, à un niveau plus officiel, réclamé par l'OLP, butait sur les conditions syriennes jugées inacceptables par la centrale palestinienne, c'est-à-dire la rupture des contacts entre l'OLP et « les forces démocratiques israéliennes » et avec l'Egypte. Damas voulait en outre voir l'OLP reconnaître son rôle au Liban.

Interrogé le 23 mars dernier à Amman sur les relations palestino-syriennes, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Chahar, avait déclaré : « Nous espérons parvenir à des résultats tangibles. Mais, jusqu'à maintenant, nous ne pouvons pas dire que ces contacts ont abouti aux résultats escomptés ».

La Syrie, toutefois, avait donné des signes de sa volonté de renouer les liens avec l'OLP, en particulier depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés. Ainsi, le 20 janvier, son principal allié au Liban, la milice chiite Amal, a mis fin à trois ans de guerre meurtrière avec les Palestiniens des camps de Beyrouth et, par deux fois, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères arabes à Tunis, et de l'organisation de la Conférence islamique à Amman, le ministre syrien a approuvé les demandes de l'OLP, notamment concernant la création d'un « Etat palestinien indépendant sous la direction de l'OLP, son unique et légitime représentant ».

Les quatre conditions posées par le président Assad, en particulier la participation de l'OLP à une conférence internationale, en réponse à l'initiative de M. Shultz pour aboutir à un règlement de la question israélo-arabe, avaient été aussi très favorablement accueillies par l'OLP. Face au plan Shultz, conséquence du soulèvement dans les territoires occupés, la centrale palestinienne et la Syrie ont sans aucun doute chacune intérêt à un rapprochement au moins conjoncturel.

Reste à savoir jusqu'où ira celui-ci. Le contentieux est lourd et l'essentiel de celui-ci demeure, à savoir l'autonomie de la décision palestinienne alors que Damas estime toujours que celle-ci relève de la responsabilité des pays arabes. Le fait même que Radio-Damas ait affirmé mardi peu avant l'arrivée de la dépouille mortelle d'Abou Jihad, que la Syrie continuera à soutenir par tous les moyens la cause palestinienne, « question centrale des

Arabes », est à cet égard significatif. On estime toutefois, de source palestinienne, que ce débat est tranché par la révolte dans les territoires occupés où les Palestiniens ont pris eux-mêmes leur destin en main.

Il est certes encore trop tôt pour juger de l'importance réelle des obsèques d'Abou Jihad dans le processus engagé pour la réconciliation syro-palestinienne et nul ne se fait d'illusions sur les difficultés à surmonter. Mais, comme le dit M. Lakdar Ibrahim, numéro deux de la Ligue arabe, « même dans sa mort, Abou Jihad aura servi sa patrie ».

FRANÇOISE CHAPAU.

Un ministre israélien condamne l'assassinat

M. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille et membre du cabinet restreint israélien, a pris l'initiative, le mardi 19 avril, de critiquer l'assassinat d'Abou Jihad.

Le meurtre, commis dans la nuit de vendredi à samedi à son domicile de Tunis, a été, selon des sources israéliennes, l'œuvre du Mossad (services secrets israéliens) et de l'armée de l'Etat hébreu. Selon les mêmes sources, l'opération a été commanditée par le gouvernement israélien, mais ces informations n'ont pas été confirmées officiellement.

M. Weizman, l'un des architectes du traité de paix israélo-égyptien de

1979, a déclaré, dans une interview à Reuters, que « cet assassinat ne présente que des points négatifs pour Israël. Il ne fera certainement pas cesser la terreur et pourra même l'intensifier. Il nuit au processus de paix ». Interrogé sur la responsabilité d'Israël dans cette opération, il s'est borné à répondre : « Devinez ».

Selon la chaîne de télévision NBC, M. Weizman et le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres (travailliste), se sont opposés au projet de tuer Abou Jihad lors d'un vote au sein du cabinet restreint composé de dix membres.

L'arrivée de la dépouille mortelle

« Palestine vaincra »

« La lutte continue. Résistance jusqu'à la victoire ! » Tel est le message donné mardi 19 avril par les Palestiniens à l'arrivée, à l'aéroport de Damas, de la dépouille mortelle d'Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes. La ton a été donnée par ses proches. En descendant de la passerelle de l'avion qui ramenait le cercueil, la veuve, tout de noir vêtue, s'est arrêtée un bref instant pour faire le « V » de la victoire, alors que, derrière elle, son fils aîné, étudiant à New-York, brandissait un drapeau palestinien. Symboles du combat, tous les enfants d'Abou Jihad, deux filles et trois garçons — dont le dernier a moins de trois ans — portaient un tricot. Au bas de la passerelle, une vieille femme en noir, la tête couverte d'un fichu blanc : sa mère, soixante-quinze ans, levait elle aussi ses doigts en « V », retenant mal ses larmes.

Côté officiel, c'est M. Georges Habbache, chef du Front populaire de libération de la Palestine et

président du comité des funérailles, qui attendait, entouré — à l'exception notable des dissidents — de tous les responsables palestiniens basés à Damas. Le gouvernement syrien avait dépêché pour sa part le ministre de l'intérieur et deux membres du parti Baas au pouvoir. Une haie de jeunes scouts palestiniens précédés de quatre enfants en costume traditionnel portant des gerbes de fleurs scandait : « Palestine vaincra, nous te vengerons Abou Jihad ».

Recouvert du drapeau palestinien, le cercueil d'Abou Jihad a été rapidement hissé dans une ambulance qui l'a déposé à la morgue d'un hôpital en attendant la cérémonie des obsèques, mercredi, au cimetière du camp palestinien de Yarmouk, au sud de Damas. Le président Assad y sera représenté par M. Abdallah al-Ahmar, numéro deux du parti Baas. Plusieurs dirigeants palestiniens accompagnaient le cercueil

ainsi qu'une délégation tunisienne conduite par le ministre de l'intérieur, M. Habib Ammar, et le directeur du parti destourien.

Tout l'après-midi de mardi, des responsables palestiniens sont arrivés à Damas, que certains avaient quittés dans des conditions plus ou moins difficiles depuis plusieurs années. M. Nayef Hawatme, chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine, qui n'était pas revenu dans la capitale syrienne depuis sa participation active au Conseil national palestinien d'avril 1987 à Alger, était présent, ainsi que MM. Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, et Abou Mazen, membre du comité exécutif.

Au domicile des parents d'Abou Jihad, c'était un long défilé de condoléances en même temps que des retrouvailles familiales permises par ce retour à Damas de beaucoup de proches.

F. C.

Le quarantième anniversaire de l'Etat d'Israël

(Suite de la première page.)

Le tracé de ses frontières, coïncidant avec les lignes d'armistice, ne correspondait ni au plan de partage ni à quelque logique que ce soit. Jérusalem, que l'ONU voulait internationaliser, se trouvait coupée en deux. Le route qui y menait à partir de Tel-Aviv, par un étroit couloir, longeait des crêtes où patrouillaient les soldats jordaniens. Rien ne garantissait Israël contre un retour en force de ses ennemis, et, pour commencer, de ces centaines de milliers de Palestiniens que les combats avaient jetés sur les routes de l'exil et que les vainqueurs ne laissent pas revenir chez eux qu'un compte-gouttes.

Staline ne voyait, dans la ligne arabe, fondée quelques années plus tard, qu'un instrument d'un impérialisme britannique demeuré à ses yeux l'adversaire principal : c'est d'abord pour cette raison qu'il soutint très fort Israël naissant avant de s'en désintéresser et de tomber, peu avant sa mort, dans le délire antisémite de « l'affaire des médecins ». Et c'est seulement après sa disparition que le Kremlin comprit le parti qu'il pouvait tirer d'un appui au nationalisme arabe.

De guerre en guerre

Le tort des Occidentaux, et de l'Etat hébreu, qui rejoignit très vite leur camp, fut de ne se préoccuper en rien de cette même URSS qu'ils combattirent par tout ailleurs lorsque fut signé, en 1950, la déclaration par laquelle les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne s'engageaient à veiller au maintien de l'équilibre des forces entre Israël et ses voisins. Comment le Kremlin n'aurait-il pas été tenté de troubler le jeu ? Dès 1955, il proposa des armes au raïs égyptiens, inquiet de voir la France en livrer à Israël au-delà des quantités prévues. La maladresse américaine dans les négociations sur le financement du haut barrage d'Assouan allait faire le reste, c'est-à-dire la nationalisation du canal de Suez et la première des trois guerres éclatées entre Israël et ses voisins arabes : 1956, 1967 et 1973.

A chaque fois, la victoire de Tshahal, l'armée juive, a été étonnante. L'Etat juif a pu successivement réaffirmer Jérusalem sous son autorité, éloigner la menace qui pesait sur les régions frontalières, conclure la paix avec l'Egypte et

établir avec la Jordanie des relations de coexistence. Il n'a plus rien à craindre au sud. La Syrie n'est pas assise pour s'attaquer à lui. L'Irak, seul des Etats qui avaient participé à la campagne de 1948 à n'avoir pas signé d'armistice, est absorbé par la guerre avec Khomeiny, auquel Israël n'a pas hésité à livrer des armements sophistiqués.

Pas plus au Proche-Orient qu'ailleurs, cependant, la force des armes n'a jamais suffi à instituer une paix véritable. La guerre de 1973, qui a pris Tshahal complètement au dépourvu et l'a mené au bord du désastre, n'aura été qu'une bataille de plus dans ce qui commence à ressembler à une guerre de cent ans. Depuis lors, il y a eu, en 1982, l'intervention au Liban, qui n'aura fait, en fin de compte, qu'accroître le désordre dans la région. Et maintenant, depuis quelques mois, la révolte des jeunes des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, qui pose à Israël l'éternel problème de la fin et des moyens.

La sionisme était en effet, à l'origine, un mouvement à forte tonalité de gauche, qui nourrissait les ambitions morales les plus élevées, jusqu'à vouloir établir sur terre, autour de ses fermes collectives, les kibboutzim, une société égalitaire qui servirait de modèle aux autres. Cet idéal a déjà été passablement oublié par des citoyens et des citoyennes qui préfèrent pour la plupart les débauches de la société de consommation à celles de l'austérité. Israël doit-il désormais, pour maintenir sa férule sur une population qui l'exécute et fait beaucoup plus d'enfants que les Juifs, se convertir aux rudes impératifs de la

Realpolitik ? Venant après des années d'actions de même nature, l'assassinat du leader de l'OLP Abou Jihad ne laisse guère de doute quant au sens dans lequel les dirigeants actuels de Jérusalem entendent trancher ce débat, qui n'a pas fini de diviser la conscience juive.

Dans l'ouvrage où il décrit avec précision ce que devraient être les mécanismes exemplaires de l'Etat juif dont il préconise la création, Herzl ne mentionne à aucun moment les Arabes. C'est au sultan de Constantinople qu'il demande de donner aux sionistes la Palestine, quitte pour ces derniers, en cas de refus, à aller bâtir leur Etat en... Argentine. Un puissant courant se dessinera bien par la suite pour un établissement dans... l'Ouganda. Mais lorsque, en 1917, s'engageant les conversations qui vont aboutir à la déclaration Balfour, il y a des gens à Londres, à commencer par le diplomate Sykes, pour grand comble de la région, pour s'affirmer convaincus que les Arabes, dont Lawrence aiguillonne la révolte contre les Turcs, sont les alliés naturels des sionistes.

Il est vrai qu'il y avait été encouragé par le chef Hussein de La Mecque, éphémère « roi du Hedjaz », mais il est non moins vrai que celui-ci était bien seul. Comme le notait, dès 1920, le grand philosophe Martin Buber : « Rien ne fut fait en Europe pour consolider l'entente entre Arabes et Juifs dans l'intérêt du futur foyer national. En Palestine même, dans les milieux de l'administration mise en place, tout fut fait pour troubler cette entente, car l'administration voulait ce que les autorités occu-

pantes ont l'habitude de vouloir en ces temps post-napoléoniens [...] : gérer seulement la situation présente, ne pas en ménager une pour l'avenir... » (4). Les premiers coups de feu ne tardèrent pas, malgré la présence des Britanniques, à être tirés.

Une terre « trop promise »

Aujourd'hui, Israël a quarante ans, l'âge de la maturité. Mais rien n'est résolu quant à la question primordiale de ses rapports avec les Arabes. Qu'ils soient musulmans, marxistes ou chrétiens, ils continuent pour la plupart de le considérer comme un corps étranger, un occupant sans titre qui a volé aux Palestiniens leurs champs et leurs maisons. Les Israéliens, bien qu'ils n'aient plus rien à craindre sur le champ de bataille, sont de ce fait en permanence sur le qui-vive, obligés de consacrer à s'armer, voire à se battre, une part écrasante de leur temps et de leur revenu, et de solliciter en permanence l'aide des Etats-Unis et de la Diaspora.

Hélas ! toutes les erreurs ne se répètent pas. Israël n'a guère cessé de croire que la force finirait par amener les Arabes à la réciprocité. C'est méconnaître la fierté que les arabes, et qui s'accroît à proportion du déclin où ils se sentent tenus. C'est se voiler les yeux devant une réalité démographique qui voue les Juifs à devenir, au cours du siècle prochain, minoritaires dans leur Etat. C'est oublier qu'on ne répare pas une injustice, si grande soit-elle, en en créant une autre. Privés d'un chez-eux qui soit à eux, les Palestiniens vivent un drame de l'exclusion que les Juifs devraient comprendre mieux que quiconque.

Yasser Arafat, de son côté, même si l'on a quelques raisons de penser qu'il cherche en réalité les voies d'un compromis, n'a jamais dit nettement en public qu'il était prêt à accepter un Etat israélien, et préfère lui opposer le projet, parfaitement mythique, d'un Etat laïc où vivraient dans une harmonie rousseauiste des peuples réconciliés par on ne sait quel miracle. Chacun à sa manière, Anouar El Sadate, Bourguiba, le roi du Maroc, Hussein de Jordanie, ont essayé de trouver les chemins de la réconciliation. Le seul qui ait vraiment abouti à un résultat, le raïs égyptien, a, comme jadis Abdallah de Transjordanie, payé son courage de sa vie.

Encore a-t-il fallu, pour arriver aux accords de Camp David entre Jérusalem et Le Caire, l'action opiniâtre de Jimmy Carter, qui, dans la lignée des efforts de John Kennedy et Henry Kissinger, a tout fait pour abattre, entre Israël et ses voisins, le mur de la haine. Mais, à côté de cette implication si manifestement positive, combien d'initiatives, du côté des grandes puissances, derrière lesquelles on a du mal à discerner l'odeur du pétrole de celle de la guerre froide ! Combien de fausses manœuvres, de déclarations péremptoires ! Que d'hypocrisie ! Que de lâcheté !

Devant tant d'échecs et d'incompréhensions, on sent se réveiller, en Israël et dans la Diaspora, des tendances extrémistes. D'un côté, les supporters du rabbin Kahane, dont le fondamentalisme a toutes chances d'alimenter, par ricochet, celui d'en face ; de l'autre, ceux qui ont trop entendu parler de Samson faisant s'écrouler sur lui, pour écraser ses ennemis, les colonnes du temple,

ou des zélotes de Massada qui, au premier siècle après J.-C., préférèrent mourir jusqu'au dernier plutôt que de se rendre aux Romains. Entre le nouvel exode que certains croient déjà inévitable et l'apocalypse qu'aurait les moyens de déclencher un Etat désormais possesseur de l'arme nucléaire, que de scénarios catastrophes !


Les vrais amis d'Israël ne peuvent que le conjurer de ne pas s'y abandonner et de ne pas se détourner de l'idéal de justice et d'harmonie sur lequel il s'est fondé. Même si, dans leur immense majorité, les Juifs établis en Occident ont préféré y demeurer, il est important, et pas seulement pour eux, que subsiste cet Etat où s'est ancrée, après la nuit du génocide, une fantastique volonté de vivre, de défricher et de bâtir, matérialisée dans tous les domaines de la culture, des sciences, de l'économie, par une créativité peu commune.

Est-il peu d'espérer que l'actuelle détenté Est-Ouest sera mise à profit par les grandes puissances pour arrêter enfin les Israéliens et Palestiniens à cohabiter ? Mikhaël Gorbatchev pour la première fois vient d'inviter l'OLP à reconnaître Israël en même temps que celui-ci accepterait le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Saluons ce pas vers la sagesse, qui aurait mérité d'être suivi d'un meilleur effet que l'assassinat d'Abou Jihad.

ANDRÉ FONTAINE.

(4) Martin Buber, Une terre et deux peuples, Lieu commun, 1985. ★ 40 ans d'Israël, en vente chez tous les marchands de journaux, 25 F.

LA PASSION DU SERVICE PUBLIC



Les collectivités territoriales (mairies, conseils généraux, etc.) recherchent de plus en plus des managers aptes à faire face aux nouvelles responsabilités que leur a confiées la décentralisation. Des praticiens de l'économie publique, Hauts Fonctionnaires se sont associés au GROUPE ESC BORDEAUX pour créer l'IMOP, Maître Spécialisé en Management Public accessible aux titulaires d'un diplôme Bac+5. L'IMOP prépare à des emplois de haut niveau dans les collectivités territoriales, le secteur para-public ou les entreprises privées travaillant avec le secteur public. Clôture des inscriptions : 11 juin 1988.

INSTITUT DU MANAGEMENT DES ORGANISATIONS PUBLIQUES

680, cours de la Libération, 33405 TALENCE Cedex
Tél. 56 80 70 50

Un courant fort.
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux.

هكذا من الاجل

سكنا من الامم

Asie

Comment exorciser l'année du Dragon...

PÉKIN
de notre correspondant

Les Chinois ont dépensé des fortunes, à la mi-février, pour s'assurer que cette nouvelle année du Dragon ne leur apporterait pas les bouleversements de la précédente, en 1978, lorsque des tremblements de terre et autres catastrophes naturelles avaient entamé avec les révoltes politiques, la mort de Mao Zedong et l'arrestation de sa veuve, Mais, en avril, à Changchun, chef-lieu provincial dans la plaine glacée de Mandchourie, la rumeur s'est répandue comme une traînée de poudre : deux serpents s'étaient métamorphosés en fort gracieuses jeunes filles, et avaient révélé cette manifestation du surnaturel au chauffeur de camion qui avait évité de les croquer peu auparavant sur la route.

Comment, dès lors, conjurer le mauvais sort qui pèse, dans tous les esprits, sur cette année particulièrement néfaste du calendrier chinois ? Le Journal de la jeunesse de Chine, qui a rapporté l'affaire mercredi 20 avril, ne dit pas qu'il a eu cette idée, mais elle rencontre un franc

succès : la population entière de la ville s'est tout simplement, offert un deuxième Nouvel An.

L'histoire ne dit pas non plus pourquoi les masses populaires choisissent le vingt-neuvième jour du deuxième mois lunaire — soit le 15 avril — pour cet exorcisme collectif. Toujours est-il que, ce jour-là, la ville entière de Changchun fit la fête comme pour un vrai réveillon. Ripailles, soirées familiales, feux d'artifice... Il ne faudrait pas croire que les gens humbles et les paysans des environs étaient les seuls à s'occuper de la superstition. Dans le quartier du nouveau village du lac du Sud, où les cadres du gouvernement provincial vivent par centaines, et dans l'avenue Chaoyang, où habitent les responsables de départements et de bureaux, les pétards ne crépitaient pas moins qu'ailleurs.

Depuis, paraît-il, les médias officiels locaux ne cessent de publier des commentaires et des interventions d'historiens et de météorologues « pour réfuter la croyance selon laquelle l'année du Dragon est toujours marquée par des calamités ».

FRANCIS DERON.

L'université de Pékin se débarrasse de ses statues de Mao Zedong

Deux statues géantes de Mao Zedong ont été démolies au cours du week-end sur le campus de l'université de Pékin. C'est en pleine nuit que les démolisseurs ont mis à bas ces symboles d'une ère aujourd'hui de plus en plus oubliée. Les officiels de l'université ont affirmé que cette mesure n'avait pas été prise pour des motifs politiques, mais uniquement parce que les statues étaient vieilles

et abîmées, et n'étaient pas des œuvres d'art.

Omniprésentes dans toute la Chine pendant la révolution culturelle, les statues du Grand Timonier ne cessent de se raréfier. S'il en reste à l'intérieur de certains bâtiments administratifs, militaires ou universitaires, elles ne se voient plus guère sur les places et dans les lieux publics. — (AFP.)

Afrique

MOZAMBIQUE : guerre civile, sécheresse, famine

Un appel de l'UNICEF en faveur de trois millions de réfugiés

GENÈVE
de notre correspondant

Si la communauté internationale ne prend pas rapidement conscience de la gravité de la situation au Mozambique, on assistera dans ce pays à une tragédie pire que celle que connaît l'Éthiopie. C'est ce qu'affirme, en substance, l'UNICEF en faisant connaître l'appel lancé par l'ONU afin de recueillir une aide d'urgence de 380 millions de dollars pour subvenir aux besoins les plus immédiats des 3,3 millions de personnes contraintes par les combats à quitter leur maison et leur village.

La guerre civile, la sécheresse et la famine font que deux cents enfants sur mille y meurent avant d'atteindre l'âge d'un an, et trois cent cinquante sur mille avant l'âge de cinq ans. C'est le taux de mortalité infantile le plus élevé du monde. Entre 50 et 60 % des enfants souffrent de malnutrition. Le nombre d'enfants perdus et d'orphelins s'élève à deux cent mille. Pour donner une mesure de l'insécurité et de la barbarie qui sévissent dans le pays, l'UNICEF cite le cas d'un hôpital d'Homoinde dont tous les occupants ont été massacrés. Lors d'attaques de convois, des gens ont été brûlés vifs dans les autobus et des bébés jetés vivants dans les flammes.

Pour pouvoir secourir les plus vulnérables parmi les femmes et les enfants, l'UNICEF a besoin de près de 40 millions de dollars. Un programme d'urgence a été mis en place à cet effet. Il comprend l'aide alimentaire, la reconstruction des services de base dans les régions les plus touchées par les combats, l'amélioration de l'accès à l'eau et une assistance spéciale et immédiate aux enfants particulièrement traumatisés par la guerre et aux familles qui prennent en charge des orphelins.

Parmi ceux qui ont fui la tourmente, on compte près de six cent mille réfugiés dans les pays voisins, principalement au Malawi, où leur nombre s'élève à quatre cent cinquante mille sur une population totale de sept millions. Beaucoup d'entre eux se sont installés dans des tribus ou des familles amies. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui les a pris en charge, a besoin de 20 millions de dollars, et de sept autres millions pour venir en aide aux quarante-sept mille Mozambicains qui sont retournés (volontairement) dans leur pays. Le HCR a lancé un appel en février aux pays donateurs, mais n'a recueilli que 2 millions de dollars jusqu'à présent.

ISABELLE VICHNIAC.

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

Budapest dénonce l'attitude de la Roumanie à l'égard des minorités

L'attitude de la Roumanie dans le domaine des droits des minorités a été violemment dénoncée le mardi 19 avril à Vienne, devant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), par le représentant de la Hongrie, l'ambassadeur André Erdős. Sans nommer directement Bucarest, M. Erdős a déploré « des mesures prises et des projets [qui] nous attristent profondément car ils représentent un écart flagrant par rapport à l'esprit et la lettre de l'acte final d'Helsinki ».

La Hongrie avait déjà soulevé à plusieurs reprises devant la conférence la question de la minorité hongroise de Roumanie. En mars 1987, elle avait voté un projet de résolution canadien sur les droits des minorités. C'était la première fois qu'un pays du pacte de Varsovie apportait son soutien à un pays de l'OTAN sur une question relevant de la corbeille des droits de l'homme.

La déclaration de mardi, qui fait suite à la reconnaissance officielle par Budapest en février de l'existence d'un problème de réfugiés de la minorité hongroise de Roumanie en Hongrie, est la plus virulente à ce jour. L'ambassadeur s'en est pris directement à l'éradication de villages dans le cadre du nouveau plan d'aménagement du territoire roumain et à la suppression, décidée en mars dernier, de l'usage des noms de localités en langues minoritaires.

Singapour

Huit opposants de nouveau arrêtés

Huit opposants ont de nouveau été arrêtés, le mardi 19 avril, après avoir publié une déclaration affirmant qu'ils avaient été torturés en prison. Leur avocat a également été interpellé. Les huit faisaient partie d'un groupe de vingt-deux personnes arrêtées, en mai et juin 1987, pour incitation dans un complot « marxiste ». Ils avaient été libérés en décembre, à l'expiration d'un bail.

Lundi, les huit ont affirmé avoir été frappés, privés de sommeil et contraints de rester debout pendant vingt heures lors de leurs interrogatoires en prison. Les autorités ont toujours démenti tout service infligé à des prisonniers. Elles n'ont offert, sur le moment, aucune explication à la réarrestation des huit. — (RPL.)

Europe

GRANDE-BRETAGNE : grogne autour de la réforme fiscale

Un groupe de députés conservateurs se rebelle contre M^{me} Thatcher

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Thatcher a subi cette semaine aux Communes une humiliation de taille. Alors que les conservateurs disposent d'une majorité de cent voix, celle-ci a été réduite à vingt-cinq à l'issue d'un débat passionné, le lundi 18 avril, sur la réforme de l'impôt local. Le premier ministre avait présenté cette réforme lors des élections de juin dernier comme le « vaisseau amiral » des projets de lois qu'elle souhaitait présenter au Parlement. Le leader de l'opposition travailliste, M. Kinnock, a eu beau jeu de proclamer lundi soir que « le vaisseau amiral est sévèrement touché et fait eau de toutes parts ».

La « dame de fer » a aussitôt fait savoir qu'elle n'abandonnerait pas sa réforme pour autant, et que cette majorité de vingt-cinq voix lui paraissait satisfaisante. Il s'agit néanmoins d'un des plus importants revers qu'elle ait enregistrés au Parlement depuis son arrivée au pouvoir en 1979.

« Il n'y a pas d'abîme pour un tel crime »

La réforme vise à instituer en 1990 un impôt local égal pour tous, riches ou pauvres, et à prélever sur chaque citoyen majeur. Le système actuel, qui remonte au dix-septième siècle, taxe au contraire l'unité d'habitation elle-même en fonction de sa taille, de son confort et... de la tradition. Selon la nouvelle loi, les membres adultes d'une même famille vivant sous le même toit seront astreints à payer chacun l'impôt, ce qui n'était pas le cas précédemment. Le gain pour le Trésor devrait être considérable. Le caractère équitable d'une telle mesure qui aboutit à taxer davantage une

famille nombreuse habitant un taudis qu'une personne seule résidant dans un manoir est moins évident.

La révolte est donc née dans les rangs des conservateurs sociaux de justice sociale. Elle a été menée par M. Michael Heseltine, ancien ministre et enfant chéri de M^{me} Thatcher, désormais totalement brouillé avec elle. Remarquable orateur, il a affirmé avec force que la nouvelle loi allait à l'encontre de tous les principes sociaux défendus par les Tories. M. Heseltine a laissé un de ses amis politiques, M. Michael Bates, conduire le combat au grand jour. Celui-ci a déposé un amendement demandant que le futur impôt local comporte trois tranches calculées en fonction des revenus déclarés.

Malgré les pressions considérables exercées par le gouvernement, cet amendement n'a été rejeté, lundi soir, que par 320 voix contre 293. Les « rebelles » du Parti conservateur, parmi lesquels une dizaine d'anciens ministres, ont longuement développé leurs thèses, à la grande joie de l'opposition travailliste. Sir George Young, un ex-secrétaire d'État, a résumé ainsi leurs propos : « Il s'agit de prendre dans la poche du pauvre pour donner au riche, c'est un crime pour lequel il n'y a pas d'alibi ». L'ancien premier ministre conservateur, Edward Heath a également voté contre le gouvernement.

La manœuvre du cabinet conservateur est d'autant plus grande que se manœuvrent de dernière heure pour éviter une défaite ont été exposés en public. L'artisan de la réforme,

M. Nicholas Ridley, ministre de l'environnement, avait annoncé, à la fin de la semaine dernière, toute une série d'exemptions dont bénéficieraient les citoyens les plus démunis, manifestement incapables de payer le nouvel impôt.

Les travaillistes ont réussi à obtenir pendant le week-end le compte rendu d'une réunion confidentielle présidée par M^{me} Thatcher montrant que cette concession n'était qu'apparente. Les sommes ainsi perdues pour le Trésor devaient être, en effet, « récupérées » par une augmentation générale du nouvel impôt lui-même. M^{me} Thatcher a demandé l'ouverture d'une enquête sur cette « fuite ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

DANEMARK : élections anticipées le 10 mai

M. Schlüter estime que la campagne doit porter sur la « pleine appartenance » du royaume à l'OTAN

COPENHAGUE
de notre correspondant

Si la décision du premier ministre conservateur danois, M. Poul Schlüter, d'organiser des élections générales anticipées (voir nos dernières éditions du 20 avril) pour sortir de la crise provoquée par la querelle sur les rapports avec l'OTAN ne constitue pas une surprise, la date arrêtée pour cette consultation — le 10 mai — a pris de court une bonne partie de l'opinion et de la classe politique. La campagne qui s'annonce sera la plus brève depuis plus de trente ans.

Ce choix répond apparemment à différents motifs. Normalement, les

vacances parlementaires commencent ici début juin. Or la brusque dissolution de la Chambre unique issue des législatives du 8 septembre 1987 n'aura pas permis aux députés de traiter une série de dossiers de première importance. Une session extraordinaire d'été sera sans doute nécessaire pour rattraper le temps perdu.

En convoquant rapidement les électeurs aux urnes, certains « mauvais langues » font déjà remarquer que M. Schlüter cherche à éliminer de la course plusieurs petites formations non représentées actuellement au Folketing. Il est probable en effet que plusieurs d'entre elles ne parviendront pas dans des délais aussi brefs — avant le 26 avril — à réunir les quelques vingt mille signatures de sympathisants indispensables pour présenter des listes de candidats. Tel est le cas par exemple des écologistes.

Face à cette conjonction d'urgence, les chefs de file politiques croient déjà le fer à la télévision dans un climat d'agitation peu constructif. On n'est guère habitué sous ces latitudes à voir des adversaires politiques se couper la parole et hausser le ton devant les caméras.

L'opinion éberlée

Après la crise ouverte par le vote d'une résolution de l'opposition demandant le contrôle de l'armement, éventuellement nucléaire, des navires de guerre britanniques et américains dans les ports et les eaux territoriales du royaume, le premier ministre, qui participe au débat télévisé, a rappelé avec fermeté que ces élections devaient être avant tout centrées sur la question de la « pleine appartenance du Danemark ».

à l'OTAN. « Qui peut avoir la prétention, a-t-il dit, de voyager en première classe avec un billet de troisième ? »

Ce n'était pas là l'avis de son intermédiaire privilégié, M. Svend Auken, le président des sociaux-démocrates, à l'origine pourtant de cette fameuse résolution du 14 avril. À ses yeux, cette question est tout à fait « secondaire » et ne méritait pas que M. Schlüter s'y consacrait pour provoquer des élections. Le dirigeant social-démocrate estime que le premier ministre a surtout saisi là un prétexte pour faire ses responsabilités et faire oublier l'échec du reste de sa politique.

M. Auken a souligné que la campagne de son parti serait consacrée à des sujets « vulgaires », essentiels, tels que le chômage et le déficit de la balance des paiements. Quant aux questions de défense et de sécurité, qu'il ne peut quand même pas entièrement négliger, il a indiqué qu'en 1984 les sociaux-démocrates avaient proposé au gouvernement Schlüter une large coopération reposant sur deux points : l'appartenance du Danemark à l'OTAN et la lutte pour la paix et contre le nucléaire. M. Auken a déploré que le gouvernement ait fait alors la sourde oreille à ces propositions.

Les partis politiques ne semblent pas réellement s'engager de gaieté de cœur dans cette brève campagne électorale, qui ne passionne guère une opinion un peu éberlée et qui, selon certains, « ne peut que coûter cher au pays ». Selon un sondage publié le 15 avril par le quotidien Berlingske, les six formations non socialistes du Folketing — dont quatre composent la coalition de centre-droit de M. Schlüter — devraient conserver une faible majorité. Les sociaux-démocrates sont en recul au profit des socialistes du peuple, qui pourraient être les grands vainqueurs de scrutin du 10 mai.

CAMILLE OLSEN.

POLOGNE : venus de l'étranger

De nombreux juifs ont commémoré l'insurrection du ghetto de Varsovie

Varsovie (AFP). — Quelques trois mille personnes, pour la plupart des immigrés venus de l'étranger avec du premier rang le vice-premier ministre d'Israël, M. Yitzhak Navon, ainsi que de nombreux responsables polonais, ont célébré, le mardi 19 avril, dans la capitale polonaise, le quarante-cinquième anniversaire de l'insurrection du ghetto juif de Varsovie, le 19 avril 1943.

Dans une brève allocution, prononcée en hébreu et en anglais, M. Navon a dit notamment au sujet du génocide du peuple juif perpétré par les nazis pendant la deuxième guerre mondiale : « Le souvenir de l'Holocauste ne doit pas paralyser nos activités. Dans cette tragédie, il faut puiser le courage de continuer à vivre pour consolider le peuple ».

● RDA : censure contre la presse religieuse. — Les autorités est-allemandes ont empêché la parution du dernier numéro de l'hebdomadaire religieux de Berlin-Est Die Kirche... a-t-on appris, le mardi 19 avril, de sources religieuses allemandes. L'hebdomadaire n'a pas pu paraître dimanche dernier comme prévu en raison d'une intervention des services gouvernementaux. Les milieux de l'Eglise évangélique en RDA se déclarent très inquiets à la suite de cette nouvelle mesure de censure à l'égard d'un journal religieux. Début avril, le même hebdomadaire avait été l'objet d'une mesure similaire. — (AFP.)

juif. Au début de la cérémonie, M. Henryk Jablonski, ancien vice-président du Conseil d'État polonais, a donné le premier coup de bêche symbolique pour planter « un arbre du souvenir commun », un jeune chêne qui poussera à proximité immédiate du monument des Héros du ghetto.

Lundi avait été inauguré, sur l'ancienne « place de triage » qui faisait partie du ghetto, un monument à la mémoire des trois cent mille juifs de Varsovie qui furent achevés, de 1942 à 1943, vers le camp de la mort de Treblinka.

Manifestation de Palestiniens

Tandis que se déroulait la cérémonie officielle de mardi, une centaine d'étudiants arabes, en majorité palestiniens, ont manifesté dans un autre quartier de Varsovie. Ils se sont notamment rendus en cortège au pied du monument de la Victoire, érigé à la mémoire des Polonais qui, en 1944, s'étaient soulevés contre les forces hitlériennes. Sur le ruban accompagnant la gerbe de fleurs qu'ils ont déposée au pied du monument, on pouvait lire : « Des victimes du soulèvement palestinien aux héros de l'insurrection de Varsovie ». Les étudiants ont brandi des drapeaux palestiniens, des affiches et des banderoles dénonçant l'agression d'Israël dans les territoires occupés.

La campagne pour l'élection présidentielle

« **T**as vu Dieu ? » « Oui, et je lui ai même serré la main. » Jean Roucas, voix multiple et dialoguiste du « Bébête-show », n'a pas tout inventé. Ce dialogue est né dans la bousculade des comités de soutien à François Mitterrand, réunis lundi au Musée des arts décoratifs afin de voir et complimenter le candidat. Qui a rencontré Michel Rocard, mercredi, lui aura certainement demandé, dans le même esprit : « Alors, t'as vu Dieu ? » « Oui, répondrait probablement l'intéressé. Et je me suis même baladé sur son petit nuage. »

C'est bien vrai. Michel Rocard et François Mitterrand se sont promenés mardi dans les nuages, sur les sentiers de randonnée de la haute vallée de l'Hérault, en plein brouillard, ce qui leur a interdit l'ascension projetée du pic Saint-Loup (600 mètres). Les deux hommes, siôt débarqués à l'aéroport de Montpellier,

étaient allés se changer dans une suberge tenue, pour la circonstance, par les policiers chargés de la sécurité des voyages officiels.

Nos deux compères s'en sont allés devenant par les sentiers boueux, de

Dieu

François Mitterrand a l'habitude : veste de toile, pantalon de velours, pataugas, casquette et gants de marche. Prévenu à la dernière minute, Michel Rocard n'avait apporté que son maigre belluon, qu'une paire de croquetons de montagne et des fusées de ski. Pour ne pas faire l'original, il a dû emprunter au président socialiste du conseil général de l'Hérault

l'Europe et de la sécurité du monde, paraît-il. A bien regarder la photographie diffusée par l'agence France Presse, on croirait voir une séquence des « Brigades du Tigre », le célèbre feuilleton télévisé. Hors cadre, il y a certainement quelque part derrière les fourrés, une De Dion-Bouton pilotée par Arletty. Atmosphère, atmosphère. La photographie, en tout cas, a de la gueule.

Les abominables malfaits du « Bébête-show » ne pouvaient pas manquer ce cliché historique. Dès mercredi matin, sur Europe 1, Jean Roucas a fait son numéro. Mitterrand : « Le p'tit Rocard, il a l'air en extase. Quand on est à la droite de Dieu, on ne peut qu'être content. » Rocard : « Il m'a parlé. Ah ! ah ! ah ! ah ! Je me sens mal. » Mitterrand : « Il s'évanouit. Une fois de plus. » Black Jack : « Cool Raoul, pe-nard Babarre », — et Michèle Peggy : « Entrez et j'embrasse de pays » — ont eu du mal à glisser un mot dans la conversation. Jugement posthume de Pierre Desproges : « Au paradis, on est assis à la droite de Dieu, c'est normal parce que c'est la place du mort. »

Autre aspect de la question : sur le petit nuage rose, à la droite de Dieu, il n'y a qu'une place, pas deux. Alors, « Rocky » ou « Béré » ? Dès mercredi matin, le

directeur de campagne de M. Mitterrand a dû mettre sans dessus dessous sa garde-robe pour trouver une paire de chaussures qui puisse éclipser, auprès des pataugas de « Tonton », les croquetons de son rival.

Lequel des deux ira à Matignon ? Le duel de titans que se livrent les deux hommes pour s'offrir à la France continue de tenir le pays en haleine. L'applaudissement est cruel pour M. Bérégozov, qui est pourtant très fier d'être ovationné dans les meetings : à Montpellier, « Béré » était surclassé par Jack Lang, Georges Dufoix, par l'entrée de Lionel Jospin et surtout par Michel Rocard. Heureusement pour lui, dans son infinie sagesse, le Dieu des Chrétiens a probablement d'autres critères de choix, plus rigoureux : du genre pile ou face, ou celui qui a les plus belles lunettes...

Récit du service politique.

A chacun ses bons et ses méchants

Le 22 mars, date à laquelle M. Mitterrand a annoncé sa candidature, il y avait en France des républicains d'un côté, et tous les autres (M. Chirac singulièrement) dans le camp opposé. Depuis le meeting du 19 avril à Montpellier, la classe politique se divise entre les « vulgaires » (M. Chirac encore) et ceux qui « ont de la tenue » (M. Mitterrand bien sûr, mais aussi probablement M. Barre).

M. Mitterrand a frappé fort, à Montpellier, sur celui qu'il appelle le « candidat de l'Etat-RPR ». Le face-à-face du second tour promet d'être musclé, bien que le président-candidat figne de ne point connaître encore l'adversaire que les Français lui désignent pour le 5 mai. Depuis qu'il s'est fait affirmer, à Rennes, par une dizaine de milliers de personnes auxquelles il essayait de faire comprendre qu'il n'y a pas d'un côté les « bons » et de l'autre les « méchants », M. Mitterrand en est venu à une vision plus simple du combat politique. Cela lui assure, au moins, l'adhésion des « foules militantes ».

Comme M. Chirac négative, qui gouvernait dans la journée et menait campagne à partir de 17 heures, M. Mitterrand préside le jour et la nuit, mais distrait une heure quarante-cinq de son temps, à partir de 20 heures, pour retrouver, sous les projecteurs, les plaisirs du combat électoral. D'autant qu'il y a, dans les assistances de meetings, du répondant. « Vous le voulez (que je sois élu) ? », a-t-il demandé à Montpellier, l'œil dragueur. « Oui », a hurlé la foule. « Je ne me trompe pas ? Vous le voulez ? ». « Oui ! » une seconde fois. « Maintenant, il faut décider des autres (riva) et ne perdez pas de temps, demain matin. Je ne vous demande pas de passer la nuit. (Un silence) Et pourquoi pas ? Même la nuit il y a des moyens d'influence (rires). »

Frisbes ou boomerang ?

Les « oripeaux » de la fonction, comme dirait M. Jospin, ne doivent pas être rangés dans la penderie jusqu'au 9 mai. Jouer au frisbee, le samedi, sur les pelouses de Crétail, offre de jolies images aux télévisions, mais risque de laisser penser que le chef de l'Etat a des occupations bien légères. Il y a un effet frisbee qui ressemble à un effet boomerang. M. Mitterrand a donc ouvert son discours de Montpellier — pour les vingt heures — par une sombre description de la situation internationale (la guerre, le malheur, la misère) de nature à bien montrer qu'il a de sérieuses préoccupations.

Oripeaux pour oripeaux, M. Barre s'est, lui aussi, dépouillé de sa carapace. Il devient, sur le tard, candidat. Mais il ne cède pas pour autant aux lois du genre, à la nécessité d'être aimé à toutes les clientèles, depuis l'agriculture jusqu'à la culture en passant par l'horticulture. L'accusation vise clairement M. Chirac. M. Barre veut croire et faire comprendre qu'il est toujours le mieux placé pour affronter M. Mitterrand avec quelques chances de victoire au second tour. Il ne pense plus qu'à cela, après avoir oublié tout longtemps le premier.

M. Chirac, assuré de son succès au premier tour, n'a plus qu'une obsession, celle des lendemains du 24 avril. Il prépare activement la photo d'entre deux tours, en comptant qu'y figurent MM. Barre et Giscard d'Estaing. Il suppose ses chances de rassemblement et s'efforce de les accroître en promettant désormais, lui aussi, un gouvernement d'ouverture, après avoir fait, lui seul, les yeux doux aux électeurs du Front national.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

M. Raymond Barre à Lyon

« Je n'accepte pas le verdict des sondages »

LYON

de notre envoyé spécial

Incrovable, mais vrai ! Alors que tout paraît joué, les barrières croient encore au miracle ! Ils ont retrouvé une foi à soulever des montagnes de sondages. « Barre confiance » est redevenu leur slogan. « Impossible n'est pas Barre » leur cri de ralliement. Ils le pensent et ils en sont certains. Ils l'assurent : M. Mitterrand s'essouffait, le centre est en jachère, M. Chirac plafonne. Bref, leur candidat va rebondir, créer la surprise dimanche soir et, dès lors, rien ne l'arrêtera. Mardi soir, Lyon était devenu le Lourdes du barriarisme. Il est vrai que les élus de la région ont pu croire un moment à une apparition : ce n'était plus leur collègue député du Rhône, cher professeur, « meilleur économiste », qu'ils avaient devant eux mais un candidat, un vrai. « Après les deux mois que je viens de vivre, a-t-il dit, s'il y a une raison pour laquelle, je suis heureux d'avoir présenté ma candidature et pour laquelle je dois vous le dire, je recommencerais volontiers, c'est parce que je me suis efforcé de dire aux Français un certain nombre de choses, alors que l'on ne cherchait de tous côtés qu'à leur bander les yeux, qu'à les aveugler, pour que toutes les petites combinaisons qui se préparent puissent réussir. »

La crainte d'un « retour à la IV^e République »

Remerciant ses amis lyonnais de leur « dévouement », et de leur « désintéressement », il n'eut d'indulgence ni pour M. Léotard : « Ce n'est pas avec des âmes faibles, des esprits fluctuants ou des carriéristes utilitaires que nous pouvons faire face demain aux problèmes de la France. » — ni pour M. Chirac : « Il ne s'agit pas, reprit M. Barre, de gagner le premier tour pour laisser passer le deuxième tour et pour finir en bonne position après. Ce n'est pas le problème. Moi je me bats pour le premier tour et pour gagner le deuxième tour [...]. Il n'y a, comme l'a dit lui-même M. Mitterrand, d'opposition qu'inconsciemment. Moi, je n'ai à aucun

moment accepté ni compromis ni compromission. »

Treize à quinze mille fidèles étaient serrés dans un Palais des sports plein comme un œuf. Ce fut la fête, la première, vraie fête de cette campagne barrière. Avec ses musiques de french cancan, ses trompettes, ses cloches et ses bal-lons, avec la projection sur grand écran du film-catastrophe Mitterrand II : l'impossible retour et la présentation, dans la salle, de l'inepouable Alain Delon. Avec les « allez Raymond » repris en chœur par des milliers de jeunes chahuteurs. Avec, enfin, toute l'UDF, ses chefs et ses sous-chefs, massés autour de son candidat : M^{me} Simone Veil, MM. Lecanuet, Gaudin, Léotard, Méhaignerie, Rossion, Santini. Ils étaient enfin venus, ils étaient tous là. Plus loin, M. Michel Noir jouait, pour le RPR, le grand témoin.

Rassemblement, mobilisation, confiance

A la tribune, ce fut le président du comité de soutien lyonnais, le maire de Lyon, M. Francisque Colom, qui ouvrit le feu, un tout petit feu, réussissant, bien malgré lui, à faire affirmer le nom de M. Chirac. A tour de rôle, MM. Millon, Barrot, Bosson, Rossion et Léotard s'employèrent à monter la salle contre le président-candidat socialiste, « le grand marchand de sable qui a peur, qui s'effrite ». « En avant, calme et droit », lança M. Léotard qui, dans l'exercice, fit preuve à nouveau d'un zèle confondant. « Nous sommes autour de vous, lance-t-il, sans qu'il manque une seule voix à l'appel. Le bulletin de Raymond Barre, c'est le meilleur pour la France. Vous n'avez pas changé et nous ne souhaitons pas que vous changiez. »

Ainsi précédé, M. Barre se lança dans un discours improvisé autour des mots rassemblement, mobilisation, confiance. Un discours volontariste et enthousiaste. « Nous savons bien aujourd'hui, constata-t-il, que quelque chose est en train de se produire dans les esprits des Français et des Françaises. » Faisant fi de tous les calculs « à court, moyen et long terme », se moquant de ceux qui, déjà, le soupçonnaient de prépa-

rer l'élection présidentielle de 1995, l'ancien premier ministre s'est, une fois de plus, posé en meilleur rassembleur face à M. Mitterrand. « J'accepterai, a-t-il dit, le verdict des urnes mais pas le verdict des sondages. Je sais qu'au deuxième tour, il m'est possible, face à M. Mitterrand, de rassembler suffisamment de Français pour le battre. » M. Barre n'a d'ailleurs pas épargné le chef de l'Etat, l'accusant notamment de faire planer « une grave menace sur nos institutions » en rêvant d'un retour de la IV^e République et de faire preuve de légèreté en matière de défense sur les questions de désarmement. Mais, continue-t-il, « il ne s'agit pas simplement de critiquer le socialisme de M. Mitterrand, il faut lui opposer un véritable projet. Ne nous laissons pas embarquer dans toutes sortes d'analyses, de réveries, de considérations plus ou moins politico-sociologico-psychologico-économiques. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de la France. »

M. Barre a redéfini les grands axes de son projet, qui exige certes effort et sacrifices, mais qui peut « redonner aux Français la joie de la réussite » plutôt « que d'être conquis dans le seul but de plaire à toutes les clientèles, depuis l'agriculture jusqu'à la culture en passant par l'horticulture. »

Parlant de l'immigration, M. Barre a encore rappelé qu'il ne se prêterait jamais « à des attitudes, à des comportements, à des décisions qui, de quelque façon que ce soit, expriment la xénophobie et le racisme. »

Vers 23 heures, toute l'UDF était réunie autour de son candidat pour entonner la Marseillaise. « On va gagner », scandait la foule. Lyon avait été fidèle au rendez-vous. Les barriaristes exultaient. Avec tout de même cette étrange peur au ventre d'être trahi non plus par les sondages mais, cette fois, par le chronomètre.

DANIEL CARTON.

DEUXIEME EDITION

JOSE LENZINI

L'ALGERIE DE CAMUS

ENTRE soleil et misère, Albert Camus n'a jamais cessé de chanter l'Algérie : sa terre transfigurée. De lavis unanime, José Lenzini a trouvé le ton juste pour restituer dans son écho lumineux cette passion essentielle.

22 x 30 cm, 128 p., 125 F, 106 F net.

Le Disid

LA CALADE

73000 Aix-en-Provence

2 HEURES POUR SEDUIRE

QUAND IL FAUT ETRE LE PLUS RAPIDE ET LE PLUS Vendeur

DE 50 A 2000 COPIES COULEUR RECTO-VERSO EN 2 HEURES

RAPIDOCOLOR

CAP 12 / RUE DE L'EVANGILE - BAT. 56 - VOIE C / 75018 PARIS / TEL. 40.36.15.00

PARCE QUE L'EUROPE EST AFFAIRES

680, cours de Libération, 33405 TALANCE Cedex.

16. 56 50 70 50

Un courant fort.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux

M. François Mitterrand à Montpellier

« On essaie de maintenir les Français dans les fanges de la vulgarité »

En concluant le troisième meeting de sa campagne, le mardi 19 avril à Montpellier, M. Mitterrand a évoqué le face-à-face télévisé du second tour que M. Chirac le presse d'accepter. « J'en ai des idées de nomination, a-t-il remarqué. On me dit : acceptez-vous un débat au deuxième tour ? Ah ! Vous hésitez ; alors vous ne voulez pas ? François Mitterrand ne veut pas ! Qui me propose ça ? Est-ce le candidat conservateur, ultra-conservateur ? Je ne le connais pas encore. De quel droit celui-ci, plutôt que celui-là, propose de discuter avec moi ? Ce n'est pas une mauvaise manière qu'il me fait : c'est un camarade d'à côté. Il n'est pas encore sorti du magma des candidats de la vieille droite. Le candidat de l'Etat RPR n'a pas reçu de prédestination céleste pour le deuxième tour, auquel il n'a pas encore accès. S'il me le propose à moi, c'est qu'il sait bien que moi, j'y serai. »

M. Mitterrand a ensuite inversé les termes du débat : « C'est moi qui propose, a-t-il ajouté. Je dis : « Je propose un débat public à la télévision avec l'autre candidat, que le suffrage universel aura désigné le 24 avril au soir. Je souhaite seulement, s'il s'agit d'un ancien premier ministre ou d'un actuel premier ministre ou du président de la République, qu'il ait la dignité de sa fonction. Et qu'il sache qu'un débat entre le président de la République et celui qui l'a nommé premier ministre oblige à sortir des fanges de la vulgarité où l'on essaie de maintenir les Français. [...] Quand on a entendu ce que l'on entend [...] comment penser qu'il pourrait se comporter de la même façon à la face du monde ? Je demande — ce qui paraît être le plus difficile à obtenir — un peu de tenue. Si je ne l'ai pas, je m'en passerai. »

Auparavant, dans le fil de son discours, M. Mitterrand avait dénoncé à plusieurs reprises la « vulgarité » de l'adversaire, sans jamais nommer M. Chirac. « J'ai l'impression, a-t-il dit notamment, que tel ou tel candidat doit croire que le peuple de France est vulgaire. Or il ne l'est pas. » M. Mitterrand a accusé M. Chirac, toujours sans le nommer, d'utiliser « la langue vulgaire et l'insulte en croyant plaire au peuple ». « Jamais je ne pratiquerai l'insulte, a-t-il ajouté ; jamais je ne m'engagerai là où il y a bassesse d'âme ou bassesse de cœur. [...] »

Au cours de son meeting, le président-candidat a aussi traité notamment les sujets suivants :

● Europe. — M. Mitterrand a ironisé sur « ceux qui sont allés [vers la construction de l'Europe] à reculons et qui tentent de s'y installer aujourd'hui, comme s'ils avaient voulu la faire ».

● Désarmement. — A propos de la négociation sur la réduction des armes conventionnelles, M. Mitterrand a estimé qu'elle devrait s'engager avec l'URSS dans un délai « de deux ans, trois ans, pas davantage ». Au cours de son précédent meeting à Lyon, le vendredi 15 avril, il avait parlé d'un délai de deux ans.

● Revenu minimum garanti. — « Nous, nous considérons que c'est un droit. Les autres ne proposent pas de droit ; ils proposent des aides facilitatives, ils ne proposent pas de financement. Nous, nous demandons le retour à l'impôt sur les grandes fortunes. On entend gémir. C'est une plainte qui se répand, comme si les cent dix mille contribuables les plus riches ne pouvaient pas contribuer à sauver la vie et la dignité des quatre à cinq cent mille plus pauvres. »

● Immigration. — M. Mitterrand a d'abord rappelé que les enfants d'étrangers nés sur le sol de notre pays sont français. « Cela s'appelle le droit du sol, a-t-il dit. Toutes les républiques l'ont respecté, sauf pendant l'occupation allemande. On ose aujourd'hui s'attaquer — par le biais du code de la nationalité — à ce droit acquis. »

A propos des immigrés clandestins, M. Mitterrand a affirmé : « Il faut qu'ils rentrent chez eux, mais qu'ils soient traités humainement. » Quant aux étrangers en situation régulière, il exige pour eux « les mêmes garanties » dans leur travail que pour tous les Français.

A propos du droit de vote pour les étrangers aux élections municipales, qu'il avait proposé en 1981, le président-candidat a regretté une nouvelle fois, que « l'état des mœurs » n'ait pas permis de le mettre en œuvre au cours de son septennat. « C'est pourquoi, a-t-il dit, je ne l'ai pas proposé » en 1988. « Mais il est temps que notre société réfléchisse », a-t-il ajouté.

● Sécurité sociale. — « Il faut sauver la Sécurité ! »

A France-Inter

« Moderniser » la formation des jeunes filles

M. Mitterrand était l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, le mardi 19 avril. Il a notamment évoqué son projet pour l'éducation. A travers l'augmentation des crédits (une quinzaine de milliards) qu'il propose dans sa Lettre, M. Mitterrand souhaite atteindre trois objectifs : « Permettre d'élargir les filières. Sortir de l'école de l'université, aller vers l'entreprise, et donc avoir une meilleure formation professionnelle. Faire que les jeunes filles, qui en ont grand besoin — elles sont généralement sous-équipées pour ce genre de chose et on a bien tort, alors que leur intelligence est généralement fort vive et qu'elles ont une capacité de travail tout à fait exceptionnelle, — soient formées pour les métiers modernes. [...] Ces 15 milliards devraient être affectés surtout à la diversification des formes d'enseignement et au renforcement de l'enseignement professionnel [...]. Deuxièmement, pour l'amélioration des équipements scolaires qui sont souvent dans une situation extrêmement triste [...]. Troisièmement, pour améliorer la condition enseignante, afin d'avoir un corps enseignant qui soit vraiment en mesure de faire son métier. »

C'est aujourd'hui qu'il faut se lancer dans le monde des affaires de demain, et demain, c'est l'Europe. Avec trois partenaires en Grande-Bretagne, en Espagne et en R.F.A., L'ECOLE MULTINATIONALE DES AFFAIRES du GROUPE E.S.C. BORDEAUX, membre de l'European Business Programme (E.B.P.), forme des cadres compétents, adaptés aux cultures et à la mobilité exigées par la dimension internationale des nouvelles relations commerciales. Concomitant à tous les bacheliers. Durée des études : 4 ans. Double diplôme à l'issue des études. Clôture des inscriptions : 6 mai 1988.

680, cours de Libération, 33405 TALANCE Cedex.

16. 56 50 70 50

Un courant fort.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux

سنة من العمل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les VUES de Raymond Depardon



MARDI 19 AVRIL, 9 h 45

Hôtel Malignon à Paris
Jacques Chirac
Un salon au premier étage
J'attends avec Denis Baudouin
Il me montre un tableau de Soulages
acheté par Pompidou
Edouard Balladur apparaît le premier

suivi de Charles Pasqua
et de Philippe Séguin
Le premier ministre arrive, costume gris
Je m'approche
La séance de travail commence
Messmer entre
Je sors.

M. Le Pen définit les conditions de son soutien au candidat de droite

« J'étais un diable il n'y a pas tellement longtemps. Maintenant, je ne suis qu'un perturbateur. Bientôt, je vais être au gouvernement », a déclaré, le mardi 19 avril, à l'agence Reuters, M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national a précisé qu'il apporterait son soutien au candidat de droite au second tour si ce dernier prend en compte dans son projet le « principe de préférence nationale », qui est « l'essence » de son message politique. M. Le Pen a enregistré comme un « progrès » les

récents propos de M. Jacques Chirac qui estimait possible l'instauration d'un scrutin mixte (majoritaire teinté de proportionnelle). Le soir au cours d'un meeting à Lille, le chef de l'extrême droite a été moins tendre pour le premier ministre. « Osons dire que nous voulons changer de politique, que nous voulons rompre avec le socialisme pratiqué par M. Mitterrand ou M. Chirac. »

« A gauche, Lajoinie et Marchais d'une part, Mitterrand d'autre part disent : voter Le Pen, c'est voter Chirac. De l'autre côté, les libéraux de RPR et de l'UDF disent : voter Le Pen, c'est voter Mitterrand. Moi je vous dis : voter Le Pen, c'est voter Le Pen. »

Dans un entretien au quotidien L'Alsace, M. Le Pen affirme d'autre part qu'il obtient 15 % des voix à l'élection présidentielle, il lui « semblerait difficile » de la part d'un président issu de l'actuelle majorité de « gouverner sans l'appui ou la participation » de son électorat.

Euréka !

A la bonne heure ! Le nouveau président du conseil régional de Franche-Comté, M. Pierre Chantelet (UDF-PR), vient de prononcer, à propos de son alliance avec le Front national, une sentence qui mériterait de figurer en bonne place dans les manuels d'action politique : « On peut avoir un consensus sur un programme sans renoncer aux valeurs que l'on défend. »

Exemple numéro un : on peut s'accorder sur la nécessité de réserver les emplois disponibles « aux Français d'abord », comme le demande M. Le Pen dans son programme de discrimination sociale, sans bafouer, bien entendu, le principe républicain d'égalité.

Exemple numéro deux : on peut convenir de « rendre la sécurité sociale aux Français », en distinguant les cotisations d'assurance maladie des « nationaux » de celles des immigrés, comme le préconise le chef de file de l'extrême droite, sans pour autant, bien sûr, négliger l'impératif de solidarité inhérent au principe républicain de fraternité.

Exemple numéro trois : on peut partager avec le président du Front national le souci d'élever l'éducation nationale, l'administration judiciaire, le monde syndical, etc., des éléments « subversifs » qui entravent les efforts du pouvoir pour « sauver le pays du déclin », sans porter atteinte, évidemment, aux libertés individuelles.

Bon prince, M. Le Pen a d'ailleurs fait savoir qu'il ne réclamerait aucun portefeuille pour lui-même ni M. Chirac et Barre finissant par admettre que le futur président de la République ne pourra pas, de toute façon, gouverner « sans l'appui ou la participation » de son parti. Il se contenterait sans doute, en effet, de quelques faibles ministères pour ses lieutenants.

Il s'agit, n'en doutons pas, d'un simple « échange de bons procédés », selon l'expression du même président franco-comtois.

Pourquoi diable M. Barre dénonçait-il d'éventuelles « trahisons » ?

A la télévision

La cour des miracles

Mais enfin d'où sort-elle donc cette France-là ? Cette France de la mière et de l'absolue, que les candidats paraissent traîner malgré elle devant les caméras de leurs émissions officielles, encore renflouées dans son mouchoir, et qu'ils font témoigner à charge contre notre surdité et notre égolisme ? Ces vieux aux pensions squelettiques (Barre), ces chômeurs de longue solitude (Wacziarg), ces paysans laissés pour compte dans le désert français (Boussel), ces mères qui chipotent sur la viande des enfants (Lajoinie), ces mineurs de Lorraine qui alignent à peine deux mots (Boussel) ?

D'où sort cette cour des miracles ? De quel tiers-monde à notre porte ? Certains, c'est vrai, paraissent réciter si complaisamment leur texte qu'on peine à croire à leurs malheurs. Et qu'on peut penser que les candidats ont recruté la maman de leur secrétaire ou quelques comédiens sympathisants. D'autres, ceux des clips de François Mitterrand par exemple, ne laissent entendre que leur silhouette trépidante. Ils clignotent dans le paysage, fantomatiques supports de la démonstration ultérieure. Ils ne nous touchent guère.

Mais tous les autres, notamment ceux de Barre, de Boussel ou de Lajoinie, rayonnent d'une triste authenticité qui ne trompe guère.

C'est bien une certaine France que la caméra est venue déranger dans la salle à manger ou dans la cour de leur HLM. Quand les sidérogistes lorrains de Pierre Boussel racontent leur dégradation à l'Elysee et à Matignon dans le plus pur style rapport de gendarmerie, on croit être dans le train Corail avec eux.

Raymond Barre, en voilà bien un que l'on attendait pas sur ce terrain. Et pourtant, après deux témoignages de retraités sur leur solitude, il se lance dans une longue dénonciation de drames de l'indifférence, évoque ces petits vieux dont les voisins ne découvrent la mort que plusieurs jours plus tard. « Vous pensez vraiment que l'Elysee des gouvernements ? », lui demande à plusieurs reprises la journaliste Geneviève Guichenee, vaguement surprise de l'irruption d'un sentiment banallement humain dans la logorrhée politique. Eh bien, oui, « l'Elysee doit encourager ceux qui veulent mettre un peu plus de chaleur humaine dans nos sociétés ».

Mais alors si elle existe bien cette France-là, s'il n'est pas inventée, pourquoi ne nous la montrent-ils jamais, ou seulement une fois tous les sept ans ? Dans quelles oubliettes la cachent-ils entre-temps les princes qui nous gouvernent et

ceux de la télé ? C'est donc aussi cela une campagne présidentielle ? L'occasion d'inviter la petite vieille du sixième étage à partager la diète aux macarons pour aller ensuite, sept ans durant, la conscience en paix ? Une sorte de grand Noël laïc et républicain ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

La campagne officielle

MERCREDI 20 AVRIL.

A 2, 19 heures-19 h 30 : M. Lajoinie, M. Juguin.

FR 3, à partir de 22 h 15 : M. Lajoinie, M. Juguin (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : M. Chirac, M. Mitterrand ; 20 heures-20 h 30 : M. Boussel, M. Barre.

JEUDI 21 AVRIL.

FR 3, 7 h 30-8 heures : M. Lajoinie, M. Juguin (rediffusion).

A 2, 9 heures-9 h 30 : M. Boussel, M. Wacziarg (rediffusion) ; 13 h 30-14 heures : M. Barre, M. Mitterrand.

FR 3, 17 heures-17 h 30 : M. Barre, M. Mitterrand (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 45 : M. Chirac, M. Lajoinie, M. Le Pen.

FR 3, à partir de 22 h 15 : M. Chirac, M. Lajoinie, M. Le Pen (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : M. Lajoinie, M. Wacziarg ; 20 heures-20 h 45 : M. Wacziarg, M. Le Pen, M. Juguin.

Un entretien avec M. Jacques Chirac

(Suite de la première page.)

« A tous ceux qui hésitent, je dis, donc : n'ayez qu'une seule préoccupation, l'avenir de la France. Notre pays a les moyens de ses ambitions. La liberté et la solidarité en sont les instruments. Personne ne doit rester sur le bord du chemin. En continuant la politique engagée depuis deux ans, en l'amplifiant, nous pouvons, ensemble, gagner 1992, construire une France plus solidaire et plus libre, une société à la fois plus ouverte et plus juste. »

« La présence de deux candidats de la majorité n'a-t-elle pas entraîné une compétition interne qui l'a empêchée d'attirer de nouveaux électeurs, au-delà des 42 % qu'elle avait rassemblés le 16 mars 1986 ? »

« La présence de deux candidats de la majorité au premier tour n'est pas une ovation. Elle s'explique par le fait que l'élection présidentielle comporte deux tours. »

« Je considère, pour ma part, que la campagne de la majorité s'est déroulée dans un excellent esprit, contrairement à ce qu'espéraient nos adversaires. Elle a confirmé que la majorité actuelle est solide, unie, et qu'elle partage une même vision de la France : celle d'un pays qui doit poursuivre l'effort de redressement et de liberté engagé depuis deux ans et s'adapter aux exigences du monde moderne. Cette majorité, à l'intérieur de laquelle pas une voix n'a manqué depuis deux ans, est prête à continuer son action dès le 9 mai prochain. C'est une garantie pour toute stabilité, de continuité et de dynamisme pour l'action future du gouvernement qui sera désigné après l'élection présidentielle. »

« Quant aux résultats chiffrés du premier tour, je vous suggère d'attendre encore quelques jours avant de commencer ce que sera le résultat des urnes. Au soir du premier tour, il y aura un élément nouveau et capital : la majorité tout entière se retrouvera unie derrière son candidat le mieux placé. Je suis persuadé qu'il en résultera une dynamique nouvelle, qui portera celui-ci vers la victoire le 8 mai prochain. »

Maintien du scrutin majoritaire

« Le scrutin majoritaire est-il, pour vous, intangible, ou bien est-il possible d'y introduire une certaine dose de représentation proportionnelle ? »

« Ce n'est absolument pas souhaitable. Je me suis battu pour le rétablissement du scrutin majoritaire et je considère que c'est la meilleure forme de scrutin. »

« La progression des intentions de vote dans les sondages cristallise M. Le Pen en signifiant qu'il n'est pas un phénomène de Front national n'est pas une nouveauté, c'est ce que vous décrivez comme un « ras-le-bol » devant l'insécurité, le chômage ou l'immigration clandestine, phénomènes que vous avez, selon vous, maîtrisés ? »

« Ce ne sont pas les résultats des sondages, mais le verdict des urnes, et lui seul, qui importe. Le vote en faveur de M. Le Pen me paraît être avant tout, un vote protestataire. S'il y a protestation, c'est qu'il y a des problèmes : insécurité, chômage, immigration clandestine, notamment. Ce ne sont pas là des mots. Je me rends régulièrement sur le terrain, comme on dit, et je constate que ces difficultés sont bien une réalité, une réalité douloureusement vécue, pour certains, et douloureusement ressentie par d'autres : je pense aux problèmes de logement, d'école et à bien d'autres. »

« Il n'y a aucune solution miracle pour résoudre ces problèmes. Il y a, en revanche, un moyen d'écarter à tous les coups, c'est de les aborder d'une manière doctrinaire et idéologique. Prenons l'immigration et, notamment, l'immigration clandestine : elle crée des problèmes qui sont des réalités ressenties dans la vie de tous les jours. Tous les Français savent bien que ce n'est pas en donnant le droit de vote aux étrangers que l'on résoudra le problème de l'immigration, comme ils savent que ce n'est pas, non plus, en remettant sur un bateau tous les immigrés qu'on le résoudra. »

« Il faut avoir une approche concrète des choses. La réalité, c'est que l'immigration clandestine est une incitation à la marginalisation et à la délinquance. Il faut, donc, mener contre elle une

lutte déterminée. La réalité, c'est, aussi, que de nombreux immigrés respectent nos lois et partagent nos valeurs traditionnelles. Ce qui importe, vis-à-vis d'eux, c'est de leur donner les possibilités de s'intégrer à la nation. C'est cela, finalement, le respect de notre identité nationale. »

« C'est pourquoi je prends trois engagements : poursuivre, sans faiblesse, la lutte contre toute immigration clandestine ; proposer au peuple français de décider directement, lui-même, la réforme du code de la nationalité par voie de référendum, selon les principes définis par la commission des « sages » ; maintenir le lien qui unit indissolublement, pour moi, le droit de vote et la citoyenneté française. »

« Au second tour, tous les Français seront appelés à choisir leur président. Ils devront faire leur choix d'une manière simple, en répondant à une question unique : quel est celui des deux candidats qui est le mieux à même de régler, non pas dans les mots, mais dans les faits, les grands problèmes de l'insécurité, du chômage, de l'immigration ? Est-ce M. Mitterrand, dont la gestion a vu le nombre des crimes et délits augmenter de neuf cent cinquante mille, le nombre des chômeurs s'accroître de sept cent mille, la situation de cent cinquante mille immigrés clandestins régularisés, et qui appelle de ses vœux, aujourd'hui, comme une solution, le droit de vote des étrangers ? »

Front national : c'est aux Français de choisir

« Est-ce le représentant de la majorité, laquelle a soutenu un gouvernement qui, en deux ans, a réduit le nombre des crimes et délits de quatre cent dix mille, a réussi, à partir de mars 1987, à stabiliser et à diminuer légèrement le chômage — en particulier pour les jeunes, pour lesquels il baisse de plus de 10 % —, à lutter contre toute nouvelle immigration clandestine et à faciliter, parallèlement, l'insertion dans notre société de tous ceux qui respectent nos lois ? »

« Il faut parler clairement aux Français des problèmes qui sont les leurs. A eux, et à eux seuls, de choisir. »

« M. Le Pen vous attaque durement dans ses meetings. Le considérez-vous comme votre adversaire ? »

« Je ne me sens de sentiments agressifs envers personne. Je mène une campagne sur la base de mon bilan et de mon projet, qui sont clairs, et non pas par référence aux uns ou aux autres. Je ne m'adresse pas à des responsables politiques, je m'adresse à des électeurs. »

« Vous critiquez cependant le projet — ou ce que vous estimez être l'absence de projet — socialiste. »

« Je le critique parce que, si je suis présent au second tour, c'est, évidemment, M. Mitterrand qui sera mon adversaire. »

« Vous accusez, notamment, M. Mitterrand de trahir l'esprit des institutions lorsque, distinguant le rôle de président et celui du gouvernement, il ne dit pas avec quel conseil cabinet-ci gouvernera. Vous-même, n'avez-vous pas permis à M. Mitterrand d'adopter cette attitude aujourd'hui, en acceptant de diriger, sous sa présidence, un gouvernement issu d'une majorité différente de la sienne ? »

« M. Mitterrand, lui-même, nous dit que, s'il est élu — ce qui me paraît improbable —, il choisira un premier ministre dans la « nouvelle majorité ». Mais ce qu'il ne peut pas ne pas savoir, c'est que cette « nouvelle » majorité, qu'il appelle de ses vœux, n'existe pas à l'Assemblée nationale, aujourd'hui. Il ne nous dit pas comment il résoudra ce problème. Son élection déboucherait, à l'évidence, sur une période d'instabilité politique, dont notre pays n'a aucun besoin au moment où il lui faut se mobiliser pour affronter les défis de l'avenir. »

« Quant à l'équilibre des pouvoirs, ce n'est pas M. Mitterrand qui distingue le rôle du président et celui du gouvernement, c'est la Constitution. Je suis, pour ma part, partisan d'un président qui ne soit pas un président « touche à tout », mais qui ait une ambition pour le pays, qui lui donne une impulsion et qui laisse pleine et entière liberté au premier ministre pour conduire la politique de

gouvernement. Il n'est nul besoin d'une réforme constitutionnelle pour affirmer cet équilibre des rôles : c'est une question de pratique. »

« Nos institutions sont bonnes. Les Français le savent. Qu'ils fassent leur choix, en toute sérénité, sur l'essentiel. Je leur propose une ambition pour la France. J'ai les moyens de le mettre en œuvre, tout de suite, avec la majorité qui me soutient depuis deux ans. »

La majorité doit rester stable

« Vous avez toujours dit que notre Constitution est, essentiellement, parlementaire. Est-ce que le propre d'un tel régime n'est pas que la majorité parlementaire puisse se modifier sans, pour autant, remettre en cause la légitimité de président de la République ? »

« Cela, c'est une conception politicienne du régime parlementaire, celle que l'on pouvait avoir sous la IV^e République. Elle s'inscrivait dans un système qui ne donnait pas à l'exécutif le pouvoir nécessaire pour gouverner. Nous sommes dans un autre système, où il y a un président de la République élu au suffrage universel, qui a, lui-même, des pouvoirs importants, et où il y a, donc, une logique politique qui implique que, dans toute la mesure du possible, la majorité parlementaire appuie l'action d'un gouvernement nommé par le président. »

« J'ajoute que, pour ma part, dans un débat présidentiel notamment, je considère que toute appréciation partisane des choses est hors de propos. Il faut dégager une majorité d'électeurs et d'électeurs pour soutenir un projet présenté par le candidat. »

« La cohabitation a réussi, pourtant, d'un changement de majorité en cours de septennat. »

« La majorité a changé par la volonté du peuple et non pas par des compromis politiques entre partis politiques. C'est tout à fait différent. »

« La majorité peut donc, selon vous, changer en cours de septennat, mais pas en cours de législature. »

« Elle peut changer en cours de septennat, naturellement, et, à ce moment-là, chacun doit en tirer les conséquences. Qu'elle puisse changer en cours de législature, c'est une hypothèse que, pour ma part, je rejette. Cela impliquerait une modification de la structure de la majorité, des accords entre les partis, qui, de mon point de vue, ne sont pas dans l'esprit de nos institutions, ni dans l'intérêt de la France. »

« Et vous-même, vous aussi, « un peu lassé d'avoir fréquenté qui vous avez fréquenté » pendant deux ans ! »

« J'ai fréquenté celles et ceux que la fonction que j'avais acceptée d'assumer, dans l'intérêt général, me conduisait à fréquenter. Je n'ai aucun commentaire à faire sur l'agacement ou le désagrement que j'ai pu y trouver. »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU et ANDRÉ PASSERON.

Le premier ministre pour un « débat à la française »

M. Chirac, invité de la Cinq, le mardi 19 avril, a indiqué : « Dès que j'ai présenté ma candidature, j'ai proposé au futur candidat du PS un débat, et, naturellement, pas un débat à l'américaine ou à la japonaise, un débat à la française, conformément à nos traditions et nos habitudes, c'est-à-dire un dialogue au cours duquel les questions et les réponses permettent d'éclairer les Français. »

« Je maintiens naturellement cette proposition, et je souhaite que ce débat ait lieu normalement, c'est-à-dire vers la fin de la première semaine qui sépare les deux tours, que ce soit l'un ou l'autre des candidats de la majorité qui reste au deuxième tour, puisque je crois savoir que Raymond Barre a de ce point de vue le même sentiment. »

Le premier ministre a également précisé que s'il était élu, son gouvernement serait « très rapidement opérationnel », et « davantage ouvert vers des personnalités non politiquement engagées et représentant davantage la sensibilité féminine ». Il a ajouté qu'il n'y aurait pas de chefs de parti exerçant des fonctions ministérielles, ceux-ci devant choisir entre leurs responsabilités.

Politique

La campagne du PCF pour l'élection présidentielle

Un budget qui ne dépassera pas 40 millions de francs

Tout distingue à première vue le Parti communiste français et son candidat André Lajoinie des autres concurrents à l'élection présidentielle si l'on aborde le chapitre du financement de la campagne.

Le PCF a derrière lui une longue tradition des solides comptabilités équilibrées et publiques — on le voit à l'occasion des congrès — même s'il est ensuite souvent difficile d'en découvrir les véritables arcanes. Autre tradition bien établie, politique autant que financière : celle des vastes souscriptions régulièrement lancées par la place du Colonel-Fabien auprès des militants et sympathisants. Là encore, l'importance et le gouffrement progressif des résultats affichés par le parti ou ses organes de presse sont à distinguer des usages diversifiés selon des modalités assez complexes qui sont ensuite faits de ces sommes.

C'est en tout cas l'importance de ce procédé de souscription que se plaie à souligner avant tout M. Pierre Sotura, trésorier du Parti communiste et de la campagne de M. André Lajoinie, pour suggérer l'aisance du PCF à se maintenir dans des bornes raisonnables et avancées par ses soins de longue date pour la conduite de cette campagne.

Selon cette grille de référence, le PC s'est proposé, à l'automne 1987, de collecter par souscription 80 millions de francs : la moitié pour le budget national de la campagne et l'autre pour « les besoins et frais de campagne des organes départementaux et locaux ». D'après M. Sotura, 53 275 144 F avaient été ainsi recueillis lors de la dernière

recapitulation qui date du 29 mars. Pour ce qui est de la campagne de M. Lajoinie stricto sensu, son coût total (avant comme après la promulgation de la loi sur le financement de la vie politique) ne dépassera pas, selon M. Sotura, ces 40 millions annoncés par sa formation.

20 millions

« contre la censure »

Ce budget, nous a indiqué M. Sotura, se décompose ainsi : 11,7 millions de francs pour la location de panneaux d'affichage qui correspondraient à trois villages de six mille habitants ; 20,2 millions de francs pour « l'édition, la conception, l'expédition de tracts, affiches et journaux ».

A qui lui objecte que cette somme paraît élevée au regard des nombreuses facilités dont dispose, dans ce domaine le PCF, bien implanté dans le secteur de l'imprimerie, M. Sotura répond qu'il s'agit là d'un effort très important requis par le souci de compenser, grâce à l'écrit, « la censure des grands médias que maîtrisent la droite et le PS ». Le PCF a-t-il eu recours à des dons de « personnes morales », c'est-à-dire d'entreprises, prévus aussi par la nouvelle loi. Non bien sûr, « par principe et par principe », indique M. Sotura.

Autres dépenses prévues par le budget prévisionnel de la campagne communiste : 1,2 million de francs pour les frais de déplacement du candidat et des orateurs ; 1,4 million pour les réalisations audiovisuelles, y compris celles de la campagne

officielle : 3,5 millions pour le cofinancement avec les fédérations des meetings de rassemblement et 2 millions pour des dépenses diverses.

Les méthodes d'imputations financières du PCF rendent malaisée la perception globale du coût des meetings. Sonorisation, vidéo et décors ou structures sonores quand il y en a ressortissent au financement national, explique M. Sotura. Mais location de chapiteaux et frais d'affichage spécifiques incombent aux fédérations. « Il serait erroné de dire, note sans plus de précision sur ce point le trésorier du PCF, que les 40 millions correspondent au plus local seront tous dépensés pour la campagne d'André Lajoinie ».

Une autre source de difficultés pour une discussion claire et précise du mode de financement provient de la vocation même de la grande souscription du PCF : financement de la campagne à des niveaux géographiques divers et couverture des frais de fonctionnement du parti.

Une chose paraît probable : en avançant cette somme totale de 40 millions en guise d'estimation du coût de la campagne, M. Sotura reconnaît implicitement que le compte de campagne qui sera fourni en temps utile au Conseil constitutionnel retracera des dépenses inférieures à cette somme puisqu'il s'appliquera à la période commençant le 12 mars, date de publication de la loi.

Magouilles chez les autres

Inférieure, mais pas trop. Le PCF excepte bien que son candidat, en recueillant plus de 5 % des suffrages, s'ouvrira le droit à un remboursement forfaitaire de 30 millions de francs. Il faudra donc que les dépenses « affichées » soient supérieures à cette somme.

Selon M. Sotura, le compte de campagne de M. Lajoinie sera exclusivement alimenté par le fruit d'une partie de la souscription et des avances consenties par le PCF à son candidat. Ce sont ces avances que le remboursement forfaitaire consenti à M. Lajoinie permettrait de rembourser ultérieurement au parti. L'orthodoxie de cette méthode d'après M. Sotura, irrécusable. Il n'y voit qu'une stricte application de l'exigence formulée conformément à la loi par le ministère de l'Intérieur sous le contrôle de la commission nationale de l'élection et du Conseil constitutionnel : le remboursement forfaitaire « sera limité à la part des dépenses que le candidat aura personnellement acquittées ou dont il demeurera détenteur ».

Pour M. Sotura, c'est au contraire la faculté accordée par la loi aux partis de dons illimités qui « ouvre la porte à toutes les magouilles possibles ». Le trésorier du PCF juge du reste dans l'ensemble la loi nouvelle « très pernicieuse ». Il constate qu'avec ce texte « de circonstance [...] les choses se sont, d'un certain point de vue, aggravées ».

Pour en débattre, il ne se dit « pas hostile » à l'idée de participer ultérieurement à une table ronde avec les autres trésoriers de campagne : « A condition que chacun apporte ses justificatifs, ce que nous sommes prêts à faire, je serai présent. »

M. K.

« Le Parti communiste a d'ores et déjà redressé son influence »

déclare M. Lajoinie au « Grand jury » RTL « le Monde »

Invité d'un Grand Jury RTL le Monde exceptionnel, le mercredi 20 avril, M. André Lajoinie a déclaré : « Je suis plus optimiste aujourd'hui que je ne l'ai été hier car je sens une montée de ma candidature. » « Je pense que le Parti communiste a d'ores et déjà redressé son influence. Que cela se traduise à l'élection présidentielle, c'est différent ! », a souligné le candidat du PCF qui a dit qu'il voulait « atteindre ou dépasser » le résultat obtenu par les communistes, en 1986, aux élections législatives (1).

Situant son parti entre 14 % et 15 % des voix en cas d'élections législatives, il a insisté sur ce qui est, selon le PCF, le caractère « anti-démocratique » du scrutin présidentiel qui « aboutit à donner des pouvoirs excessifs au président ».

M. Lajoinie a estimé que le PCF « est aujourd'hui comme un poisson dans l'eau dans le mouvement social ». Parlant de M. François Mitterrand, il a dit : « Il se prononce pour une politique de droite. C'est inacceptable. » Selon le député de l'Allier, « des centaines de milliers d'électeurs de gauche non communistes qui ont décidé de voter pour le président sortant au deuxième tour (...) et ne veulent pas signer un chèque en blanc à Mitterrand (...) sont très préoccupés par ses projets de poursuite de la même politique, par sa Lettre aux Français, qui aurait pu être signée par Chirac et Barre ».

« Pour le maintien de l'union »

Interrogé sur l'attitude du PCF après le 8 mai, M. Lajoinie a précisé : « Il n'est pas question que les communistes participent à quelque gouvernement que ce soit. Pas avec Chirac, ni, dans les conditions actuelles, avec Mitterrand. » Concernant un éventuel vote de censure du gouvernement, il a indiqué : « Nous tiendrons compte de la politique qui sera faite. Nous n'appuierons pas une politique de droite. » « Nous sommes pour le maintien de l'union » avec le PS, a souligné M. Lajoinie au sujet de l'attitude du PCF dans les prochaines élections municipales. A ce propos, il s'est montré favorable au vote des immigrés pour cette consultation locale et a regretté que M. Mitterrand n'ait « pas de suite dans les idées ».

(1) Soit 9,8 % des suffrages. Interrogé, le 19 octobre à « l'heure de vérité » (le Monde du 21 octobre), M. Lajoinie avait déclaré, au sujet de son score : « Nous pèserons plus qu'en 1981. » M. Marchais avait obtenu alors 15,34 % des voix.

Dans la fédération de la Haute-Vienne

M. Marcel Rigout en butte à l'hostilité de la direction

LIMOGES de notre correspondant

« La direction du parti fait le forcing pour nous pousser dans les bras de Pierre Juquin afin de justifier sa thèse du complot. Tout est mis en œuvre pour nous faire craquer. » Ces anciens responsables communistes de la Haute-Vienne ne croient pas si bien dire. A sa manière, un « orthodoxe » confirme cette thèse : « Il faut tout tenter pour les obliger à se démasquer », confie-t-il.

Cet empressément à purifier le PCF conduit au surréalisme. Depuis la démission de la direction fédérale, en novembre dernier, les escarmouches discrètes ont cessé la place, en cette fin de campagne, au débâcle publique entre les élus « hérétiques » et les nouveaux dirigeants communistes locaux. En un mois, la fédération qui a été remise au pas par M. Pierre Blotin, membre du bureau politique, s'est offerte une remontrance sévère à M. Marcel Rigout, le boycottage d'une réunion électorale et, en toute indépendance, une intervention cagnotte... contre la municipalité communiste de Saint-Junien.

Le 18 mars, une réunion publique, organisée dans la banlieue de Limoges, s'achève sur un appel unanime à voter Lajoinie. L'ancien ministre, M. Rigout, ayant fait remarquer qu'il faudrait sans doute s'interroger dans l'hypothèse d'un score présidentiel insuffisant, il fut dénoncé par M. Blotin, dans « l'Humanité », comme auteur d'une « offensive » contre le PCF. M. Roland Leroy mit la main à la pâte lors de la dernière réunion du comité central.

Le 12 avril, une autre réunion publique, à Saint-Junien, seconde ville du département dirigée par le communiste Roland Mazoin, est victime d'un boycottage organisé. MM. Maurice Maron, Jacques Rimbanit et Roger Leclerc, respectivement premier secrétaire fédéral, maire de Bourges et conseiller régional, laissent le soin à M. Rigout, à la dernière minute, d'assumer le meeting.

Dernière péripétie en date : l'appel à une manifestation le

15 avril par la municipalité et la section communiste de Saint-Junien, pour réclamer un plateau technique dont l'hôpital local a été frustré au profit de celui d'Ussel en Corrèze, qui a été boycotté par l'union locale CGT. « Nous ne pouvons donner notre caution à des manifestations où le parti amalgame serait entre-tenu à des fins politiques... La solution n'est pas dans des mots d'ordre incalculables, cultivant l'immunité sur les responsabilités », a écrit TUL CGT. Les syndicats CGT des hospitaliers et des communistes sont allés quand même manifester et un groupe de cégétistes, parmi lesquels trois responsables de l'union départementale, ont lancé un appel s'opposant au soutien apporté par la CGT à M. Lajoinie. La direction nationale a dépeché dans trois meetings trois membres du bureau politique dont chacun a pu constater qu'ils étaient acclamés, alors que les Haute-Vienne restaient, aux dernières élections, un des principaux fiefs du PCF. Comme dit un militant, fin pécheur à ses heures : « On a beau appeler, quand ça ne veut pas mordre, ça ne mord pas ! »

GEORGES CHATAIN.

Les modalités du vote par procuration

Le vote par procuration est ouvert gratuitement aux électeurs, régulièrement inscrits sur les listes électorales, qui ne pourront pas, pour une raison justifiée, se rendre à leur bureau de vote. Sont ainsi concernés ceux que des obligations d'emploi empêchent, ceux qui sont titulaires de certaines pensions d'invalidité ou de vieillesse, les malades ou l'impossibilité physique de se déplacer, les personnes placées en détention provisoire. Le détail des catégories d'électeurs visés est contenu dans l'article L-71 du code électoral.

Le vote par procuration consiste pour le citoyen empêché de participer au scrutin (le mandant) à choisir un autre électeur qui accomplira les formalités du vote à sa place (le mandataire). Ce dernier doit être inscrit dans la même commune que son mandant et ne peut disposer de plus de deux procurations.

Muni de sa carte d'électeur, d'une pièce d'identité et d'une pièce justifiant son empêchement, le mandant doit se rendre au tribunal d'instance, au commissariat de police ou à la gendarmerie. Conservant le talon du formulaire de la procuration, le mandant doit envoyer, par lettres recommandées, le volet destiné à la mairie de sa commune d'inscription et celui réservé à son mandataire. Ces lettres doivent être réceptionnées par leur destinataire avant le jour du scrutin, sous peine d'invalidation de la procédure.

Néanmoins, l'électeur qui avait décidé de voter par procuration peut toujours résilier celle-ci et exercer personnellement son droit de vote, à condition de se présenter à son bureau de vote avant son mandat.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond Jouvenot
LA FRANCOPHONIE S'EVEILLE
MICHEL GULLOU
ARNALD LITTARDI
15,5 x 24 cm - 264 p. - 120 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

« SOURDS ET MALENTENDANTS »

Les lundi 25 et mardi 26 avril 1988

notre centre optique-acoustique organise deux journées réservées aux sourds et malentendants. Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.

Prenez rendez-vous sans tarder en téléphonant au 42-33-21-89, poste 175.

Le Monde
sur minitel

PRÉPAREZ VOTRE VEILLÉE PRÉSIDENTIELLE
36.15 TAPEZ LEMONDE

UN OIL AVERTI SUR UN DÉBAT SANS MERCI.

DUEL, le nouveau livre de Christine Ockrent. Une analyse précise des forces et des faiblesses des candidats devant la caméra, lors de l'ultime face-à-face télévisé. La célèbre journaliste dévoile les véritables enjeux du duel de 1988 et explique comment la télévision a renouvelé notre système démocratique.



Hachette

SCRL
vous renseigne sur 850 000 entreprises tout de suite

SCRL : N°1 contre les impayés
GRATUIT
BON POUR 2 CONSULTATIONS PAR MINTEL

Nom _____ Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Ville _____
Code postal _____ Tél. _____
à retourner à SCRL, 5 Quai Jaffr, BP 9063, 69255 LYON cedex 09

سكرا من الاجل

سكنا من الاصل



Politique

Une enquête du CNRS sur les priorités comparées des candidats et des médias

Après l'étude sur les thèmes de campagne et les images des candidats parue dans nos éditions du 15 avril au terme d'une enquête CNRS-BVA-Le Monde.

Nous publions aujourd'hui une enquête sur le rôle des médias dans la campagne, réalisée égale-

ment sous l'autorité du CNRS. De quoi ont traité ces médias ?

De quoi ont parlé les candidats ? Chacun croit le savoir, mais une approche quantitative et systématique du contenu des médias peut provoquer quelques surprises.

L'étude ci-dessous s'appuie sur la notion de « fonction d'agenda des médias ». Par fonction d'agenda, il faut entendre que, au cours d'une campagne, les médias mettent l'accent sur certains thèmes au détriment d'autres, et déterminent ainsi partiellement les priorités politiques.

En fait, trois agendas différents se télescopent dans une campagne électorale : les préoccupations de l'opinion publique, les priorités de la télévision et de la presse écrite, les priorités politiques des candidats.

L'interaction de ces trois agendas donne à la campagne son style dynamique.

Au-delà du « look » et des clips...

par Jean-Louis Missika et Dorine Bregman

Miracle ! Ils ont retrouvé la parole sur l'emploi. « Ils », ce sont les candidats et les médias. Une étrange aphasie s'était emparée d'eux, lors des législatives de mars 1986, à propos de ce thème qui était et demeure le sujet de préoccupation principal des Français. Il y a deux ans, l'homme politique, interrogé sur le chômage, prenait un air gêné pour affirmer qu'il s'agissait du problème le plus important à résoudre (sondages obligent !), puis il passait à autre chose. Que dire en effet sur un tel sujet sans mettre en danger sa crédibilité ? La gauche avait gagné en 1981 en promettant de valancer le chômage et la droite avait exercé les responsabilités trop longtemps pour que l'oubli ait fait son œuvre. Face à la compétence économique acquise par l'opinion publique en cinq ans et à sa dureté de jugement sur l'offre politique, il valait mieux adopter un profil bas. Quant aux médias, nervés de déclarations politiques, ils ne savaient trop sous quel angle aborder ce thème austère et peu événementiel. Résultat : l'emploi arrivait au douzième rang des thèmes traités par la presse écrite et au septième de ceux abordés par la télévision, au cours de la campagne législative (1).

Deux ans plus tard, la préoccupation majeure des Français remonte dans les priorités des médias et des candidats (2). L'emploi se situe au quatrième rang pour la presse écrite et la télévision (tableaux 1 et 2) entre le troisième et le cinquième rang pour les trois principaux candidats (tableau 3). Que s'est-il donc passé ? Pas d'amélioration des indicateurs de chômage, ni de diminution du scepticisme de l'opinion à l'égard des politiques menées. Simplement les responsables politiques ont trouvé une nouvelle approche qui s'appuie sur la compétence économique récemment acquise par l'opinion. Cette nouvelle approche consiste à associer l'emploi à la formation. Notre méthode de dépouillement, qui permet de mesurer les associations de thèmes, le montre : parmi les thèmes associés à celui de l'emploi, c'est celui de la formation qui domine, aussi bien à la télévision qu'en général (26,4 %) que dans les grandes émissions politiques (23,2 %), et dans une moindre

mesure dans la presse écrite (19,6 %).

Ce changement d'approche sur l'emploi présente un double avantage. Il permet de tenir un discours qui tout en restant réaliste n'en est pas pour autant désespérant. Il évite de prendre des engagements précis et datés. En outre, la formation est la seconde préoccupation essentielle des Français, immédiatement après l'emploi (3). Ce thème, quasiment absent de la campagne de 1986, occupe une place honorable aujourd'hui (cinquième rang à la télévision, sixième dans la presse écrite). On assiste donc à une meilleure prise en compte des priorités des Français dans la campagne actuelle après le grand écart de 1986 où le thème majeur de la campagne, la cohabitation, était celui qui intéressait le moins l'opinion.

Mais ce rapprochement entre offre et demande politique ne va pas jusqu'à une véritable adéquation. Au lit-parade des médias, deux thèmes dominent, qui ne mobilisent guère les Français : la politique étrangère et les institutions. Comme si les domaines réservés du chef de l'Etat, dans la Ve République, devenaient l'objet principal de la campagne présidentielle.

Le 31 décembre 1992 ressemble de plus en plus au matin du grand soir. C'est le thème européen qui propulse la politique étrangère en tête des priorités des médias. MM. Jacques Chirac, Raymond Barre et François Mitterrand lui accordent une part significative de leurs prestations (tableau 3), en une sorte de bataille du consensus où le jeu consiste à se montrer plus européen que son adversaire.

La course de chevaux

Quant aux institutions, le débat est complexe. Il comporte une dimension rétrospective à propos du bien-fondé de la cohabitation et une dimension prospective qui mêle le rôle du chef de l'Etat, la réforme de la Constitution, la dissolution de l'Assemblée et l'Etat impartial. L'aspect stratégique de ce débat apparaît très nettement quand on sait que le thème le plus fréquemment associé à celui des institutions est celui de la stratégie des candidats, aussi bien à la télévision

(37,1 %) que dans la presse écrite (40,5 %).

Cette campagne n'aurait pas de contenu et les grands candidats diraient tous la même chose ? Cette étude montre au contraire que les priorités des Français sont mieux prises en compte qu'en 1986 et qu'il existe une dynamique interne à la campagne, notamment à propos des institutions.

Il est vrai, en revanche, que la place accordée par les médias à l'analyse de la campagne — autrement dit à la « course de chevaux » — est importante, en nette augmentation par rapport à la campagne législative (tableaux 1 et 2). Cette prédominance de la tactique sur la thématique s'explique par la déclaration tardive de candidature du président de la République et les supputations qu'elle a suscitées.

En attendant Godot

En attendant Godot, les médias se sont aussi intéressés à la primaire Barre-Chirac. D'où ce paradoxe : l'intérêt pour la course de chevaux décline au fur et à mesure qu'on se rapproche du résultat des courses. L'évolution mensuelle de nos données le manifeste : la part de l'analyse de la campagne régresse régulièrement de janvier à mars (de 38,5 % à 24,2 % dans la presse écrite, de 40 % à 37 % à la télévision).

L'entrée en campagne de M. Mitterrand s'est donc traduite par une inflexion vers le contenu et les enjeux de l'élection. Ce phénomène est caractéristique du contrôle sur l'agenda (« c'est-à-dire le choix et l'ordre des thèmes traités et leur importance respective » exercé par le président-candidate. La capacité de l'exécutif à contrôler l'agenda politique est plutôt classique et se retrouve également aux Etats-Unis. La particularité de la campagne 1988 est liée à l'existence d'un exécutif biopolaire. Il n'y a pas eu cependant de « guerre des thèmes » entre le président et son premier ministre, du moins dans la première

(1) J.-L. Missika et D. Bregman, *La sélection des controverses politiques*, in : mars 1986, *Le Monde diplomatique*, 31 mars et jusqu'au 7 avril pour les journaux de 20 heures sur TF1 et A2 ; les émissions politiques de TF1, A2 et FR3 (« Questions à domicile », « Le monde en face », « 7 sur 7 », « L'heure de vérité » et « Fortes », soit cinquante-quatre heures d'émission. Seuls ont été pris en compte les articles et les sujets télévisés en relation avec la campagne électorale. A noter que la controverse récente sur le droit de vote des immigrés dans les élections locales n'est pas intégrée dans nos données. Une analyse complète de la campagne sera publiée dans la brochure du Monde consacrée aux élections.

(2) Sondage BVA (Le Monde du 15 avril).

TABLEAU 1 : LES PRIORITÉS DE LA PRESSE ÉCRITE (Les sept premiers thèmes)

	%
1) Politique étrangère	11,8
dont Europe	5,9
2) Institutions	9,9
3) Politique économique	5,7
4) Emploi	4,6
5) Immigration, racisme	4,1
6) Education	3,8
7) Financement des partis et des campagnes	3,8
Analyses de la campagne	31
dont sondages	7,2
Portraits des candidats	3,4
Stratégie-tactique	19,1

NB. — Le pourcentage mesure le nombre d'articles traitant d'un thème par rapport au nombre total d'articles traitant de la campagne.

TABLEAU 2 : LES PRIORITÉS DE LA TÉLÉVISION (Les sept premiers thèmes)

	%
1) Politique étrangère	12,1
dont Europe	4,8
2) Institutions	8
3) Politique économique	5,3
4) Emploi	4,5
5) Education	3,2
6) Sécurité	3,1
7) Politique sociale	2,9
Analyses de la campagne	41,4
dont sondages	4
Portraits des candidats	15,3
Stratégie-tactique	18,6

NB. — Le pourcentage mesure le temps consacré à un thème par rapport au temps total consacré à la campagne.

TABLEAU 3 : LES ÉMISSIONS POLITIQUES DES TROIS PRINCIPAUX CANDIDATS

Raymond BARRE		Jacques CHIRAC		François MITTERRAND	
Institutions	Fiscalité	Institutions	Politique étrangère (dont Europe)	Institutions	
Immigration-Racisme	Institutions		Politique sociale	Politique sociale	
Emploi	Emploi		Emploi	Emploi	
Politique économique	Politique étrangère (dont Europe)		Politique économique	Politique économique	
Fiscalité	Education		Pouvoir d'achat	Aliances partisanes	
	Analyses de la campagne		Analyses de la campagne	Analyses de la campagne	
Analyses de la campagne	Divers		Divers	Divers	
Divers					
Questions à domicile	l'Heure de vérité	Questions à domicile	l'Heure de vérité	Questions à domicile	
14.02.88	05.04.88	06.03.88	07.04.88	31.03.88	

Faites ce que je dis, mais...

« Une campagne vide et creuse », se lamentent certains, sans se rendre compte qu'ils réalisent leur prophétie, à force de le proclamer. Il ne suffit pas de dénoncer la superficialité de la « course de chevaux » pour échapper à la tentation du pronostic et du PMU. Et les plus schématisés à confondre l'Élysée et Vincennes sont souvent ceux qui s'en plaignent. La palme revient au *Nouvel Observateur* et à l'événement du jeudi, qui ont consacré respectivement 64,2 % et 51,8 % de leurs colonnes à l'analyse de la campagne. Un cliché se dessine, qui est aussi un paradoxe : entre la presse quoti-

dienne, supposée attachée à l'événement du jour, à la petite phrase assassine, et la presse magazine, sensée être plus en recul par rapport à l'actualité, c'est la première qui consacre le plus d'articles aux enjeux de fond de la campagne tandis que la seconde se focalise sur la compétition. Les journaux télévisés de 20 heures sont aussi des adeptes de la course de chevaux : Antenne 2 a consacré 51,5 % de son temps à l'analyse de la campagne et TF1 41,4 %. A ce petit jeu, la question « qui va gagner ? » supplante la question « pour quoi faire ? »

ÉMISSIONS SPÉCIALES

“FACE A LA RÉDACTION D'EUROPE 1”

FRANÇOIS MITTERRAND

MERCREDI 20 AVRIL : 18 H 15

JACQUES CHIRAC

JEUDI 21 AVRIL : 8 H 15

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

Politique

Entre les relations publiques et les sondages électoraux

Les RG en campagne

Voilà maintenant près de six mois qu'ils ne pensent qu'à « ça », et intensément. « Ça », c'est-à-dire l'élection présidentielle, la grande affaire des Renseignements généraux. Durant encore presque trois semaines, les trois mille deux cents fonctionnaires de cette direction de la police nationale vont devoir garder les yeux fixés sur les urnes d'où sortira le prochain président de la République. Seuls échappent à cette impérieuse obligation les membres de la sous-direction des courses et jeux, service rattaché aux Renseignements généraux, et les policiers des sections spécialisées directement impliquées dans la lutte antiterroriste. Encore que, dans ce domaine, un heureux résultat avant le scrutin ne serait pas pour déplaire au ministre de l'Intérieur.

Les autres, c'est-à-dire la majorité des RG, tiennent sans relâche le pouls politique du pays, accompagnent l'événement électoral, le disséquent, l'analysent et, surtout, tentent de le devancer. Agrippés par des préfectures sonnées à leur téléphone, ils sont de tous les coups. Pas une réunion, un meeting, un vin d'honneur qui ne fasse l'objet d'un rapport, d'une note ou, au minimum, d'une communication verbale. Pas un événement ou une prise de position dans le journal local qui ne soit signalée.

Par décret en date du 17 novembre 1951, les Renseignements généraux sont chargés « de la recherche et de la centralisation des renseignements d'ordre politique, social et économique nécessaires à l'information du gouvernement ». Pour l'heure, l'information du gouvernement consiste surtout à prévoir comment les Français vont voter.

Il en va ainsi à chaque échéance électorale. Seuls varient le contexte et, parfois, les protagonistes. Deux années de cohabitation, une après primaire à droite et l'incommodité du Front national donnent quand même au millésime électoral 1988 le bon goût d'un grand crû. Pour le reste, peu de changement. Après tout, cela fait maintenant quelques décennies que les politiques des RG se pen-

chent sur le terrain politique de François Mitterrand et plus de vingt ans qu'ils observent la montée en régime de Jacques Chirac.

De droite à gauche, pourtant, les RG traquent le boulet d'une mauvaise réputation qui fait d'eux des fournisseurs indiscrets ou, pire, des amateurs de « coups tordus ». Non, ne méritent-ils si l'on détaille les « exploits » du service au cours des vingt dernières années. Mais, jurant aujourd'hui leurs représentants, tout cela est bien fini. Le temps est révolu où, police politique à la dévotion du ministre de l'Intérieur, on subtilisait les tracts de l'opposition avant qu'ils ne soient distribués ; terminés aussi ceux où l'on sabotait les moyens techniques de l'adversaire en jetant de l'acide sur les presses de son imprimant ; oubliés enfin les sortilèges de locaux pour capter la taktique du rival, voire celle de l'alié-

A visage découvert

Même l'écoute téléphonique des hommes politiques serait aujourd'hui délaissée. Moins par morale que par souci d'efficacité ou par difficulté de maintenir le secret : « Les écoutes mobilisent trop de fonctionnaires. Si elles existent, concède un policier, elles sont strictement limitées, et elles ne se font qu'en local », terme qui dans le jargon de la préfecture de police désigne le petit groupe de confiance du « patron » chargé des enquêtes très confidentielles.

Aujourd'hui la parole est aux professionnels, plus aux aventuriers, et le travail se fait en milieu ouvert. « Ne faisons-nous pas le même métier ? » aime à répéter le fonctionnaire des RG au journaliste. La différence entre l'un et l'autre serait infime, tout au plus affaire de niveau sonore : prohibée à des milliers d'exemplaires par le journaliste, les mêmes informations se diffusent par une diffusion restreinte.

dès lors qu'elles sont recueillies par le policier. N'est-ce que cela ?

Voire, même s'il est vrai que l'inspecteur des RG est aujourd'hui bien loin de la caricature qu'aime s'en faire l'amateur de frissons policiers. L'homme du renseignement, différence essentielle avec son prédécesseur, travaille dorénavant à visage découvert. A Paris, trois sections, soit une centaine d'hommes et quelques femmes, vivent plus intensément que d'autres la campagne : la première section qui suit, notamment, l'extrême gauche et le PC ; la deuxième, attachée aux autres partis parlementaires, Front national compris ; la cinquième section, spécialisée dans la lecture de la presse.

En province, l'organisation diffère selon les régions. Mais à Paris et en province, les inspecteurs des RG sont comme poissons dans l'eau. « On se veut service de relations publiques », explique un commissaire : « on se présente en tant que RG auprès des partis ou des organismes dont nous assurons le suivi. On se fait « jeter » ou non, mais, au moins, c'est sans ambiguïté ».

Tel fonctionnaire spécialiste du PC dans un département de l'Est assiste ainsi à presque toutes ses réunions, ouvertement. Début février, il a participé à celle au cours de laquelle l'inspecteur du comité central, venu de Paris, a annoncé aux cadres régionaux, quinze jours avant que le Parti ne s'écroule sur ses affiches et dans ses tracts, la nouvelle tactique : que chaque adhérent fasse voter ses amis et ses proches pour Lajoie au premier tour ; au second tour, le Parti comprendrait qu'ils votent pour Mitterrand.

Avec le PS, les relations sont tout aussi bonnes. Beaucoup de policiers en sont d'ailleurs membres, ce qui ne les empêche pas, bien au contraire, de rendre scrupuleusement compte des réunions auxquelles ils assistent. Seules les conférences de presse de l'avenue Franco-Russe, quartier général de la campagne socialiste, leur sont, on se demande pourquoi, interdites. Il en va de même avec le PC, qui, bizarrement inexplicable, tolère la présence policière à ses conférences de presse... sauf quand elles se tiennent place du Colonel-Fabien.

Routine vite expédiée

Du côté de l'extrême gauche, toutes familles confondues, on se montre, paraît-il, d'une courtoisie soutenue. Quant au Front national, il va plutôt au devant des demandes, comme en témoignent l'histoire de cette collaboration de Jean-Marie Le Pen qui, fin mars à Paris, téléphona aux Renseignements généraux pour se plaindre de l'absence d'un observateur à une conférence de presse.

Aujourd'hui au pouvoir, le RPR n'a évidemment pas besoin d'être renseigné sur sa propre activité. Et pourtant, comme ils le faisaient lorsque ce mouvement était dans l'oppo-

sition — à l'indignation de M. Pasqua, qui manquait rarement de dénoncer l'« espionnage policier », — les RG suivent le parti gaulliste avec assiduité. Sans doute, négligent-ils les « petites phrases », si recherchées chez les autres, mais, globalement, l'inspecteur des RG attaché au RPR travaille sur le même mode que ses collègues : en pleine lumière. Il faut le voir lors d'un meeting de Jacques Chirac, serrant les mains des notables et des compagnons, embrassant leurs femmes, tutoyant tout le monde et commentant pour le journaliste de passage les potins politico-mondains. Il ne fait pas mystère de son appartenance professionnelle. Avec le temps, qui s'en soucie encore ?

Déjà que le candidat premier ministre a fini de parler, le policier téléphone à Paris pour donner succinctement le nombre des participants, les thèmes abordés, l'ambiance générale. Une routine vite expédiée : « Quand c'est Le Pen, je « tartine » toute la soirée pour envoyer le lendemain un rapport consistant ».

Technique minutieuse

A cette information d'ordre spéculatif, s'ajoute depuis maintenant près de vingt-cinq ans l'outil sophistiqué des sondages. Dès septembre 1987, les Renseignements généraux ont lancé leurs premiers coups de sondes. La première enquête nationale de cette campagne comportait une question dont l'Institut recueillait toute la problématique du moment : « Souhaitiez-vous ou ne souhaitiez-vous pas que M. François Mitterrand soit à nouveau candidat à la prochaine élection présidentielle ? » Suivaient les classiques questions pour tenter de cerner les intentions de vote, puis une question curieusement rédigée : « Au fond de vous-même, qui souhaiteriez-vous voir élu à la présidence ? » La question était posée à tout le monde, mais elle était surtout destinée à mesurer, chez les électeurs de droite, les chances de Jacques Chirac, qui n'allait pas tarder à déclarer sa candidature.

C'est qu'il n'est pas toujours aisé de faire la différence entre l'information du gouvernement et celle de ses partisans... Sans doute en-ce l'une des raisons qui font des sondages de la place Beauvau des objets constants de polémiques. Beaucoup font mine de douter de leur fiabilité, et certains responsables gouvernementaux les premiers. Cela n'empêche personne, hommes politiques ou journalistes, de chercher à en connaître les résultats, en principe confidentiels.

A l'image de ceux des instituts, les « sondages RG » se veulent sérieux. La technique est d'ailleurs la même : échantillonnages faits selon des méthodes statistiques éprouvées, enquêtes menées dans toute la France par des inspecteurs étrangers à la circonscription visitée, traitement centralisé et anonyme.

Aiguilles à tricoter et pinces du PMU

Ce n'est qu'en 1984, sous l'impulsion de Roger Frey, alors ministre de l'Intérieur, que les Renseignements généraux ont créé l'Office central de sondages et de statistiques (OCSS), pudique label censé éviter à l'électeur l'interrogé l'angoisse de l'être par un inspecteur de police. Ce furent des débuts artisanaux avec des moyens rustiques. Un commissaire, M. Marcel Coulerez (aujourd'hui retraité, il assure à l'Elysée d'informels contacts avec ses anciens collègues), et deux inspecteurs constituaient alors toute l'infrastructure de l'OCSS. Quant aux dépouillements des enquêtes, ils se font comme ceux du PMU, à l'aide d'aiguilles à tricoter qui sélectionnent, passage après passage, des cartes perforées entassées par paquets de cent. Les perforations sont faites avec la même pince que celle des parieurs.

Le premier sondage important de l'OCSS concernait l'Europe : le second fut effectué durant la campagne présidentielle de 1985. Trois semaines avant les autres instituts, les RG annoncèrent que de Gaulle allait être mis en ballottage par François Mitterrand. Roger Frey se montrant incrédule, une seconde enquête fut ordonnée qui donna des résultats identiques, bientôt confirmés par tous les grands instituts. L'OCSS venait de passer son baptême du feu. Bientôt

tous les ministères firent appel à ses services, les demandant des sondages sur le service militaire, la terreur, la peine de mort et même la production laitière.

Il est aussi arrivé à l'OCSS de se tromper lourdement. En 1989, lors du référendum sur la régionalisation, deux sondages successifs avaient donné le « oui » vainqueur. Ce fut le « non » qui l'emporta, entraînant le départ du général de Gaulle. Nouvelle erreur en 1978, lors des élections législatives, où les sondages des RG, contrairement aux résultats des urnes, donnèrent la victoire à la gauche.

Certains ministres sont friands de sondages, tels Roger Frey et Raymond Marcellin. Solidement méprisée sous Michel Poniatowski, peu utilisée sous Gaston Defferre et Pierre Joxe, les sondages des RG sont en revanche très prisés par M. Pasqua, qui, mieux que quiconque, a su faire de la divulgation de leurs résultats une arme politique. La technique n'est d'ailleurs pas nouvelle puisque, en 1974, alors qu'à droite une primaire opposait M. Giacard d'Estaing, soutenu par Jacques Chirac, à M. Chaban-Delmas, présumé vainqueur, une fuite opportuniste permit à plusieurs journaux de titrer : « Selon un sondage du ministère de l'Intérieur, Giacard écrase Chaban ».

Même l'existence d'un « taux de bidonnage », classique dans toutes les enquêtes d'opinion, témoigne de la similitude des démarches. « Privé » ou « de la maison », l'enquêteur se laisse parfois aller à remplir lui-même un questionnaire en attribuant à un sondé imaginaire. A son patron de détecter la fraude. Les instituts vérifient par un coup de téléphone le passage de leurs enquêteurs : l'anonymat réel des sondages RG interdit cette méthode, mais l'atavisme en autorise d'autres : dans telle ville du sud de la France, on a ainsi vu des sondages des RG filés par... des collègues chargés de vérifier que le travail était correctement fait.

Doigt statistique

Au demeurant, instituts et policiers s'accordent sur les chiffres et si différences il y a, il est rare qu'elles soient profondes. Cela n'a guère empêché M. Pasqua de proclamer, quelque temps avant que le président de la République n'annonce sa nouvelle candidature, qu'il était en possession de chiffres lui garantissant la défaite « dans tous les cas de figure ». Pronostic surprenant alors que toutes les enquêtes disaient le contraire. Et pourtant M. Pasqua n'avait pas menti : les enquêtes faites en janvier et février par ses services, donnaient bien M. Chirac vainqueur de M. Mitterrand. Ce n'est qu'en mars que les chiffres du ministère de l'Intérieur se sont inversés, la fourchette des RG étant sensiblement plus réduite que celle des instituts privés.

Simple hasard ? Ici commence le domaine de l'art, celui où la rigueur statistique brute laisse place à

l'interprétation qualitative et aux fameux coefficients de redressement qui doivent autant à l'analyse des chiffres qu'au conformisme des fonctionnaires. Les couleurs des RG résonnent d'anecdotes qui illustrent les cruels dilemmes dans lesquels se sont trouvés les responsables des sondages tenus de présenter au directeur central ou au ministre des chiffres peu favorables. Ainsi, exemple parmi d'autres, les sondages faits dans une série de bureaux-tests à l'occasion des élections européennes de juin 1984 révélaient que Jean-Marie Le Pen obtiendrait au moins 10 % des sondages. « Comment puis-je transmettre ça à Joxe ? Il ne va jamais nous croire », soupire le directeur des Renseignements généraux, qui ordonna de reprendre l'enquête. Les fonctionnaires remballèrent leurs chiffres et, quelques jours plus tard, Le Pen n'était plus crédité que de 8,5 % des voix. Le soir du dépouillement, il caressait la barre des 11 % et prenait à contre-pied tous les observateurs politiques, ministre de l'Intérieur inclut.

Malgré cet exemple, la règle, parfaitement intégrée par tous les responsables des Renseignements généraux, demeure : « Il ne faut pas présenter brutalement les choses, résume un directeur départemental. Dans nos rapports, on ne dit jamais : M. Dupont, candidat proche du gouvernement, va être battu. Non, il faut dire : M. Dupont n'est pas le mieux placé pour gagner, mais son dynamisme peut lui permettre de battre son concurrent. Au ministre ou au préfet de comprendre entre les lignes ».

A condition d'y mettre les formes, on peut tout dire dans un rapport... GEORGES MARION.

Yves Michalon. Les heures supplémentaires.

Prendre l'air d'un poète et d'un philosophe à la fois. Un livre qui compte.
J. Duquesne/Le Point
Sont d'origine vivace, mais cette merveille de nous parler avec bonheur du malheur d'être un enfant de ce siècle et de l'impunité de la terre ne surprendra nul.
N. Nurdony/Figaro littéraire
Un livre attentionné et poétique.
B. Pivot/Apost
Un constat de notre misère et de notre malheur. Michalon est dans la peau.
J.J. Brochier/Magazine littéraire
Ce roman brève, mais est une belle page entre la tête et le cœur.
P. My/Le Soir
Un lyrisme contenu, un style non empâté. Une singularité force.
de Comberousse/France Soir



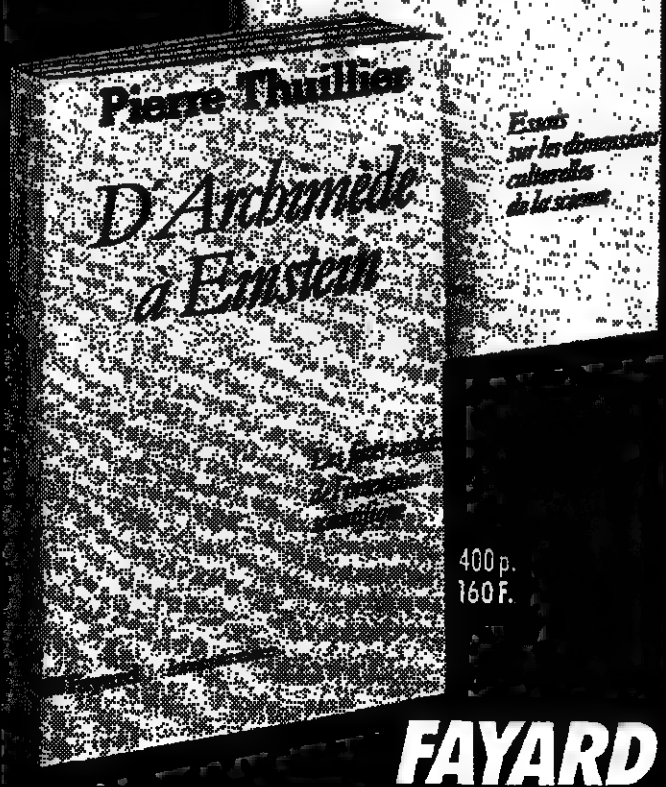
Albin Michel

QU'EST-CE QUE LA SCIENCE?

Ces ouvrages permettent de mieux saisir la portée de cet esprit aiguisé qui, comme Candide, sait avec patience et passion cultiver son jardin, en posant avec malice les questions que beaucoup voudraient éluder.

Laurent Lemire
La Croix

Pierre Thuillier
Les passions du savoir



FAYARD

هكذا من الاجل

هكذا من الأهل

12 Le Monde • Jeudi 21 avril 1988 • 105

- TIRRELL

**A
2
D
B
N
E
2**

F
2
S
4
T
A
2
8

33

PINK FLOYD

EN CONCERT AVEC NRJ



THE MOMENTARY LAPSE OF REASON TOUR 88



10 JUIN NANTES : STADE DE LA BEAUJOIRE 22 H
21 ET 22 JUIN VERSAILLES : PLACE D'ARMES 22 H
15 JUILLET LYON : STADE GERLAND 22 H
17 JUILLET NICE : STADE DE L'OUEST 22 H
24 JUILLET MONTPELLIER : ESPACE RICHTER 22 H
28 JUILLET VILLENEUVE D'ASCQ : STADIUM NORD 22 H



LOC. POINTS HABITUELS ET SUR MINITEL 36 15 CODE NRJ CLUB - 36 15 CODE LIBE
INFOS CONCERT SUR MINITEL 36 15 CODE NRJ

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Entretien avec Kirk Varnedoe, nouvel homme fort du MOMA

Un moderne chez les contemporains

Kirk Varnedoe a été nommé en janvier dernier à la tête du département des peintures et des sculptures du Musée d'art moderne (MOMA) de New-York. Il prendra donc, cet été, la succession de William S. Rubin qui l'a dirigé pendant vingt-deux ans, après Alfred Barr, le père fondateur de l'institution. Lourd héritage pour cet universitaire de quarante-deux ans, qui a la réputation d'être, contrairement à ses prédécesseurs, plutôt un historien de l'art spécialiste de la fin du dix-neuvième siècle qu'un homme tourné vers la création contemporaine.

« COMMENT est nommé le directeur d'un département aussi important que celui des peintures et des sculptures du Musée d'art moderne de New-York ? Qui fait le choix ?

— Le MOMA est un musée privé, pas un musée public. Et ce sont les trustees (1) qui ont fait le choix parmi les candidats des conservateurs et leurs propres candidats. Le processus a été assez long et a fait l'objet de beaucoup de débats, en caméra comme on dit, à l'ombre.

— Un directeur étranger pourrait-il être nommé ?

— Oui c'est possible. Je crois qu'il y avait des étrangers sur la liste. Mais c'est difficile. Cela suppose une habitude de la culture new-yorkaise, une bonne connaissance de la presse new-yorkaise, des collectionneurs new-yorkais, pour solliciter les moyens de financer le musée. Si un étranger arrivait à nos portes, il lui faudrait tout un entraînement pour se familiariser avec le système des musées américains, qui est très différent de celui des musées européens.

— Vous allez succéder à William Rubin, qui a continué d'élargir la collection formidablement constituée par Alfred Barr, fondateur du musée. Et c'est William Rubin qui a organisé le parcours actuel de la collection. Êtes-vous satisfait de cette présentation ?

— Pas totalement. Rubin, non plus d'ailleurs, et elle a été très sensiblement modifiée par endroits depuis son ouverture. On vient, par exemple, de faire un mur pour mettre le grand Pollock en avant. On a aussi créé une salle pour le Nouveau qui n'était pas là. Personnellement, j'ai des projets de changements : je n'aime pas l'installation Brancusi, je trouve qu'il y a des choses à faire autour des années 30 et des années 40, et encore dans la section de l'expressionnisme abstrait.

La Frick collection du vingtième siècle ?

Et puis, il faut envisager la question d'un nouvel espace. Le musée est très serré. Nous avons besoin de beaucoup plus de place pour l'art contemporain. Vous savez que le parcours de la collection comporte une partie fixe vraiment permanente, et, pour le plus contemporain, une partie qui est changée trois fois par an. Pour le moment, la ligne de division abstrait, vers Rauschenberg, ou Johns. Il faudrait réussir à faire une installation vraiment permanente de Rauschenberg, de Johns, d'Andy Warhol, de Judd, de toutes les années 60 et du début des années 70, et avoir encore de l'espace pour présenter par roulement les acquisitions d'œuvres très contemporaines. On en a beaucoup, mais on n'a pas la place de les exposer.

— Je voudrais justement vous poser une question à propos de ces acquisitions. En visitant le musée, on a un peu l'impression que la collection s'arrête après l'expressionnisme abstrait, et que l'art actuel n'est pas très présent.

— C'est une question de proportion. La collection est si dominante dans l'art moderne classique, avec le cubisme, Picasso, le surréalisme... qu'on sort du musée impressionné par ça, bien qu'il y ait beaucoup d'œuvres majeures aussi pour l'art contemporain. Le

problème, c'est que nous manquons d'espaces adéquats pour les montrer. Il nous faudrait non seulement plus de surfaces en parquets, mais aussi des plafonds plus hauts, au moins trois ou quatre espaces semblables à la grande salle du deuxième étage qui donne sur le jardin de la 53^e Rue. Mais je crois que l'impression que vous avez d'un musée qui ne bouge pas n'est pas vraie.

— Ce n'est pas exactement ce que j'ai dit.

— J'ai peut-être mal compris. En tout cas, on discute beaucoup de cela à New-York. Il y a par exemple des personnes qui disent : « C'est fini. On va devenir la Frick collection du vingtième siècle. On va cesser d'acquérir des œuvres d'art contemporain, perfectionner notre collection historique et on sera tranquille comme ça. » Mais c'est une recette pour la mort ! Je ne veux pas être associé à un tel musée. Le MOMA a été conçu comme un musée ouvert au changement, engagé à fond dans l'art contemporain. Même si aujourd'hui nous avons la responsabilité d'une énorme collection, qui n'existait évidemment pas dans les années 20 et 30, je suis absolument convaincu que la vie du musée tient à cet engagement dans l'art contemporain. C'est pour cela que j'insiste sur le besoin de nouveaux espaces.

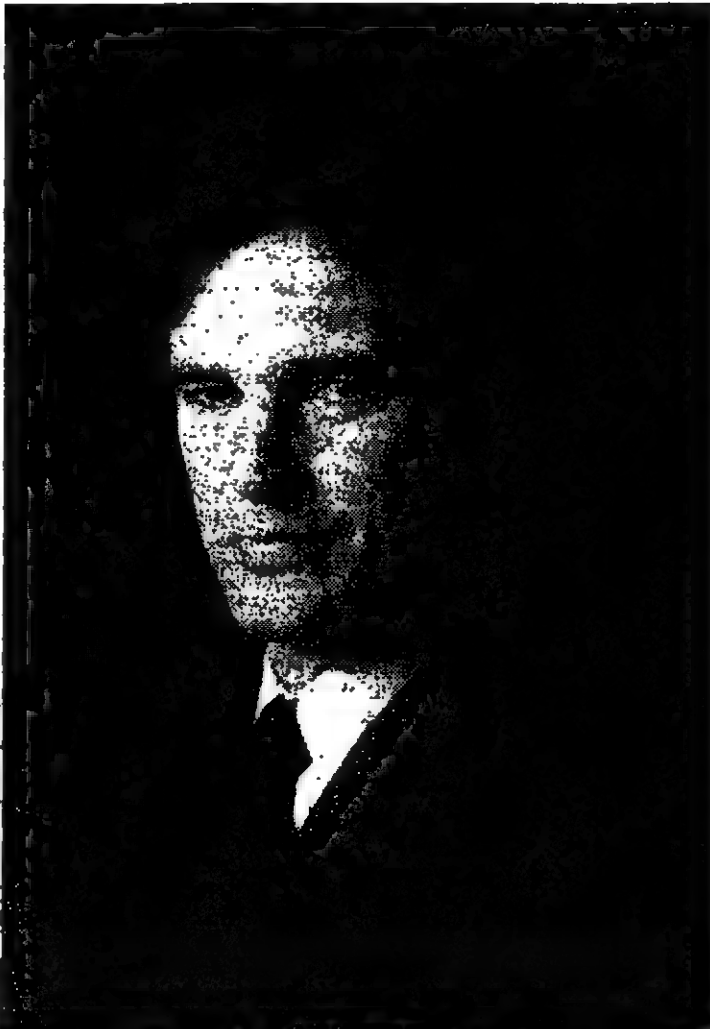
S'agrandir ou mourir

— Pourriez-vous envisager deux musées pour le vingtième siècle, un musée d'art moderne et un musée d'art contemporain, qui pourraient présenter l'art, disons depuis les années 50 ?

— Le développement à l'infini des collections pose des problèmes d'ordre pratique à tous les musées, des problèmes d'espace, d'argent, d'énergie. C'est vrai du Louvre, c'est vrai du Metropolitan, qui vient d'ouvrir un département du vingtième siècle. Le Met finira-t-il par remplir tout Central Park ? Pour l'art moderne, pour le MOMA, le problème est à la fois pratique et philosophique. Notre musée est défini comme un musée d'art moderne. Qu'est-ce que ça veut dire, moderne ? Est-ce que le moderne inclut le contemporain ? Ou est-ce qu'il y a une rupture entre le moderne et le contemporain ? Il y a de grands moments dans l'histoire où tout change plus ou moins : au quinzième siècle avec Alberti et Brunelleschi ; entre 1890 et la première guerre mondiale. La façon de concevoir la représentation et l'espace pictural alors a été bouleversée. Si j'étais convaincu que nous venions de vivre un changement aussi profond par rapport au début du siècle que ce qui s'est passé vers 1910 par rapport à l'impressionnisme, je serais prêt à admettre un musée d'art moderne et un musée d'art contemporain. Mais pour moi, la constellation d'idées qui a surgi au début du siècle n'est pas éteinte. Je vois toujours de jeunes peintres puiser leurs ressources dans notre collection.

— Et le post-modernisme ?

— Le post-modernisme se définit comment ? Par rapport au modernisme. Le terme est déjà significatif !



Kirk Varnedoe

— Comment allez-vous vous y prendre pour agrandir le musée ?

— Il devra probablement un jour quitter la 53^e Rue, mais ce ne sera peut-être pas de mon vivant. En attendant, il nous reste des possibilités d'extension sur le site, pour vingt ou trente ans.

— Par le haut ?

— Non, ça n'est plus possible. Il existe à New-York un droit de construire verticalement jusqu'à une certaine hauteur que chaque immeuble possède. Ce droit précieux, cet air right peut être cédé. C'est ce que nous avons fait pour nous agrandir au début des années quatre-vingts. Nous l'avons vendu à la tour d'appartements qui s'est construite à côté du musée. Cela a permis de doubler nos surfaces. Ce qu'il nous reste, ce sont de petites maisons vers la Sixième Avenue. On peut construire quelque chose de ce côté-là.

— Et si le musée créait une sorte d'annexe ?

— Il y a des personnes qui sont pour cette solution. Pas moi. D'abord, parce que le musée est merveilleusement situé dans le centre de la ville. Et puis, imaginez que vous êtes collectionneur. Je viens frapper à votre porte et je sollicite une œuvre, un Johns ou un Stella. Je vous dis quoi ? Votre Stella, je vais l'exposer à l'annexe ? Le conservateur du Metropolitan vous dirait, lui : donnez-moi votre Stella, je vais l'exposer au Metropolitan ; celui du Whitney vous dirait : votre Stella, je vais l'exposer au Whitney. Et moi, je vous dis : donnez-moi votre Stella et je vais l'exposer à l'annexe ! Ce n'est pas très « sexy » comme sollicitation ! Un MOMA majeur et un MOMA mineur ! Et c'est admettre la rupture entre le moderne et le contemporain.

Le haut et le bas

— Vous avez évoqué la création récente de l'art contemporain du Met et d'une certaine façon la chose est-elle si forte ?

— Aux États-Unis, les musées dépendent de collectionneurs privés et des amateurs d'art. Financièrement, ce sont eux qui les soutiennent. Le Metropolitan a besoin de miser sur de jeunes collectionneurs s'il veut avoir de nouveaux trustees d'ici vingt ou

revanche, l'art populaire, les images de télévision ou la publicité, comptent beaucoup plus, plus même qu'il y a vingt ans. C'est redevenu très important dans l'art contemporain. Après le primitivisme, c'est pour moi le thème qui peut réunir les sources de l'art moderne et les sources d'énergie de l'art d'aujourd'hui.

Un historien sans spécialité fixe

— Vous enseignez à l'université. Avez-vous des sujets privilégiés ?

— Pendant ces cinq ou six dernières années, j'ai surtout enseigné l'histoire de la sculpture moderne. J'ai fait ma thèse de doctorat sur Rodin. La sculpture m'a toujours beaucoup intéressé. Actuellement j'enseigne le fauvisme et le cubisme. J'ai fait une série de cours qui commencent avec l'impressionnisme et mènent dans les débuts des années 20. Mais j'ai aussi dirigé des séminaires d'art contemporain deux ou trois fois, notamment un séminaire portant sur le rapport entre l'art et la science dans les années 60. Et j'ai enseigné l'histoire de la photographie. Vous voyez que, si je donne beaucoup dans les débuts de l'art moderne, je me promène aussi ici et là dans le vingtième siècle, sans spécialité très fixe.

— Souhaiteriez-vous décloisonner les disciplines à l'intérieur du musée ?

— C'est quelque chose qui m'intéresse énormément comme principe fondateur du MOMA. Le MOMA, à l'instar du Bauhaus, a voulu réunir sous le même toit les beaux-arts, les arts industriels, l'architecture, le cinéma. C'est une des puissances du musée qui n'est pas assez exploitée. Et j'espère dans l'avenir susciter des expositions qui couperont à travers les murs de séparation entre les différents départements du musée. Je prépare une exposition sur Muybridge, Marey et le modernisme, qui va traiter des images de

séries depuis leurs débuts à la fin du dix-neuvième siècle, avec Rodin et Degas, jusqu'au minimalisme, avec Sol LeWitt, Don Judd et Bob Morris. Elle est aussi conçue par le département du cinéma et par celui de la photographie.

— Le MOMA a-t-il des relations avec les autres musées, avec le Guggenheim ou le Whitney ?

— Cela arrive. Par exemple, le MOMA et le Guggenheim ont fait un échange de tableaux il y a quelques années. Le MOMA avait deux Kandinsky d'une série de quatre saisons. Les deux autres étaient au Guggenheim. C'était bête de séparer ces toiles qui formaient un ensemble. Le Guggenheim, de son côté, n'avait pas de Matisse et souhaitait en avoir. Les trustees ont voté l'échange d'un important Matisse, un portrait de femme de 1914, contre les deux Kandinsky. On est toujours très soucieux de l'équilibre des collections. Et s'il y a un peu de rivalité entre les musées, on est, je crois, quand même fraternel.

— Pourriez-vous envisager d'organiser ensemble des expositions ?

— C'est toujours envisageable ! Tom Messer s'en va du Guggenheim et je connais très bien son remplaçant (2), depuis des années. Nous étions à l'université ensemble. Si ça peut servir à quelque chose, nous aurons toutes les possibilités de coopérer.

Propos recueillis par GENEVIEVE BREERETTE.

(1) Les trustees sont, aux États-Unis, les membres des comités qui financent la plupart des organismes culturels. Bailleurs de fonds, ils ont également un pouvoir quant à l'achat des œuvres, la nomination des personnels et d'une manière générale la gestion de ces établissements.

(2) Thomas Krens, quarante et un ans, directeur du Williams College Museum depuis 1980, où il a fait preuve d'un grand dynamisme dans la gestion de l'institution.

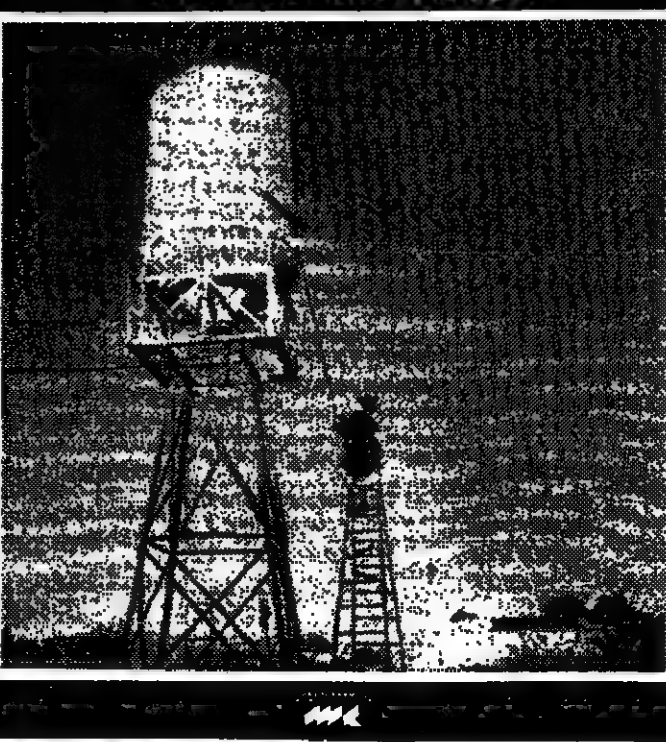
V.O. Dolby : GAUMONT ELYSÉES - GAUMONT OPERA
GAUMONT HALLES - GAUMONT ALÉSIA - GAUMONT PARNASSE
LA PAGODE - 14 JUILLET ODÉON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
14 JUILLET DASTILLE - ESCURIAL
V.F. : CYRANO VERSAILLES

MARIN KARLITZ PRÉSENTE

MARIANNE SÄGBRECHT • CCH POUNDER
JACK PALANCE

BAGDAD CAFE

un film de PERCY ADLON



هكذا من الاحل

هكذا من الالهي

MUSIQUE

Le centenaire du Concertgebouw d'Amsterdam Apothéose pour une salle et un orchestre

Ere nouvelle pour cette glorieuse formation européenne, qui fête en grande pompe son centenaire. Bernard Haitink, qui en avait la responsabilité depuis vingt-sept ans, laisse la place à Riccardo Chailly, premier chef non néerlandais admis à ce poste. Haitink, dont le mandat expirait officiellement dimanche dernier, a été élevé ce jour-là par la reine au rang de commandeur de l'ordre d'Orange-Nassau, honneur dont aucun musicien n'avait encore été jugé digne aux Pays-Bas. Chailly, quant à lui, prendra officiellement ses fonctions en dirigeant, le 3 novembre (date anniversaire de l'inauguration de la salle, qui vient d'être rénovée), le Requiem de Verdi. Il aura amené, entre temps, la Concertgebouw à Paris et dirigé, le 5 juin au Châtelet, les Formazioni de Berio et la Troisième Symphonie de Bruckner.



Le Concertgebouw et sa nouvelle galerie vitrée

Le Concertgebouw, la grande salle de concert d'Amsterdam, est une institution chère aux citoyens de la ville. « Noire Concertgebouw », dit un chauffeur de taxi, ajoutant fièrement qu'il y est allé pour la première fois à l'âge de huit ans. Et ces jours-ci, on voit partout des affiches où la cité d'Amsterdam félicite pour son centenaire le Concertgebouw sous les traits d'une vieille dame un peu caricaturale pinçant les cordes de la lyre qui orne son fronton.

Cet anniversaire pourtant a bien failli n'être pas célébré, car on découvrit en 1983 que les fondations de l'établissement étaient en si mauvais état que, si d'énormes travaux n'étaient pas entrepris, il faudrait fermer en 1985. Pour les Hollandais, constructeurs de digues, il n'en était pas question. Aiguillonnés par une équipe énergique et en particulier par le Dr Sanders, directeur du Concertgebouw, ils s'unirent pour sauver ce fleuron de leur patrimoine.

En moins de trois ans, faisant appel à l'aide publique, à cent cinquante compagnies nationales et internationales, et à toute la population (y compris une loterie télévisée), il rassemblèrent 40 millions de florins (soit plus de 126 millions de francs), la somme la plus importante dont ait jamais pu disposer une institution culturelle aux Pays-Bas. Les noms des principaux souscripteurs ont été gravés sur les murs de l'édifice.

Les ingénieurs néerlandais accomplirent le tour de force de reprendre toutes les fondations sans toucher à la salle, dont il fallait à tout prix préserver la célèbre acoustique, et sans interrompre un seul jour une activité pourtant intense (trois cents concerts par an dans la grande salle, deux cents dans la petite). Ils ajoutèrent de nombreuses installations sous terre, loges et lieux de détente pour les artistes, magasins pour les instruments, locaux pour le personnel, cuisines pour les réceptions, etc., qui faisaient cruellement défaut.

Les espaces de dégagement réservés au public ont été aussi largement agrandis, en particulier par l'adjonction d'une galerie vitrée au flanc sud de l'édifice, montée sur des piliers en verre offerts par des mécènes japonais, d'où l'on peut contempler l'harmonie intacte de la façade classique, encastrée dans ces matériaux modernes comme dans un décor de Richard Peduzzi. Une idée audacieuse et parfaitement réussie de l'architecte Pi de Bruin.

La construction du Concertgebouw correspondait à une période de grande richesse économique aux Pays-Bas à la fin du siècle dernier et à la volonté de lui donner un équivalent culturel. C'est au moment où s'achève l'ensemble monumental du Rijksmuseum à la gloire de la peinture hollandaise que six hommes d'affaires décident d'édifier à proximité une salle de concerts de deux mille places, comparable à celles de Vienne et de Leipzig, et de créer un orchestre digne des plus grands.

Ce sera le cas très rapidement : l'orchestre, formé en 1888 par Willem Kes, sera confié en 1895 à un jeune Hollandais de vingt-quatre ans, Willem Mengelberg, qui, pendant un demi-siècle, lui donnera un rayonnement mondial par ses interprétations de Bach, Beethoven, Brahms, Strauss, qui font encore référence aujourd'hui. Il fut surtout l'ami et le soutien inébranlable de Gustav Mahler, le seul qui, pendant la « traversée du désert » de cette œuvre immense, continua imperturbablement à jouer aux Pays-Bas. Après lui, Edouard Van Beinum, puis Bernard Haitink, poursuivirent sa grande tradition, associés à des chefs invités privilégiés tels qu'Eugen Jochum et Cyriel Konrad.

La salle du Concertgebouw avait été construite pour recevoir soixante concerts par an. Aujourd'hui, les cinq cents concerts rassemblent cinq cent mille auditeurs, auxquels viennent s'ajouter ceux des lunch-time, concerts gratuits à l'heure du déjeuner, et les participants des congrès, réceptions et galas qui se multiplient dans cette « maison du peuple ».

Les adieux de Bernard Haitink

A la même date qu'il y a un siècle, le 11 avril, la reine des Pays-Bas et son époux sont venus fêter le centenaire du Concertgebouw, en compagnie des donateurs qui ont permis sa restauration. Ils étaient accueillis de manière fort démocratique par l'Harmonie des tramways d'Amsterdam, avant de pénétrer dans cette merveilleuse salle aux couleurs crème et saumon un peu passées, au style néo-Renaissance qui triomphait à l'époque, avec un beau plafond solennel à caissons, des angelots et des rinceaux dorés dans les tympans des portes, tandis que les noms des grands compositeurs défilent sur deux rangs de frises.

Les chœurs et l'orchestre descendent en corbeille autour d'un orgue au buffet délicieusement suranné avec ses tourelles coiffées de casques à pointe, jusqu'à un vaste parterre dominé par une galerie de trois rangées tout autour en surplomb. L'impression est chaleureuse, simple, cordiale : on se sent de plain-pied avec la musique ainsi offerte, qui respire dans cette acoustique fameuse pour son velouté, sa distinction, sa perfection digne, selon les experts, d'un Stradivarius.

Il n'était cependant pas très facile d'en juger avec l'œuvre choisie pour cette grande célébration.

tion, la 8^e Symphonie, la « Symphonie des Mille », de Mahler. Le *Veni Creator* en particulier, porté à incandescence par la ferveur de ces masses orchestrales et chorales, atteignait souvent à une saturation totale de l'espace sonore.

Mais l'œuvre s'imposait en ce jour comme le point culminant de

l'épopée du Concertgebouw, au temps de Mengelberg, mais aussi de Bernard Haitink, l'un des premiers à avoir gravé l'intégrale des symphonies de Mahler et qui en cette soirée faisait ses adieux de chef permanent de l'orchestre (où il sera remplacé par Riccardo Chailly : lire l'article d'Anne Ray).

Après ce formidable appel à l'esprit créateur, qui avait « traversé » Mahler un jour de juillet 1906, puis l'avait « soulevé et fouetté pendant huit semaines », ce fut un enchantement que la scène finale du *Second Faust*, de Goethe, guirlande de soli et de chœurs d'une poésie presque naïve, où le Pater Ecstasius, le

Pater Profundus et le Docteur Marianus chantent l'opéra un peu à la manière de Meyerbeer, au milieu des murmures de la forêt légendaire qui rappellent le *Wunderhorn*, des mélodies lumineuses de Marie-Madeleine, la Samaritaine et Marie l'Egyptienne, des chansons des anges et des enfants bienheureux, de toutes ces musiques qui montent et descendent le long de la montagne mystique et répandent des pétales de roses sous les pas de « l'éternel féminin ».

Une apothéose pour Haitink, grand chef blond aux gestes de paysan, de faucheur puissant, lyrique, et pour son orchestre aux couleurs éblouissantes, un escaladon de chanteurs solistes où l'on remarquait en particulier, à côté d'une Gwyneth Jones très stridente, le timbre si riche d'Arleen Auger, l'exquise Barbara Bonney en Mater Gloriosa, Jari Van Nes et Mener Hollweg, ainsi que les chœurs débordants d'enthousiasme du Philharmonia de Londres, du Musikverein de Düsseldorf avec deux beaux chœurs d'enfants néerlandais.

JACQUES LONCHAMPT.

Conservateurs? Démocrates!

CENT ans! Ne pas croire pour autant que les musiciens du Concertgebouw ont tous des cheveux blancs. Nantis d'un nouveau chef, italien et brillant, ne dépassant pas une moyenne d'âge de quarante ans, ils vont très précisément de l'avant, même si le passé, comme dans toute institution, est quelque chose qu'ils n'oublient pas. C'est aussi qu'ils doivent leur existence à Brahms. « Chez vous, se serait plaint l'Allemand à des amis hollandais, je viens pour boire, pour manger, surtout pas pour écouter de la musique : vous le jouez de manière exécrable. » Ça n'allait pas tarder à changer.

Si les cent sept musiciens, dont 80 % sont néerlandais, ont une supériorité, c'est peut-être dans le mode de vie et de pensée national qu'il faut la trouver : indépendance, tolérance, sens civique développé, positivité.

Ce qu'Harro Ruijsenaars, l'un des deux violoncellistes solos, traduit en ces termes : « Nous ne sabotons jamais un chef. » On l'aide, plutôt que de souligner pour le public ses incapacités ou ses prétentions démesurées. Rappelons que cette sollicitude n'est pas universellement partagée dans le métier.

Le profil de ce violoncelliste est significatif : il n'est pas tiraillé entre ses devoirs pour la communauté (il entame à quarante-deux ans, après neuf ans à l'Orchestre de Rotterdam, sa onzième saison dans l'orchestre de la capitale), ses ambitions de soliste et ses prestations de chambriste en compagnie de Ronald Brautigam, le pianiste hollandais qui monte. Egalement professeur au conservatoire d'Amsterdam, il se déclare satisfait d'appartenir au « meilleur orchestre », de jouer dans « la meilleure salle », de voir défiler « les meilleurs chefs ». Avec certaines baguettes célèbres, dit-il, « ce n'a pas marché ». Mais « les préférences de l'orchestre pour tel ou tel chef restent idéalistes [traduisez : indépendantes du show business classique]. On aime ceux avec lesquels on peut bien travailler ». L'occasion de se rappeler qu'un musicien d'orchestre ne se sent fier de son métier que s'il se sent à l'abri des magouilles, de l'arbitraire des chefs et protégé au maximum de leur éventuelle médiocrité.

« Ici, on est un peu conservateur », dit Jan Van Royen, administrateur général du Concertgebouw depuis neuf ans, en poste pour sa quatorzième saison dans l'établissement. Il veut dire par là que certains axiomes, tôt édictés par des chefs et protégés du Concertgebouw, n'ont toujours pas été discutés. En particulier celui-ci : les enregistrements sont toujours préparés en concert. « Les disques, dit-il, ne doivent pas être des objets préfabriqués indépendamment de la vérité de l'exécution publique. Ils doivent en dire plus, et pour plus longtemps, que des clips de publicité, ce qu'ils sont trop souvent désormais. »

« Nous ne décidons d'enregistrer qu'après que l'œuvre a été à



Riccardo Chailly dans la grande salle du Concertgebouw

ce point rodée que chacun se sent capable de la jouer par cœur. En 1982, la Septième Symphonie de Mahler n'a été gravée qu'après les quatre séries que nous avons données avec Bernard Haitink, à Amsterdam, Vienne, Berlin et lors d'une tournée aux Etats-Unis.

« Les grands chefs n'acceptent plus d'être invités que s'ils ont la perspective ou l'espoir de réaliser un disque. On peut le regretter, mais il faut s'adapter. L'une de mes premières décisions a donc été de rompre notre contrat d'exclusivité avec Philips, très confortable financièrement, auquel nous devions d'avoir beaucoup enregistré avec Bernard Haitink. Par l'intermédiaire de Szell ou de Van Beinum, nos relations avec Decca avaient été très bonnes dans les années 50. Chailly est un de leurs artistes : nous avons retrouvé avec eux. Avec Telefunken aussi, pour les disques dirigés par Hamoncourt. Maintenant avec DG pour une série Mahler avec Bernstein. L'obligation de penser systématiquement au disque impose certains compromis dans la programmation. C'est, hélas ! la loi du marché. »

L'autre tradition du Concertgebouw était de ne se donner, au poste de chef titulaire, que des directeurs néerlandais : Kes jusqu'en 1935 ; Mengelberg jusqu'en 1945 ; Van Beinum de 1945 à 1949 puis de 1955 à 1959 ; Van Kempen de 1949 à 1955 ; Haitink jusqu'à... dimanche dernier.

« Haitink était respecté, pas aimé », dit Harro Ruijsenaars. Sa rupture avec l'orchestre, son départ pour Londres et la direction de Covent Garden, ont pourtant constitué un petit drame national. En plus de vingt années de mariage, le Concertgebouw et cet ancien violoniste de la radio néerlandaise avaient, il est vrai, grandi ensemble. Mais Haitink tenait à Covent Garden. Et l'« instrument », dit l'administrateur, était « trop précieux » pour qu'on le laisse à un chef « partagé entre deux institutions ».



Les musiciens ont donc voté pour désigner leur nouveau chef. Plutôt, ils ont écrit sur un bulletin les cinq noms qui leur semblaient s'imposer. A partir de cette liste impressionnante, tous ont voté : trente-deux noms ont été retenus au second tour, trois au dernier. Par ordre de préférence, Abbado était à Vienne, Riccardo Chailly a donc été proposé à un conseil formé pour la circonstance et composé de Herman Krebbers, ancien violon solo de l'orchestre, et de trois musiciens « représentatifs » : un violoniste, un hautboïste, un percussionniste, tous membres des différentes instances de décision ou de concertation existant dans cet orchestre démocratique, que Jan Van Royen préside.

« Chailly avait été invité en janvier 1985, raconte l'administrateur, on lui a proposé le poste en mars 1985, raconte l'administrateur. On n'avait prévu de le réintégrer qu'en avril 1986. D'ambles, les musiciens avaient eu le coup de foudre. Pendant onze mois, les cours battaient ; ne s'étaient-ils pas trompés ? Chailly était-il bien le chef qu'il nous fallait ? Dès que nous nous sommes retrouvés, le charme, encore une fois, a opéré. »

Avec Chailly, qu'est-ce qui va changer ? « Un orchestre doit pouvoir tout jouer avec le style approprié », dit le Bolognais. Dans cette équipe formée au grand répertoire germanique, « extraordinaire de discipline », dotée d'une capacité d'assimilation incroyable, Chailly a découvert, dit-il, d'éventuelles qualités d'« extériorité » indispensables au répertoire italien, et même un peu d'« agressivité », à exploiter dans Stravinski. Légèreté, latinité. Quand il dirige, les timbres du Concertgebouw semblent en effet plus lumineux qu'avec Haitink, plus fulgurants, plus dispersés, aussi. Il manque encore l'énergie rentrée, la puissance en réserve des grands maîtres du passé (notre discographie).

« Quand Haitink est arrivé, il avait moins d'expérience que



Chailly aujourd'hui, dit Harro Ruijsenaars. Depuis qu'il travaille ici, Chailly change, nous, avons changé, on va continuer à changer ensemble. »

ANNE REY.

DISQUES Un orchestre sept chefs

Philippe vient de publier, sous l'étiquette « Centième anniversaire », l'intégrale des symphonies de Beethoven par Bernard Haitink et l'Orchestre du Concertgebouw (8 CD).

Déjà par le même Haitink, avec un soliste Murray Perahia, et toujours de Beethoven, sortent chez CBS les cinq concertos pour piano (13 CD).

Ce centenaire donne lieu, d'autre part, à de nombreuses rééditions en compact d'enregistrements du passé. Mengelberg : Passion selon saint Matthieu, de Bach ; Requiem allemand, de Brahms ; Quatrième Symphonie, de Mahler (cette dernière en import spéciale seulement). Philips : Deuxième et Troisième Concerts pour piano, de Rachmaninov, avec Gieseking, Discopops, dist. NTL. Enregistrements datés de la période 1939-1944.

Van Beinum : Deuxième Suite, de Bach, Water Music, de Haendel, 1955 et 1958 ; Philips : Quatrième Symphonie, de Mahler (avec Paychik, de Franck), 1951 et 1953 ; Septième symphonie, de Bruckner, 1953 ; Premier Concerto pour piano, de Brahms, avec Clifford Curzon, 1952 ; Decca, « Centième anniversaire ».

Van Kempen : Cinquième Symphonie, de Tchaïkovski, 1951, Philips. Nocturnes : Troisième Symphonie, de Brahms, en répétition publique de la Marche funèbre, 1962, Philips.

Szell : Cinquième Symphonie, de Beethoven, Deuxième Symphonie, de Sibelius, 1964 et 1968 ; Philips.

Jochum : Passion selon saint Matthieu, de Bach, 1965 ; Philips. Haitink : Deuxième et Troisième Symphonie (ditte « les Mille », de Mahler, 1986 ; Philips).

IBANDIAYE

Le Jazz et la voix de l'Afrique
peinture, lavis et dessins

Galerie 21 rue Servandoni
Paris 6^e, tél. : 43-54-65-53
et 43-29-48-17

du 21 avril au 18 juin
de 14 à 19 heures

AUJOURD'HUI AU MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, M^e Montparnasse
Tous les jours, sauf lundi, de 10 à 17 h 40

JUSQU'AU 15 MAI

ARCHITECTURE

M. Pierre Méhaignerie lance le projet d'une fondation pour l'architecture

EVA, ou la dimension européenne

Alors que le président Mitterrand vient d'obtenir la plus haute récompense honorifique de l'Institut royal des architectes britanniques, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, a lancé jeudi 14 avril le projet d'une fondation européenne pour la ville et l'architecture, baptisée EVA. Un testament ?

Le président François Mitterrand vient d'être nommé membre d'honneur du Royal Institute of British Architects (RIBA), vénérable institution anglaise, pour l'ensemble de ses actions en faveur de l'architecture (1), en particulier, bien sûr, à l'occasion des « grands travaux ». L'architecture deviendrait-elle européenne ? Empruntons quelques autres exemples à l'immédiate actualité.

A Berlin, vient de s'achever l'Internationale Bauausstellung, littéralement : exposition internationale de la construction. Une expérience sans précédent qui a notamment permis l'intervention d'une pléiade de maîtres d'œuvre (2) venus de tous les pays sur les friches et les ruines de la guerre. Pour 1988, Berlin a été déclarée ville européenne de la culture : voilà de quoi faire valoir la nouvelle architecture de la ville déchirée.

Barcelone, qui prépare activement les Jeux olympiques de 1992, a fait appel à la même discipline, l'architecture internationale.

appliquée à la cité, pour se réinventer une image. Oriol Bohigas, Catalan qui a longtemps dirigé l'urbanisme de cette ville, viendra nous montrer en 1990, dans la grande halle de La Villette, ce qu'est cet art nouvellement pris en compte.

L'Italie reste l'Italie, pas de changement. L'Europe y vient au naturel pour se pencher sur d'éternelles questions : comment sauver Venise, contourner le Colisée, trouver des fonds pour la prochaine Biennale d'architecture, etc. ?

Londres enfin est commotionnée par les interventions du prince Charles en faveur d'une meilleure architecture, gestes ou paroles vivement critiqués par M. Norman Tabbitt, ancien président du Parti conservateur (le Monde du 12 avril). Ces interventions, notons-le, ont été immédiatement comprises comme des intrusions dans l'ordre du politique par les hommes politiques mêmes qui évacuent l'architecture lorsque ça les arrange, et sous prétexte qu'il s'agit d'un art. L'Académie (française) d'architecture pourrait renvoyer l'ascenseur et rendre au futur monarque un hommage équivalent à celui reçu par le président français en fin de mandat.

Mais c'est à La Défense que pourrait se jouer l'avenir européen de l'architecture, selon le projet français défendu par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. Pas tout de suite, sans doute. On aura eu le temps de balayer devant nos portes. Balayer à trois pas de La Défense,

porte Maillot, où il sera peut-être trop tard pour repenser le projet conçu par l'architecte Clément-Olivier Jacoub. Son projet précédent, vite surnommé les « serpillères » (le Monde du 1^{er} août 1986) ayant finalement été unanimement reconnu mauvais, le même architecte, sans plus de concours, en a produit un autre que la Ville de Paris trouvera naturellement excellent... comme le précédent !

On aura également pu balayer à La Défense même, où, près du meilleur — le fameux cube de Spreckelsen, qui doit accueillir bientôt les locaux du ministère de l'équipement — continue de se passer le pire : les verrières du CNIT sont déjà tombées et laissent voir mieux que jamais quel splendide espace libre de contrainte, quelle superbe voûte va perdre le patrimoine européen, puisqu'il a été décidé de bourrer l'édifice de bureaux. Rentabilité oblige ?

Le contexte politique, institutionnel, financier, est en tout cas loin d'être négligeable à l'heure de la Fondation européenne de la ville et de l'architecture dont le projet, sous le joli nom d'EVA (3), vient d'être présenté par M. Pierre Méhaignerie, et par les trois auteurs, MM. François Barré, Pierre Richard et Marc-Noël Vigier, auxquels le ministre a, en janvier dernier, demandé d'entreprendre cette étude (4). Une telle présentation, à la veille de l'élection présidentielle, comporte les risques et les atouts ordinaires du genre : marquer les « dernières volontés » d'un ministre provisoirement à court de portefeuille, quitte à les pénaliser par

un arrière-goût électoral. Mais aussi, marquer le coup, préserver d'un changement ministériel qui pourrait lui être néfaste la connaissance publique et l'image du projet. Cela devient une pratique courante des alternances culturelles, comme vient de le montrer M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, avec « son » grand projet de Bibliothèque Nationale bis. Et cela semble montrer quelle part soudaine prend la culture (c'est-à-dire l'architecture) au sein du ministère de l'équipement (MELATT en abrégé), tout au moins aux yeux de M. Méhaignerie, quand

cette part paraissait définitivement réduite au symbole.

EVA est une grande ambition au cœur simple. A l'exception du sort des plans-reliefs, qui occupent le centre du rapport Belmont-Pattyn, prédécesseur d'EVA sous le titre Fondations pour la ville et l'architecture (juin 87), un problème il est vrai encombrant, nos trois auteurs, Barré, Richard et Vigier, ont somme toute rassemblé les multiples ingrédients du champ culturel de l'architecture, en évitant de marcher sur les plates bandes du ministère, mais tout en leur donnant les moyens de communication et de promotion qu'elles n'ont pas... De l'art de faire une omelette sans casser d'œufs. Pour donner toutefois consistance au produit, ils ont placé les fondements d'EVA sur l'Institut français d'architecture (IFA), organisme longtemps disputé, convoité, maltraité, et qui vient de se voir enfin doté d'une nouvelle directrice en la personne de Luciana Ravanel, jusqu'à présent chargée de mission auprès du ministre (5). Le projet de Fondation européenne, même s'il doit digérer l'IFA, aura au moins eu ceci de bon qu'il replace ses mérites à leur juste place. Comme le souligne Barré, EVA reprend et poursuit bien des actions entreprises par l'Institut, mais les étend, les enserme dans un vaste contexte qui prend en compte les villes françaises et européennes, les liens possibles avec les autres organismes organisateurs d'expositions, etc.

Le détail des activités imaginées pour EVA importe peu dans

l'immédiat. Les pères de la fondation se préoccupent d'ailleurs en premier lieu de mettre au point trois ou quatre actions ou projets concrets, qui donneront sa personnalité et sa mesure au nouvel organisme. Reste à lui trouver un lieu — on repense à la grande arche de La Défense, on essaye de trouver place dans une tour future... — et un budget de fonctionnement qui soit moins ridicule que celui de l'IFA : l'étude prévoit 53 millions annuels quand EVA aura atteint son « régime de croisière ». Placide, M. Méhaignerie a d'entrée de jeu signalé qu'il était hors de question d'augmenter le budget de son ministère (106 milliards de francs), qu'il faudrait compter sur le mécénat, espérer la contribution d'autres villes ou départements, et sans doute sur la participation d'autres ministères, suivez mon regard. Est-ce à dire que le titulaire du MELATT verrait, demain, d'un bon œil augmenter le portefeuille aujourd'hui dévolu par M. Léotard ? Rien n'est moins sûr dans l'immédiat.

Quel qu'en soit le financement, quelle qu'en soit l'implantation, quelle qu'en soit même la forme définitive, EVA cependant doit voir le jour. Il n'est pas certain que la France garde en effet le prestige qui est le sien sur la scène de l'architecture internationale. Il n'est pas certain non plus que perdureront les « cent fleurs » pour lesquelles M. Mitterrand a obtenu l'estime anglaise, comme dans le camp opposé M. Bouquet, maire de Nîmes, parmi d'autres, pourrait les mériter. Un organisme comme EVA, en revanche, pourrait grandement contribuer à valoriser les nouvelles qualités de l'architecture française, et ses vertus économiques, au-delà des intérêts politiques et des compromis financiers.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Patrick Tosani au Musée départemental de Rochechouart

Un hermétisme mutin

Entre Lewis Carroll et Brancusi, l'univers dense et cohérent d'un créateur de trente-quatre ans ni peintre ni plasticien, mais photographe.

PATRICK Tosani s'est fait connaître dès 1982 par ses agrandissements de figures miniatures et de monuments de papier, découpés dans du journal, parfois brûlés, posés sur fond de couleur vive et fixés dans des glaçons. Cette série métaphorique, non dénuée d'ironie, fut suivie d'angoissants travaux sur les abeilles réalisées en 1984 à l'abbaye de Fontevraud.

Son univers simple et rigoureux, influencé au début par Dibets et l'anglais John Hilliard, use de matériaux éphémères pour figurer le passage du temps. Les

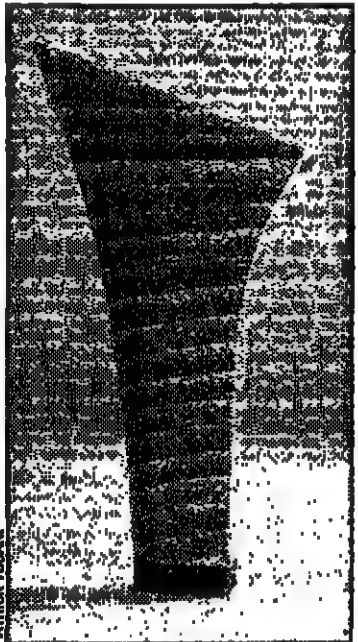
jeux sur l'espace et les échelles visuelles à distraire qu'à créer des images qui réfléchissent sur elles-mêmes. S'ils sont absents des cimaises du château de Rochechouart, où sont exposés ses travaux récents, ces cycles assurent l'évolution d'un créateur qui pratique la photographie comme un art autonome. Sous des dehors un peu froids, ses pensées mises en images obéissent à une logique interne qui est leur raison d'être.

Ainsi, des Portraits, numérotés, qui sont montrés pour la première fois dans l'ordre où ils ont été conçus. Projétés sur une feuille d'écriture braille, des Visages anonymes, cadrés de la même manière, dessinent une figure méconnaissable, sans expression ni traits, tracée par la lumière seule. En des tons doux, ces seize portraits d'apparence

identique révèlent une absence visible, rendue lisible, et même tactile en empruntant le papier sensible.

A l'inverse, c'est la présence de l'eau que matérialise, en 1986, le cycle des Pluies. Dévisagées tel un objet, l'onde canalisée par le cadre se présente comme une averse de griffes et de traits lumineux. Utilisant la juxtaposition des plans, cette description mécanique du mouvement se lit aussi comme une visualisation de l'écoulement du temps. Ces tableaux grand format (120 x 160), tirés à trois exemplaires sur cibachrome satiné, résultent d'un équilibre extrême qui anime aussi la série des Talons.

Poursuivant l'inventaire d'objets dont il abolit le sens, Tosani a fixé latéralement, en très gros plan, dix talons de chaussures. A la fois



soles, stèles et colonnes, on dirait des portraits en pied de Titans. Raides mais drôles, ces mini-sculptures monumentales, aux tons de pain brûlé, dont l'opérateur détaille la texture, ont une majesté inversement proportionnelle à celle des objets de petite taille.

Réalisée en 1987, cette impressionnante série est suivie par celle, récente, des Cuillères à café. Ovale, lisse et sans manche, les ustensiles en inox sont regardés d'un œil neutre comme des têtes humaines. Obscures ou éblouies, toutes marquées, différemment, par leur absence de physiognomie, elles acquièrent une identité et livrent leurs multiples facettes avec autant de mystère et de personnalité qu'un portrait.

Même s'il ne la déclare pas comme une composante essentielle de son travail, la lucidité est omniprésente dans l'œuvre de Tosani. Dépassant l'anecdote figurative des débuts, sans nier ses préoccupations plastiques, celle-ci demeure photographique avant tout. Bien plus qu'une suite d'expérimentations amusantes, ses paradoxes visuels simulent leur gravité sous couvert d'un hermétisme mutin.

PATRICK ROEGERS.

* Patrick Tosani, travaux anciens et récents inédits, Musée départemental d'Art contemporain, château de Rochechouart, 87600 (Haute-Vienne), jusqu'au 30 mai.

Rommet Boonstra au Studio 666

Un miniaturiste baroque

Ludiques, éphémères et oniriques, les visions d'un architecte de l'impossible qui jongle avec le temps, l'art et les civilisations.

PROJETANT l'envers du décor sur le devant de la scène, tronquant les perspectives et les échelles, les créations récentes de Rommet Boonstra convient à une plongée sans retour dans un univers fascinant, intemporel et presque féérique.

Par le jeu des couleurs, des miroirs et des lumières, cet ancien homme de théâtre, devenu photographe en 1978, use d'un réel démantelé pour bâtir de toutes pièces un monde de pure représentation. Superposant cathédrales, villes et palais, des lieux de cauchemar, ruines ou projections d'un système cosmique, deviennent, par magie, des sites fantasmagoriques.



Mentalement imaginés, ces tableaux baroques, sans haut ni bas, exemptés de profondeur, figurent autant l'irréalité d'une civilisation engloutie que la vision d'une nouvelle ère glaciale.

Produits d'instantanés trafiqués, à partir de morceaux de verre, d'images découpées et de bouts de fil, cet univers miniature, entêté sans troncage, est plus introverti qu'il n'y paraît. Boonstra broche avec soin des maquettes trois fois inférieures au format de ses tirages.

Par ses délires mûrement contrôlés, il participe activement à la vitalité de la photographie néerlandaise. Révélée en France par Carol-Marc Lavillier, puis à Metz lors d'une exposition collective, et bien sûr à l'Institut néerlandais de Paris, celle-ci est, aujourd'hui, une des plus inventives en Europe.

P. R.

* Rommet Boonstra, Studio 666, 6, rue Maître-Albert, Paris 5^e. Jusqu'au 21 mai.

LE THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE ET LE CENTRE GEORGES POMPIDOU PRÉSENTENT

DETAILS GRAPHIQUES

Chorégraphie : Odile DUBOC

Les 20, 21, 22, 23 avril 1988 à 20 h 30
Dimanche 24 avril 1988 à 16 h

CENTRE GEORGES POMPIDOU (Grande Salle)

LOCATION : 42.74.42.19

12 avril GROUPE TSE 15 mai

ROLAND BERTIN dans

DE L'AUTRE CÔTÉ D'ALICE

d'après LEWIS CARROLL

Mise en scène DOMINIQUE BORG

THEATRE DE LA COMMUNE Loc. 48346767 et FNAC

هكذا من الابل

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France ; heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique unifié de la Météorologie nationale)

Communication

Au Salon du livre

La francophonie revue par Freud

Après la « nocturne » de mardi 19 avril, qui a connu une grande affluence, le huitième Salon du livre arrive à son terme : les portes devaient fermer mercredi à 20 heures. Vient d'ailleurs les bilans et les comparaisons : le transfert au Parc des expositions de la porte de Versailles aura-t-il marqué un nouveau départ du Salon ou une certaine dérive vers un autre type de manifestation autour du livre ?

C'est Freud, les Français sont embarrassés par la francophonie !... s'exclamaient un confrère étranger devant l'Espace Francophonie, l'une des innovations du huitième Salon du livre de Paris. Avec ses 700 mètres carrés, c'est l'un des stands les plus vastes, mais, pour savoir de quoi il s'agit, il faut en faire trois fois le tour, avant de découvrir, en se tordant le cou, écrites en rouge tout de même, les douze lettres du mot « honteux » : FRANCOPHONIE. Tout le reste est gris, « industriel » : il paraît que c'est le dernier cri de la « modernité ».

L'an dernier, les auteurs francophones non français publiés dans leur pays d'origine avaient été relégués sur quelques étagères d'une mezzanine (le Monde du 26 mars 1987). Le Quai d'Orsay avait voulu jouer un tour au président Mitterrand, qui, avant la cohabitation, au premier sommet francophone, à Paris, avait, au nom de la France, promis un vrai pavillon pour les livres français venus d'ailleurs. Depuis lors, à en lire le second sommaire, à Québec, en 1987, auquel MM. Mitterrand et Chirac ont assisté de conserve. Le Quai, cette fois, a donc tenu la parole de la France et, pour cela, déboursé quelque 2 millions de francs, par le canal de l'Agence de coopération culturelle et technique.

On a donc l'Espace Francophonie. Le programme est immense, chacun en convient, notamment les écrivains étrangers, y compris ceux, comme l'Algérien Rabah Belamri, dont le pays ne participe pas au mouvement francophone, mais dont les ouvrages sont présents. En tout, environ cinq

mille titres, en majorité édités au Maghreb, en Afrique noire, dans l'Océan indien, en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et jusqu'au Vietnam.

Le Liban est l'invité 1988 du pavillon, le clou étant la venue du président Amine Gemayel en tant qu'auteur de l'Offense et le Pardon (Gallimard-Lieu commun), qu'il a signé au milieu d'une foule dominée des succès froids aux policiers. Autres auteurs chauds, celles des éditrices beyrouthines, qui ont publié deux mille titres en français en six ans (livres scolaires non compris) et entendaient en exposer deux cents. L'élève qu'on leur a concédé pouvait en recevoir tout au plus une centaine.

Les Parvis poétiques (1) qui, depuis des années, se déroulent, de Beaubourg à Québec, pour faire connaître « ce qui s'écrit en français sur la planète », avaient, en revanche, obtenu une place suffisante pour déployer leurs trente téléphones au bout desquels parlent Leopold Senghor, Georges Schéhadé, Kateb Yacine, Tchikaya

U Tamsi et d'autres. Gros succès auprès des écoliers (et de M. Chirac).

Plusieurs auteurs français ont sorti, durant le Salon, des ouvrages inspirés par l'aventure ultramarine de la France : par exemple, La francophonie s'éveille, de Michel Guilou et Arnaud Littard (Berger-Levrault), qui plaident en faveur d'un engagement financier français plus important ou le très savoureux Les Mots de la francophonie (Bégin), de Lolo Despecker, fruit d'une collecte parmi le vocabulaire français parlé hors de France.

Quant aux hommes et organismes, on peut les trouver dans la nouvelle édition de l'Annuaire biographique de la francophonie (éditions Richelieu Senghor, Paris), qui contient cinq mille adresses et quatre mille noms dans plus de quarante pays, France comprise. Un bel espace...

J.-P. FERONCEL-HUGOUE

(1) 76, rue des Martyrs, 75018 Paris.

Les revues d'idées au centre du débat

La huitième Salon du livre aura été l'occasion d'un événement discret mais révélateur : pour la première fois, une trentaine de revues de sciences sociales, politiques et humaines avaient décidé de camper pendant quelques jours sous la même tente. D'habitude, certaines absentes ou totalement perdues au fin fond des stands de leurs éditeurs respectifs, les revues avaient choisi cette fois-ci, sous la houlette de l'association Ent Revues, de présenter un stand commun et de rouler pour leur propre compte.

L'objectif était simple : marquer et faire remarquer la présence active et nécessaire de la revue dans la recherche et les débats d'idées, à l'école de la France et du monde. Cet espace de liberté et de réflexion critique a été sensible à travers les thèmes des présentations quotidiennes qui ont été organisées : immigration et racisme ; science,

médecine et bio-éthique ; école, université, formation ; opinion publique et vie politique ; situation des pays de l'Est, etc. La liste des revues présentes démontre la richesse du travail mené le plus souvent, faute de moyens, dans la plus grande discrétion : L'Europe, Cahiers Georges Sorel, Communisme, Cosmopolitiques, Economie et humanisme, Espace-Temps, Espoir, Esprit, Ethnologie française, Etudes, Etudes politiques, Lettres internationales, L'Homme, Mémoires, Le Mouvement, Revue politique et parlementaire, Société française, Sociétés, Sources et vingt-troisième siècle. (Voir page 26 « Les Enfants et la Lecture »).

Reflux des messageries, hausse des services professionnels

Le deuxième souffle du minitel

En 1987, 1 136 000 nouveaux minitel ont été installés par France Télécom, ce qui porte le parc à 3 373 000 unités, soit 14 % des abonnés au téléphone. Selon le bilan annuel présenté par France Télécom, le minitel est maintenant accessible (au travail ou à domicile) à 20 % des Français de plus de quinze ans, et à 30 % des actifs, gagnant ainsi ses galons de moyen de communication de masse.

Si le nombre d'appels par minitel (15,2 par mois) augmente de 12,5 % en un an, en revanche la durée moyenne d'un appel diminue (6,1 minutes contre 6,3 en 1986 et 6,7 en 1985) ce qui traduit sans doute une meilleure connaissance des appareils. Annoté par la hausse de 9,4 % de l'utilisation moyenne

(93 minutes par mois) induit un trafic de 808 millions d'appels et 62,5 millions d'heures de connexion.

Sur ce total, l'annuaire électronique (gratuit si l'appel est inférieur à trois minutes) attire plus de 294 millions d'appels. Restent donc 513 millions d'appels (80 % par rapport à l'année précédente) et 52,4 millions d'heures (+ 73 %) pour les autres services Tété. Avec le Kénoque, Tété 3, il existe un chiffre d'affaires direct de 9 913 millions de francs (+ 51 % en un an). France Télécom prélève sur ce total 1 106 millions de francs. Transpac 543 millions, la part des fournisseurs de services atteignant 1 264 millions de francs contre 822 millions en 1986 et 278 millions en 1985.

Cette progression globale ne doit pas masquer des évolutions dans les types de trafic. Notamment, le kiosque 36-15, qui abrite l'essentiel des services grand public, stagne voire régresse depuis l'été 1987, la progression des services Tété étant due essentiellement aux services professionnels en 36-14 (passés de 800 000 à 1,5 million d'heures mensuelles entre janvier et décembre 1987).

Un abonnement à l'étude

L'assiduité des usagers vis-à-vis des messageries et des jeux ? Restrictions apportées à la publicité à la suite des polémiques sur le minitel rose ? Toutes ces raisons et la concurrence accrue (le Monde du 4 décembre 1987) expliquent sans doute cette inflexion vers les services professionnels, que l'ouverture récente de nouveaux paliers de tarification pourrait accentuer. Après les kiosques professionnels 36-16 et 36-17 ouverts au second semestre 1987 avec trois niveaux de tarifs (entre 58,20 F et 131,40 F de l'heure), France-Télécom vient en effet de mettre en service les numéros 36-28 et 36-29 (de 328,50 F à 543,40 F de l'heure), qui permettent à des banques de données professionnelles comme par

exemple celle de l'Agence France Presse de commercialiser leur production sans abonnement.

Un sondage permet par ailleurs de mieux cerner le profil changeant du miniteliste. Professionnels comme particuliers sont satisfaits du minitel à plus de 90 % (contre moins de 60 % lors d'une enquête de 1985). Ils utilisent largement cet instrument : seuls 8 % des particuliers en possèdent un le soir, au placard, et 62 % (contre 52 % en décembre 1986) consultent systématiquement l'annuaire électronique pour trouver un numéro de téléphone. Banques, ventes par correspondance, transports sont en tête de la notoriété des services chez les particuliers, et les services liés à la radio et à la télévision font une percée remarquable. En revanche, même si 3 % des minitelistes assurent toujours 30 % du trafic, on assiste à une baisse des « gros utilisateurs », ceux notamment qui ont fait les beaux jours des messageries et des jeux.

Toujours sensibles au prix de la télématique (61 % la trouvent chère, contre 69 % en 1986), les particuliers estiment leur facture mensuelle à 91 F en moyenne, soit plus que la réalité (France Télécom estime la facture du minitel à 60 F par mois chez un particulier et à 150 F par mois en entreprise).

Cette question du prix pourrait d'ailleurs bientôt rebondir : même si aucune date n'est fixée, il n'y a aucune décision annoncée, le principe d'un abonnement mensuel de l'ordre de 10 F par mois est à l'étude chez France Télécom. Cette mesure aurait l'avantage pour l'administration, qui a déjà investi 5 milliards de francs dans la télématique, d'aider à financer l'équipement de nouveaux foyers jusqu'à l'objectif de 30 % des abonnés au téléphone. En revanche, la perspective de cet abonnement inquiète les fournisseurs de services. Ils craignent que, loin d'inciter à une meilleure utilisation, elle ne donne corps et âme à la télématique grand public avant que le marché ait atteint une taille critique.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

GALERIE LACOURIÈRE-FRÉLAUT
23, rue Saint-Croix-de-la Bretonnerie, 75004 Paris - Tél. (1) 42 74 02 30
ZAO - WOU - KI
gravures et laits
Jusqu'au 30 Avril

Le Carnet du Monde

Naissances

— Michèle et François ANDRIVON sont heureux d'annoncer la naissance de

Jean-Alain,

le 15 avril 1988.

75, boulevard de Charonne, 75011 Paris.

— Géraldine

a la joie de faire part de la naissance de sa sœur,

Lactitia,

le dimanche 3 avril 1988,

chez Claire et Stéphane SORLAT.

7, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.

Décès

— Nous apprenons le décès de

M. Michel BARBIER,

résistant et préfet.

Michel Barbier, président du Comité national d'entraide franco-vietnamien, combattant et député depuis 1975, vient de mourir à l'âge de soixante-sept ans.

Médecin dès l'âge de dix-neuf ans, il était entré dans les Forces françaises libres en juin 1940. Il était le fils d'Yves Barbier, qui fut abattu par la Gestapo en 1944 près de Dijon. Prédécesseur de son père en 1965, puis de l'Académie en 1972, il était devenu directeur des Journaux officiels de 1977 à 1983.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Jersey (France-Suisse).

— Blanche Belsaich,

Claude Barouch,

Francine, Brigitte, Dominik et

Philippe,

ont la douleur de faire part du décès de

Marcel BAROUCH,

le 19 avril 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 21 avril, à 14 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

— M. et M^{me} Jacques Bonnavarot,

M. et M^{me} Pierre Bonnavarot,

M^{me} Yvonne Bonnavarot,

seuls enfants,

François, Philippe, Alain, Christian,

Mario-Hélène, Martine et Valérie,

ses petits-enfants,

Sophie,

son arrière-petite-fille,

les familles Egasse, Turterot et

Perrier,

ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Antoinette CHABERT,

survenue à Neuilly-sur-Seine, le 18 avril 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 avril 1988, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, boulevard de Verdun,

92400 Courbevoie.

— M^{me} Germaine Champel,

Ses enfants,

Petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri CHAMPEL,

ancien adjoint administratif

de la ville de Val-de-Seine,

médaille de la Suprême Headquarters

allied expeditionary Force,

médaille de la Résistance française,

président d'honneur du groupement

national des exploitants d'eaux

de sources et eaux minérales de France,

survenue en son domicile le mardi 19 avril 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Val-de-Seine, le vendredi 22 avril, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Jean-Claude, Jeanne et Yvette

Lajeunesse,

Ses enfants,

Hervé,

son petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri SOULÉ,

survenue le lundi 18 avril 1988, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi

20 avril, à Souillac.

Lamothe-Timbergues,

46300 Souillac.

— M^{me} Robert Toupet,

M. et M^{me} Alain Jean-Louis

et leur fils Philippe,

M. et M^{me} Pierre Pascal

et leur fils Thomas,

M. et M^{me} Lamar Cashion,

Les familles Grandry, Lhermitte,

Colling et De Penfentenyo de Kervé-

guil,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert TOUPET,

croix de guerre 1939-1945,

survenue le 5 avril 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité familiale à Neufmanil

(Ardennes).

— Bernard Mouzet, Jean-Pierre Mouzet, dit Fontaine, ont la douleur de faire part du décès de leur père

Pierre MOUZET, ancien élève de l'Ecole centrale, ancien fondé de pouvoirs de Général-France,

survenue à son domicile du Val-Saint-Germain (Essonne), le 7 avril 1988, dans sa soixante-dixième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Champigny (Seine-et-Marne), le samedi 23 avril, à 10 h 45.

Bernard Mouzet, 241, rue Vervin, Le Plessis-Brion, 93150 Thoury. Jean-Pierre Mouzet-Fontaine, 8, avenue Sainte-Foy, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Nous avons appris la mort de

M. André RIVIÈRE,

professeur honoraire des Universités

(université Paris-Sud Orsay).

survenue le 17 avril 1988, à l'âge de

quatre-vingt-trois ans.

[Né le 4 octobre 1904 à Paris (Loire-Atlantique), André Rivière, admis à l'Ecole polytechnique, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, était agrégé des sciences naturelles et docteur en sciences. Il fut professeur à l'université de Téhéran de 1929 à 1935, où il prit le titre de docteur en géologie. Nommé professeur de la chaire de géologie, de l'enseignement de la géologie, de la tectonique de la terre à l'université de Paris-Sud Orsay, où il sera le premier titulaire de la chaire de géologie. André Rivière est un des créateurs de l'Ecole française de géologie et fut dans ce domaine un des premiers spécialistes de la géomorphologie, de l'évolution minéralogique des roches et des phénomènes actuels (sédimentologie littorale). Pendant l'Occupation, il fut agent de renseignements du réseau Villes-Thermopyles.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André ROUSSELLE,

professeur agrégé honoraire

de l'Université,

lieutenant-colonel honoraire,

officier de l'ordre national du Mérite,

officier

de l'ordre des Palmes académiques,

chevalier de l'ordre équestre

de Saint-Sépulchre de Jérusalem,

muni des sacrements de l'Eglise, rappelé

à Dieu le 19 avril 1988, dans sa

soixante-quatrième année.

De profundis.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 21 avril, à 10 h 30, en la cathé-

drale Notre-Dame, place du Parvis-

Notre-Dame, Paris-6, où l'on se réunira,

suivie de l'inhumation au cimetière de

Montrouge (porte d'Orléans).

8, rue Polveux,

75013 Paris.

— Dorothea,

M. et M^{me} Jean-Luc Poivre,

Asicor,

son fils,

Et Katherine Wong,

Laley, Claire, Ninette, Lolo, Amette,

ses frères et sœurs,

Et les familles,

Gabus,

Nivols, Lafarria,

Favory,

Quinet, Simon,

Bostie, Pontalis, Damamme,

Herrschmidt, Duporcq,

Samson, Pagé, Allègre,

Congy,

Sels,

Et Taillandier,

ont la douleur de faire part du décès de

Françoise SELZ, née Boet,

veuve de Guy Selz,

survenue le 8 avril 1988, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11 bis, rue Géricault,

75016 Paris.

— M^{me} Henriette Soulié,

son petit-fils,

Pierre et Dolly Soulié,

Mario-Hélène Soulié,

Martine Soulié,

Ses enfants,

Maximilien Moslin,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Henri SOULÉ,

survenue le lundi 18 avril 1988, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi

20 avril, à Souillac.

Lamothe-Timbergues,

46300 Souillac.

— M^{me} Robert Toupet,

M. et M^{me} Alain Jean-Louis

et leur fils Philippe,

M. et M^{me} Pierre Pascal

et leur fils Thomas,

M. et M^{me} Lamar Cashion,

Les familles Grandry, Lhermitte,

Colling et De Penfentenyo de Kervé-

guil,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert TOUPET,

croix de guerre 1939-1945,

survenue le 5 avril 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité familiale à Neufmanil

(Ardennes).

— M^{me} Georges Bellet, sa mère, M. Jean-Loup Tournier, son époux, Gilles, Nathalie et Eric, ses enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel en montagne de

M^{me} Mariel TOURNIER, née Dupuis,

survenue le 16 avril 1988, à Val-d'Isère.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à Migné (Isère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Tous ceux qui l'aimaient se joindront

à elle lors d'un prochain concert.

Société

Les « pétroleuses » de M. Robert Pandraud

M. Charles Pasqua avait usé des recettes « machistes » les plus classiques pour les séduire : « Les jolies femmes sont dans les partis qui gagnent », leur avait-il lancé, le 6 mars. Les compliments de M. Robert Pandraud sont moins sucrés : « Un public féminin, c'est difficile. Vous faites les questions et les réponses. » En compagnie de son épouse, la ministre déléguée chargée de la sécurité planche, mardi 19 avril, devant les représentants de six associations féminines, soutiens « du gouvernement de Jacques Chirac pour assurer la génération libre » (1).

Exercice délicat pour l'ancien haut fonctionnaire plus porté à garder la bouquie, à visser les boulons, bref à jouer les soubres, pendant que « son » ministre bat les estrades. M. Pandraud ne force pas sa nature. Il se contente de dire ce qu'il pense, sans recherche démagogique. Quitte à laisser sur sa face un public, quelques centaines de femmes conviées à ce petit déjeuner militant dans un vaste salon de l'hôtel Nikko.

Suggestions

Une assemblée de « pétroleuses » version rive droite, où l'on ne mâche pas ses mots. Ancien médecin-inspecteur des prisons, M^{me} Solange Troisier avait ouvert le feu. « Mon cher Robert, je vous dois un peu la vie. Quand j'étais menacée de mort, vos flics étaient à mes côtés. N'oubliez pas les veuves de flics ! » Hommage à l'ami Albin Chalandon, qui a fait une espèce de retour à la Cour de sûreté de l'Etat ; coupé sur « la cure d'amaigrissement de Nathalie Ménigon » — « Quand on mange pas, on maigrit, c'est normal ; leçon de choses sur le respect des droits de l'homme » — « C'est refuser le droit au suicide en prison. » La réponse ministérielle n'est pas vraiment à l'unisson : « Notre système pénal est totalement inadapté, vieux, suranné, vétuste, indigne d'un homme quel qu'il soit, et en même temps tout à fait laxiste. »

Les intervenantes suivantes, pêle-mêle, suggèrent des cours de formation civique dans les écoles de journalisme, proposent d'imposer le silence à la presse

dans les affaires de terrorisme et d'otages, s'inquiètent de la qualité de l'accueil réservé aux femmes dans les commissariats, demandant que les viols soient jugés à huis clos, avec un quota de 50 % de femmes parmi les jurés, les magistrats et les avocats, violent dans les publicités « roses » du métro un appel permanent au viol. M. Pandraud continue son chemin : « Une rectification : ni Pasqua, ni Chalandon, ni moi-même n'avons arrêté un seul malfaiteur. Le mérite revient aux policiers et gendarmes ; » « Je vais vous apprendre : la presse fait souvent ce qu'elle doit faire. Elle a pris conscience de ses responsabilités. »

La salle se fait impatiente. M^{me} Khali, pour l'Union des femmes françaises musulmanes, après avoir remercié M. Pasqua pour ce qu'il fait pour notre communauté, se lance dans une philippique : « Quand un enfant a de mauvaises fréquentations, dans nos familles, le père donne une correction. L'assistante sociale fait un rapport, et les enfants vont à la DDASS. Ces assistantes, elles viennent, avec des idées toutes faites, déstabiliser les familles musulmanes, l'autorité parentale. »

Sur la gauche de la tribune, on s'impatiente. Magistrate à Paris, M^{me} Elise Annichiarico parvient à saisir un micro. Elle parle de la petite délinquance des « milieux étrangers », l'explique par le manque d'intégration, ne veut pas que « la lutte contre le racisme soit le monopole de la gauche », demande à M. Pandraud ce qu'il fait pour « intégrer les étrangers qui travaillent, vivent normalement en France, avec leurs droits ». L'assistante trémit, rougit, exclamations. Réplique sévère de la magistrate : « Je constate avec tristesse qu'il existe dans cette salle beaucoup de racisme. » La question suivante est applaudie : « Quel est votre sentiment sur le rétablissement de la peine de mort ? »

EDWY PLÉNEL.

(1) Femme avenir. Conseil national des femmes françaises. Femmes responsables. Présence et promotion de la femme française. Union européenne féminine. Union des femmes françaises musulmanes.

Dans une lettre aux candidats à l'élection présidentielle

Des avocats bayonnais demandent l'abrogation de la procédure d'urgence absolue

BAYONNE
de notre correspondant

Vingt-cinq avocats, soit le tiers du barreau de Bayonne, parmi lesquels le bâtonnier en exercice, M^{me} Alain Larigue, ainsi que plusieurs de ses prédécesseurs, viennent d'adresser aux candidats à l'élection présidentielle une lettre dans laquelle ils réclament l'abrogation de la loi du 9 septembre 1985 instituant la procédure d'urgence absolue pour l'expulsion d'étrangers. Ils demandent le retour à la procédure de droit commun prévue dans les textes de 1945 instituant une commission départementale de magistrats pour contrôler le bien-fondé de ces mesures administratives.

Depuis le mois de juillet 1986, près de cent quatre-vingts Basques espagnols réfugiés en France ont été remis à la police espagnole suivant cette procédure que les avocats bayonnais qualifient d'« expéditive ».

D'autre part, les signataires demandent que soit autorisé le retour sur le sol français des expulsés remis en liberté par la justice espagnole, soit plus de la moitié

de ceux qui avaient été déclarés indésirables en France.

Bien qu'accusés dans l'arrêt d'expulsion d'être « des militants actifs d'un groupe armé d'actions violentes ayant commis et susceptibles de commettre à nouveau des attentats », aucun des intéressés n'a été trouvé porteur d'armes ou de documents en apportant la preuve. « Si le droit commun avait été appliqué, déclarent les avocats, la Commission départementale d'expulsion aurait sans aucun doute fait obstacle à la décision de l'administration. » Une opinion corroborée, soulignent les avocats, par une lettre du Conseil d'Etat du 13 janvier 1988 rappelant l'obligation pour le ministre de l'Intérieur d'« invoker des motifs suffisants pour écarter la procédure d'urgence absolue, de telle sorte que l'expulsion d'étrangers ne devienne pas une mesure de haute police laissant une marge importante de pouvoir discrétionnaire à l'administration ».

Les avocats de Bayonne se sont engagés à publier les réponses des candidats à l'Elysée.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

A Digne

Un jeune Algérien frappé par un arrêté d'expulsion

DIGNE
de notre correspondant

Alors que la campagne se déroulait jusqu'à présent dans une indifférence quasi générale, l'annonce, le vendredi 15 avril qu'un jeune Algérien, Djellal Khimissi, vingt-quatre ans, venait de se voir notifier un arrêté d'expulsion signé par le ministre de l'Intérieur, a mobilisé les partis de gauche. En particulier le Parti communiste, qui a pris fait et cause pour le jeune Maghrébin et dénonce cet arrêté comme étant « un appel direct à l'électorat de Jean-Marie Le Pen ».

Ce jeune Algérien a été condamné pour de nombreux délits de vol. Son dossier est passé devant une commission qui a émis un avis d'expulsion, et l'arrêté a été pris par le ministre de l'Intérieur. De plus, ce jeune homme s'est soustrait à plusieurs reprises aux services de police, qui ne l'ont retrouvé que jeudi. Il a été depuis placé en rétention administrative à Marseille dans l'attente de son transfert dans son pays d'origine, s'est-on contenté de

déclarer du côté de la préfecture en réponse à l'indignation des militants communistes.

De fait, Djellal Khimissi a été condamné plusieurs fois à des peines légères totalisant une année d'emprisonnement. Mais parmi les proches de ce garçon, arrivé en France alors qu'il n'avait que quelques mois, et qui vivait donc à Digne depuis vingt quatre ans, on s'étonne de la rapidité et de la rigueur de la décision.

« Djellal suivait un stage de réinsertion sociale à Sisteron. Il recevait sa paye à son domicile et, pas plus tard qu'il y a dix jours, il s'est rendu à la préfecture pour retirer son permis de conduire. On ne peut donc pas dire qu'il s'est soustrait à la justice ou à la police », commentent ses amis. Quant à la famille du jeune expulsé, elle a pris contact avec le consulat d'Algérie à Marseille car elle croit savoir que l'arrêté d'expulsion n'a pas été notifié au consul vingt et un jours avant la date de l'expulsion comme le prévoit les textes.

FRANÇOIS DE BOUCHONY.

Aux assises des Yvelines

Un amour assassiné

VERSAILLES
de notre correspondant

Le jeudi 24 octobre 1985, dans la salle des pas-perdus du palais de justice de Versailles, Hubert Martin tuait sa femme. La scène se déroula aux premières heures de la matinée, à quelques mètres seulement du bureau des conciliations devant lequel devaient se présenter les deux époux. Cette ultime étape d'une banale procédure de divorce n'eut jamais lieu. Hubert Martin, cinquante ans, dont le procès pour assassinat s'est déroulé les lundi 18 et mardi 19 avril devant le jury d'assises des Yvelines, suppliait une dernière fois son épouse Rosanna de reprendre la vie commune. Au moment où les quelques rares témoins intervenaient pour « raisonner » courtoisement le désespéré, il était déjà trop tard : M^{me} Martin mourait, atteinte de trois coups de couteau, sous les yeux de son plus jeune fils, Frédéric, âgé de seize ans.

Le procès de cet homme inculpé de meurtre avec préméditation n'eut pourtant plus rien à voir avec l'histoire d'Hubert Martin, dont on ne saura sans doute jamais s'il a agi par amour ou par amour-propre. Car ce fut bien au début une histoire d'amour qui commença, le 14 septembre 1984 à Casablanca, jour où Hubert Martin, qui était jusqu'alors l'ami de la propre mère de sa future victime, épousa Rosanna déjà enceinte de trois mois... Bref, un couple déjà

défait avant que d'être né. La victime, une femme « agaçante, devenue successivement coquette, légère puis volage », selon quelques témoins de mariage, a peut-être armé le bras de son mari qui n'en était certes pas à ses premières menaces paroles ou écrites, moins encore à ses premières violences.

Tout cela, Rosanna le savait et le redoutait. Plus que tout, elle appréhendait cet ultime face-à-face pour lequel son avocat avait obtenu un renforcement du service d'ordre qui ne fut pas concrétisé. Le jour de la procédure, elle aurait confié à M. Jean-Claude Maché, l'un de ses amis venus la déposer au palais de justice : « Je te remercie de m'avoir amenée à l'autorité. »

Pour l'avocat général, Alfred Sarail, qui avait requis quinze années de réclusion criminelle, lui reconnaissant les circonstances atténuantes de l'orgueil et de la jalousie, le crime d'Hubert Martin, qui a « utilisé la justice pour mettre sur pied un stratagème, un véritable piège judiciaire, fut un sacrifice barbare, une véritable mise à mort ».

Un des avocats de la défense, M^{me} Gérard Serfaty, n'avait pas hésité pour sa part à demander l'acquiescement d'Hubert Martin « au bénéfice de l'amour ».

Après une heure quarante de délibération, le jury a condamné, mardi soir 18 avril, Hubert Martin à cinq années de réclusion criminelle.

THÉRIEY LE LOUET.

Les « meneurs » de la mutinerie d'Ensisheim seront jugés rapidement

Les sept détenus de la centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin), considérés comme les meneurs de la mutinerie des 16 et 17 avril ont été reconduits dans la prison. Selon le procureur général près la cour d'appel de Colmar, M. Jean Vagne, « l'enquête de gendarmerie se poursuit, selon les règles du délit flagrant. Elle devra permettre dans des délais très brefs de faire citer les responsables des séquestrations, violences et déviances ».

Dans la prison, les travaux continuent, mais les conditions de détention (trois prisonniers par cellule, installations sanitaires insupportables, pas d'eau) restent très difficiles. Le syndicat national FO des personnels pénitentiaires de direction, qui avait estimé que cette mutinerie avait démontré « la faillite du système actuel caractérisé par une politique criminelle incohérente, laxiste » et réclame que l'on confie « la charge totale de l'administration pénitentiaire aux fonctionnaires qui la servent », a déclenché une vive polémique. Ainsi l'Union syndicale des magistrats dénonce « la diatribe stérile menée au gré des événements et des opportunités politiques ».

Pour elle, « s'agissait de l'administration pénitentiaire actuellement dirigée par un préfet, la répartition des compétences entre les personnels

pénitentiaires de direction chargés des missions de garde et de réinsertion des détenus et l'autorité judiciaire chargée de prendre des décisions, notamment en matière de libération conditionnelle, est inadéquates ».

De son côté, M. Jean-Marie Bockel, député PS du Haut-Rhin, a jugé « inqualifiables » les propos de garde des sceaux, qui avait affirmé que les détenus s'étaient « révoltés dans l'espérance d'une politique pénitentiaire plus libérale le 16 mai (Le Monde du 20 avril) ». M. Chalandon, s'il dénonce « l'incertitude, l'incohérence, l'insolence et le mépris », une nouvelle fois, la mairie d'Ensisheim demande que la centrale soit transférée à l'extérieur de la ville.

« L'attentat de 1986 contre Interpol : inculpation de Jean-Marie Rouiller. — Chef historique du mouvement terroriste Action directe, Jean-Marie Rouiller a été inculpé, lundi 18 avril, de « complicité de tentative d'homicide volontaire et de destruction de biens mobiliers et immobiliers par l'effet d'une substance explosive », par M. Jean-Louis Bruguière, premier juge d'instruction à Paris, chargé du dossier concernant un attentat commis le 16 mai 1986 contre le siège d'Interpol, à Saint-Cloud (Haut-de-Seine).

REPÈRES

CAPES

Copies volées en lettres modernes

Les 455 candidats à la session 1988 du CAPES externe de lettres modernes devront recommencer, le mercredi 19 mai, l'épreuve de composition française qu'ils avaient subie le mercredi 16 mars. Celle-ci a en effet été annulée, après le vol d'une liasse de copies au domicile d'un correcteur dans des conditions surprenantes.

Après chaque épreuve, les copies du CAPES sont centralisées dans des locaux parisiens du ministère de l'Éducation nationale où elles sont « anonymées », c'est-à-dire que l'on retire le coin où chaque candidat a inscrit son nom. Elles sont ensuite expédiées par envoi recommandé aux correcteurs.

Mais l'un des paquets, il semble-t-il, est dérobé chez un gardien d'immeuble, en même temps qu'un autre colis provenant d'une maison de vente par correspondance. Le vol a eu lieu après le découpage du contenu du « cahier » de l'Éducation nationale et s'en débarrasser au plus vite, sans se douter que son geste aurait des conséquences fort dévastatrices pour 455 personnes.

Radioactivité

Une réserve scientifique autour de Tchernobyl

La zone de 20 kilomètres de diamètre située autour de la centrale soviétique de Tchernobyl (Ukraine) va être prochainement transformée en réserve scientifique pour permettre l'étude à long terme des effets des radiations sur la végétation et la faune qui y sont pré-

sentes. Selon M. Boris Prister, de l'Académie des sciences agricoles de l'Union soviétique, le programme de recherche portera essentiellement sur les conséquences de la contamination radioactive sur le système génétique des êtres vivants, dans lequel des mutations peuvent apparaître à partir de la sixième ou septième génération. — (AFP).

Religions

Mgr Pierre Joatton évêque de Saint-Etienne

Jean-Paul II a nommé, le mercredi 20 avril, le Père Pierre Joatton évêque de Saint-Etienne. Le siège était vacant depuis la démission de Mgr Paul Roussel, le 28 septembre 1987. Le Père Joatton était le plus proche collaborateur du cardinal Decourtray, archevêque de Lyon.

Né le 20 juillet 1930 à Lyon, Pierre Joatton a obtenu sa licence de théologie aux facultés catholiques de Lyon, où son père avait été professeur de droit. Après avoir rencontré Mgr Alfred Ansel, il entre au Frère, un institut de prêtres séculiers converti à l'apostolat des milieux populaires. Il est ordonné en 1957. Après avoir été professeur au séminaire du Prado à Limoges (Rhône), il est chargé en 1964 du noviciat et de la formation des Frères de l'Institut. En 1970, il est nommé curé de la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption à Lyon. Il a été vicaire de l'Action catholique ouvrière et de celle des milieux indépendants. Le cardinal Renard, archevêque de Lyon, le choisit en 1979 comme secrétaire particulier et vicaire épiscopal du diocèse. En 1985, Mgr Decourtray le garde dans ses fonctions. Devenu vicaire général, il sera chargé, en 1986, de l'organisation de la visite à Lyon de Jean-Paul II.

Préparer
votre
retraite...

C'est sensé.

Vous donner
les moyens de la
vivre à 100 %...

C'est avoir le sens
des réalités :
c'est notre 6^e sens.

CONSEIL "PLACEMENTS RETRAITE"

La retraite, vous y pensez et vous êtes probablement convaincu qu'un complément de revenus vous sera bien utile... C'est dès aujourd'hui que vous devez le préparer. Savoir en fonction de votre situation personnelle, familiale, professionnelle, financière... quels placements sont les plus efficaces pour garantir demain votre niveau de revenus. Savoir quelle formule protégera au mieux votre avenir et celui des vôtres. Trouver celle qui, en plus, vous permette de bénéficier dès maintenant d'avantages fiscaux. Au Crédit Agricole, notre métier est celui de l'argent. Nous mettons notre savoir-faire financier à votre service pour construire avec vous le plan retraite idéal qui peut rendre votre avenir confortable.

Votre retraite... C'est le moment d'en parler avec votre Conseiller du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

Société

Selon une étude de chercheurs lyonnais

Certaines cellules de la peau et des muqueuses peuvent contenir le virus du SIDA

Certaines cellules de la peau et des muqueuses (cellules de Langerhans) peuvent être infectées par le virus du SIDA et pourraient jouer un rôle dans le développement de la maladie. Telles sont les principales conclusions d'une série de tout récents travaux de recherche qui seront présentés à Lyon au cours d'un colloque international organisé les 21 et 22 avril par l'Unité 209 de l'INSERM dirigée par le professeur Jean Thivolet et M. Daniel Schmitt.

LYON
de notre envoyé spécial

Les résultats présentés au colloque de Lyon marquent l'entrée de la dermatologie dans la recherche médicale et scientifique sur le SIDA, en même temps qu'ils témoignent de l'intérêt que représente la peau et les cellules *in vitro* des cellules cutanées pour l'étude des maladies liées à des déséquilibres du système immunitaire. Les cellules de Langerhans doivent leur nom au médecin autrichien qui, le premier, les a identifiées au XIX^e siècle.

Ces cellules sont fabriquées au niveau de la moelle osseuse avant de gagner le sang puis la peau. Elles ont une forme étoilée très particulière et une durée de vie d'un an environ. Elles représentent 2 % des cellules de l'épiderme (soit environ 1,2 milliard de cellules dans un organisme humain) et sont, d'autre part, présentes dans les muqueuses (lèvres, gencives, régions génitales et anales), ainsi qu'au niveau des bronches et de la corée. La compréhension de leur fonction dans l'organisme humain est toute récente. Tout se passe schématiquement comme si ces cellules constituaient un réseau immunitaire sur la surface cutanée des muqueuses (notamment, chez l'homme, environ 2 millions de cellules) capable d'interférer sur les « agressions » d'ordre chimique ou infectieux. C'est ainsi que ces cellules ont la faculté de capter les molécules étrangères à l'organisme et de déclencher la cascade des réactions immunitaires de défense en alertant d'autres cellules spécialisées (certaines catégories de lymphocytes) dans la défense contre les agressions.

Les dernières recherches médicales sur les cellules de Langerhans sont étroitement liées aux recherches sur le SIDA. On savait depuis quelque temps qu'il existait, à la surface de ces cellules, une molécule (le récepteur CD 4) capable de manière spécifique d'accueillir le virus du SIDA, par l'intermédiaire d'une molécule présente sur ce virus (glycoprotéine 120). Ces deux molécules ont en effet une configuration complémentaire.

Cellules

« bourgeoises »

En 1984, une équipe américaine démontrait que le nombre de cellules de Langerhans diminuait considérablement dans la peau des malades atteints du SIDA. L'an dernier, grâce à des photographies prises au microscope électronique et effectuées sur des prélèvements de peau de personnes séropositives, une équipe groupant des scientifiques autrichiens et américains démon-

trait que les cellules de Langerhans étaient le siège de « bourgeoises » et capables de synthétiser le virus du SIDA que l'on pouvait retrouver ensuite dans l'épiderme, entre les cellules. La confirmation que ces cellules étaient bel et bien infectées par le virus du SIDA a pu être obtenue il y a quelques semaines grâce à une technique mise au point à Lyon par l'équipe de M. Daniel Schmitt.

Le travail tout à fait original des chercheurs lyonnais sur des malades atteints de SIDA et pré-SIDA ainsi que sur des personnes indemnes de toute pathologie a permis de conclure que le nombre de récepteurs du virus du SIDA sur les cellules de Langerhans variait de manière importante en fonction du stade de la maladie.

D'autres travaux démontrent par ailleurs la possibilité d'infecter *in vitro* des cellules de Langerhans normales par le virus du SIDA. Enfin, un travail des chercheurs de l'université de Vienne (Autriche) et de l'Institut américain du cancer qui

sera présenté à la fin du mois à Washington au congrès de la Society of investigative dermatology démontre que les cellules de Langerhans infectées par le virus du SIDA peuvent à leur tour infecter *in vitro* d'autres cellules sanguines humaines (monocytes).

En d'autres termes, les cellules de Langerhans apparaissent aujourd'hui à la fois comme la cible et le réservoir cutané du virus du SIDA. L'ensemble de ces résultats offre de nouvelles perspectives dans la compréhension des circuits cellulaires de l'infection de l'organisme humain par le virus du SIDA. Compte tenu de ce que l'on sait sur les modes de contamination sexuelle de cette maladie et sur la physiologie des cellules de Langerhans, et de leur présence dans les muqueuses génitales, on peut en effet raisonnablement penser que ces cellules jouent un rôle-clé dans la diffusion du virus, mais aussi peut-être dans l'auto-infection des personnes contaminées.

JEAN-YVES NAU

RELIGIONS

Remplacé par Mgr Henri Teissier

Le cardinal Duval quitte l'archevêché d'Alger

Le pape a officiellement accepté la démission pour raison d'âge — présentée à plusieurs reprises — du cardinal Léon-Etienne Duval, archevêque d'Alger, quatre-vingt-quatre ans. Celui-ci sera remplacé, à partir du 29 avril, par Mgr Henri Teissier, qui était déjà, depuis 1981, son coadjuteur.

Le cardinal Léon-Etienne Duval qui, en février 1965, avait obtenu la nationalité algérienne sans perdre sa qualité de Français est une personnalité incontestable. Né le 9 novembre à Chaux (Haute-Savoie), il a gardé une foi rigoureuse et plutôt traditionnelle, un attachement à une liturgie classique, aux dogmes, à la discipline ecclésiastique et doctrinale. En revanche, il a toujours fait preuve d'ouverture et de courage sur toutes les questions de justice internationale, de développement, de tiers-monde, de libération des peuples colonisés.

Evêque de Constantine en 1947, Mgr Duval devient archevêque d'Alger en 1954 au début du soulèvement. Pendant toute la durée de la guerre, et surtout après le putsch d'avril 1961, il est l'inséparable adversaire de la violence, des enlèvements, de la torture, de la répression. N'hésitant pas à prendre ses fidèles et son clergé à rebrousse-poil, il se prononce contre l'OAS, organisation terroriste luttant pour l'Algérie française.

Par décision, des pieds-noirs — qu'il défendait pourtant auprès des autorités algériennes au moment de l'indépendance en 1963 — l'appellent « Monsieur Des Drapeaux ». Il aura maille à partir avec eux lors de déplacements dans le Midi de la France. A la fin de la guerre d'Algérie, il est nommé cardinal par Paul VI qui manifeste ainsi le soutien de Rome à son action. Symboliquement, pendant le concile (1962-1965), il avait siégé sur les bancs des évêques africains.

Mgr Duval intervient auprès du régime de Téhéran, où il se rend à Noël 1979, pour tenter de libérer les otages américains. De même plaide-t-il en faveur de la cause palestinienne. Avec les cinq autres évêques d'Algérie, il a encore déclaré, le 25 mars dernier, qu'« aucune solution juste et durable n'est possible si l'on ne reconnaît pas d'abord la légitimité du soulèvement de la population des territoires occupés par la force ».

Le cardinal Duval a toujours gardé des relations de confiance et

d'amitié avec les dirigeants algériens, auprès desquels il a régulièrement défendu la cause des chrétiens d'Algérie, contre la pression des extrémistes musulmans. Il reste 50 000 catholiques en Algérie contre 900 000 en 1962. Ils sont répartis en quatre diocèses : Alger, Oran, Constantine et Laghouat.

Né le 21 février 1929 à Lyon, Mgr Teissier est un excellent arabisant et un spécialiste de l'islam. Il était évêque d'Oran en 1972, avant d'être nommé coadjuteur à Alger en décembre 1980.

H. T.

Pour les cérémonies du Millénaire

Les Soviétiques sont prêts à accueillir le cardinal Casaroli à Moscou

Les négociations continuent entre le Kremlin, le patriarche orthodoxe de Moscou et le Vatican pour savoir à quel niveau sera représenté le Saint-Siège lors des célébrations du Millénaire du christianisme, qui vont commencer le 5 juin prochain en Russie, en Biélorussie et en Ukraine. Si la présence du pape est exclue, le Kremlin s'efforce d'obtenir celle du cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican qui, sous Paul VI déjà avait été le principal inspirateur de la politique de rapprochement avec les pays de l'Est (soviétique).

« Nous serions heureux de l'accueillir », a indiqué M. Konstantin Kharchev, président du conseil soviétique pour les affaires religieuses, dans une interview accordée le mardi 19 avril au quotidien romain *l'Espresso*. M. Kharchev a indiqué que le cardinal Casaroli avait reçu une invitation du patriarche de Moscou.

Le ton relativement modéré des deux récentes lettres de Jean-Paul II à l'occasion du Millénaire de la conversion au christianisme de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine (le Monde des 25 mars et 20 avril) démontre le souci du

Saint-Siège de ne pas compromettre les relations avec l'Union soviétique pour l'unité des chrétiens, le Pape Dupré était, le dimanche 17 avril, en visite au patriarcat de Moscou. Le lundi 18, s'adressant à sept évêques lituaniens en visite à Rome, le pape a même déclaré qu'« un vent de renouveau semble souffler sur la société soviétique, suscitée chez des millions d'hommes et de femmes une attente très vive ».

La présence du cardinal Wilibrand, président du secrétariat romain pour l'unité des chrétiens, est acquise, le cardinal Casaroli, lui aussi, dans la capitale soviétique ? On attend la réponse du Vatican. La lettre du pape aux catholiques ukrainiens montre que le Saint-Siège entend rester ferme sur le principe de la liberté des chrétiens en Union soviétique. Mgr Philibert, métropolitain de Kiev, ne s'y est pas trompé. Interrogé par le quotidien milanais *l'Avvenire*, il a déclaré, le mardi 19 avril qu'« il faut sérieusement aborder ce problème de l'Ukraine, en renouant une fois pour toutes au principe de l'unité ».

L'élection présidentielle et la solidarité internationale

Soixante-dix organisations invitent les candidats à ne pas oublier le tiers-monde

« Le tiers-monde ne doit pas être un malade que l'on se contente de mettre sous perfusion alors qu'il continue à se vider de ses forces », affirme M. Alain Pecqueur, le président de l'Intercollectif (1), un comité de liaison qui regroupe plus de soixante-dix organisations non gouvernementales (ONG), dont le Comité français contre la faim (CFCF), le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCCF), la Croix-Rouge française, le Secours catholique... Profitant de la période électorale, l'Intercollectif attire l'attention des candidats sur la situation dramatique du tiers-monde et formule un certain nombre de souhaits, notamment la concrétisation d'une promesse faite en 1964 d'allouer progressivement l'équivalent de 0,7 % du produit national brut français au développement des pays défavorisés. La France a certes fait des progrès depuis cette date mais son enveloppe n'atteint toujours que 0,54 % du PNB (2).

Tout en soulignant la nécessité d'augmenter la contribution française, l'Intercollectif réclame une nouvelle approche de l'aide. « Proposer une assistance de souche régulière à l'Afrique ne sert à rien si on ne s'efforce pas en même temps de créer des emplois et si on ne lui permet pas de développer ses propres forces », explique M. Pecqueur. Inonder les pays africains de grains et de denrées alimentaires entraîne, en effet, à moyen terme, un découragement de la part des agriculteurs, qui ne trouvent plus à écouler leur propre production.

Pour éviter cet effet pervers, les organisations non gouvernementales de l'Intercollectif préconisent d'acheter localement, lorsque c'est possible, au moins 10 % de l'aide alimentaire, et cela « à des prix intéressants pour les vendeurs ». Elles demandent une réévaluation à la hausse des prix plafond et plancher des denrées vendues à l'Europe lors de la prochaine négociation des accords de Lomé.

En ce qui concerne l'aide du gouvernement attribuée aux ONG, l'Intercollectif souhaiterait une autre ventilation. « Il faudrait expliquer M. Pecqueur, accorder plus d'importance aux petits projets, peut-être moins ambitieux, mais

réalistes, et, ne pas systématiquement appliquer les critères de rentabilité, ce qui aboutit inévitablement à négliger le secteur social. »

Enfin, l'Intercollectif souhaite que la France « annule la dette des pays les plus pauvres et la convertisse en moyens de développement ». C'est-à-dire « que l'on demande aux pays endettés d'investir progressivement dans des projets de développement l'argent qu'ils étaient censés rembourser ».

Ch. R.

« Allumons » l'espoir contre la grande pauvreté

Survie 88, ATD-Quart Monde, le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) et plusieurs autres associations organisent, vendredi 22 avril, à partir de 20 heures, des manifestations dans près de deux cents villes de France, au cours desquelles seront allumées des millions de lanternes. L'opération appelée « Allumons l'espoir » est destinée à appuyer le vote de lois « contre la grande pauvreté » et « pour la survie et le développement » en faveur du tiers-monde. Le rendez-vous parisien a été fixé place de la Bastille.

Renseignements : coordination Survie 88, 25, rue Joazeux, 75014 Paris. Tél. : 45-39-88-62.

(1) L'Intercollectif regroupe six collectifs qui eux-mêmes rassemblent en tout soixante-dix organisations : le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) ; le CLONG Volontariat (Comité de liaison des ONG de volontariat) ; le CFCF ; le CNDJ (Commission nationale de la jeunesse pour le développement) ; le CNAJEP (Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire) ; le GNC (Groupement national de la coopération).

(2) Enquête de la commission coopération-développement publiée dans l'ouvrage *Argent, associations, tiers-monde* publié par La Documentation française (prix : 80 F).

FAITS DIVERS

Des policiers agressés par des militants du Front national

Selon le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT, membre de la FASP), M. Eugène Asencio, son secrétaire général, et trois de ses responsables ont été agressés, lundi soir 18 avril, au Havre (Seine-Maritime), par des collègues d'affiches du Front national. Se trouvant au Havre à l'occasion du congrès extraordinaire du SNPT, qui se tient à huis clos, M. Asencio et ses collègues sortaient, lundi pen avant minuit, d'un restaurant du centre-ville, quand ils furent interpellés par une dizaine de militants du Front national qui leur ont reproché d'avoir arraché une affiche qu'ils venaient de coller.

Une vive discussion s'ensuivit, durant laquelle M. Asencio assure avoir reçu un coup de poing à la face, tandis que les trois autres congressistes recevaient également des coups. L'un d'entre eux aurait un doigt cassé, les deux autres étant blessés à la mâchoire et aux jambes. Pendant que ces derniers étaient soignés à l'hôpital, les policiers du Havre interpellèrent huit collègues d'affiches. Trois d'entre eux ont été gardés à vue, tandis que M. Roland Rico, responsable de la section du Front national, était convoqué au commissariat. M. Asencio et ses trois collègues ont annoncé leur intention de porter plainte.



NEW YORK sans restrictions F 2990

Les autres destinations ICELANDAIR :
WASHINGTON (D.C.) F 3140
BOSTON F 2990
CHICAGO F 3490
ORLANDO F 3990
LAS VEGAS F 4240
SAN FRANCISCO F 4240

Partez valises jointes le 14/05/88.
D'autres tarifs encore plus compétitifs sont disponibles. Sans engagement.
Avec l'abonnement SNPT, voyagez sans restrictions.
Départ de Luxembourg.
Info. Mithel 36.16. Code ICEAIR.

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR
à 84 des Lignes
75002 Paris (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages.

25 AU 30 AVRIL • PARIS-NORD VILLEPINTE

SICOB 88

LE LANGAGE DES AFFAIRES

25 avril. Jour J. SICOB 88, le Salon Européen des Technologies de Communication d'Entreprise.
Un événement. Des Expositants du monde entier dans le Parc d'Expositions le plus moderne d'Europe (117 000 m²). Un nouveau langage : innovation, savoir-faire, expérience professionnelle.
SICOB 88 : Informatique, Télécom, Bureautique, Espace Bureau.

Conférences

28 avril. Sicob-Expansion. 1^{re} journée Management et Informatique. 26-27 avril. Sicob-Le Monde Informatique. Convention Européenne des Télécom. 25 au 29 avril. Journées d'Informatique Administrative. 25 au 29 avril. Journées d'Etudes et d'Applications. 25-26 avril. Conférences Espace - Bureau. 25 au 29 avril. Sicob-Informatique Hebdo. Débats - Visites. 25 au 30 avril. Espace Carrières : Le Salon du Recrutement des Informaticiens avec Le Monde Informatique.

MINITEL 36.15 CODE SICOB

سكزا من الاجل

هكذا من الاجل

20 La Monde • Jeudi 21 avril 1988

Messieurs les candidats, où habitez-vous?

Free Publicité

Vous êtes candidats à l'Elysée. Mais pour l'heure, où habitez-vous? Nous pensons que vous avez réussi à vous construire un univers qui préserve la quiétude et l'indépendance de votre famille! Pensez que deux Français sur trois rêvent d'en faire autant, en faisant construire leur maison. Que ferez-vous pour les aider?



LES CONSTRUCTEURS DE MAISONS INDIVIDUELLES
en avance au rendez-vous de l'Europe.

PORTRAIT

Philippe Darriulat choisit la politique

Le président de l'UNEF-ID, principal syndicat étudiant, passe la main. A quelques jours de l'élection présidentielle, il ne résiste pas à l'appel de la campagne.

ETAIT le 4 mars dernier, lors d'une réunion nationale de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), devant l'un des animateurs de la campagne présidentielle de Pierre Juquin, et désireux de se démarquer de la direction du syndicat étudiant, dominée par les socialistes, David Assouline décide de mettre les pieds dans le plat : malgré ses déclarations formelles, le président de l'UNEF-ID, Philippe Darriulat, 44 ans, le 1^{er} décembre 1986, en plein mouvement étudiant, rencontré discrètement René Monory, ministre de l'éducation, comme ce dernier l'a affirmé par la suite. L'accusation est implicite : Darriulat a-t-il alors joué double jeu et tenté d'engager des discussions que la coordination étudiante récusait catégoriquement ? Mais David Assouline ne veut pas jouer ouvertement les régicides ; il propose donc, imprudemment, que l'UNEF-ID poursuive sa diffusion tous les jours, qui continueraient à porter cette odieuse colonne.

La contre-attaque est immédiate. Darriulat bondit à la tribune et, les yeux dans les yeux, lance à Assouline avec un aplomb de tragédien : « David, je n'oublierai jamais que tu accordes plus de crédit à la parole d'un ministre de droite qu'à celle d'un étudiant socialiste. Et que tu veux confier le soin d'éclairer le débat à cette justice qui n'a pas poursuivi les assassins de Malik El-Mechaiech ».

Tout Darriulat est là, impudemment roublard, parfaitement capable de se faire son jeu, expert dans l'analyse, l'insinuation, des rapports de force, habile tacticien. Bref, politique jusqu'au bout des ongles. A cet âge, le geste vif, le verbe tranchant, pénétrant à la tribune, facilement perçus dans son bureau, rarement attendus si ce n'est par les gazouillis de sa fille Rachel, jouissent et méritent, il a compris en deux ans un indéniable ascendant sur ses camarades.

Deux années, depuis. Il est président de l'UNEF-ID depuis quelques semaines à peine, en avril 1986, quand il décide avec ses deux prédécesseurs (Jean-Christophe Cambadélis et Marc Rozenblat) de quitter le PCI (Parti communiste internationaliste) pour rejoindre le Parti socialiste avec armes et bagages : en l'occurrence, quelques centaines de militants et le noyau dur du syndicat étudiant. Finit les oripeaux fatigués du trotskisme qu'il



Le 6 décembre 1986, Philippe Darriulat était reçu au ministère de l'Éducation.

portait depuis une douzaine d'années. Et vivent les habitudes. Un an plus tard, la mutation sera achevée : au congrès de Nanterre de mai 1987, tous les courants socialistes se retrouvent à la direction de l'UNEF-ID sous la houlette des anciens du PCI.

Il est vrai qu'entre-temps Philippe Darriulat a saisi, avec les égos généraux du 22 novembre, la révolte étudiante de novembre-décembre 1986 contre le projet de réforme universitaire de M. Devaquet. Omniprésent mais en retrait, intervenant aux moments clés sans se laisser griser par les feux de la rampe, glissant sur la vague contestataire tout en fixant la ligne de crête, il a accompagné jusqu'à sa victoire le plus grand mouvement de jeunesse que la France a connu depuis vingt ans.

« L'opportunité de se battre »

Voilà l'appréciable capital avec lequel il se lance en politique. Il rédige actuellement les derniers chapitres de sa thèse de doctorat d'Etat en histoire, consacrée à « faire la preuve de ses capacités ». « Quand j'étais lycéen, on criait à la mort du fascisme dès qu'on voyait deux cents militants d'Occident dans la rue. On va se retrouver demain avec quatre millions d'électeurs du Front national, et ça ne va pas être une bataille facile. C'est une bataille où je veux être présent car le mépris de la chose politique est dangereux pour la démocratie. » Philippe Darriulat, à l'évidence, ne méprise pas la politique. Y compris la politique politicienne...

Mais pas question surtout, quand on a vingt-huit ans et la volonté de s'engager dans la politique active, de laisser les autres témoins de cette nouvelle génération lui brûler la politesse. Au lieu d'attendre la fin de mai comme prévu initialement, il décide de quitter la présidence de l'UNEF-ID dès le 20 avril (1). Un déjeuner récent avec M. François Mitterrand, en compagnie de Marc Rozenblat, Jean-Christophe Cambadélis et Isabelle Thomas, a servi de défilé. Tout comme l'intégration des deux derniers hommes dans le comité de campagne du candidat socialiste. « Il y a aujourd'hui l'opportunité de se battre ; ce serait bête de la laisser passer », avoue-t-il sans détour.

Et s'il assure, n'avoir aucun point de chute garanti, il évoque, non sans gourmandise, la campagne électorale, la constitution éventuelle d'un gouvernement de gauche ou les changements prévisibles à la direction du Parti socialiste, sans oublier les élections municipales de l'an prochain (du côté de La Garenne-Colombes), voire des législatives anticipées, également dans les Hauts-de-Seine. Autant d'occasions de « faire la preuve de ses capacités ». « Quand j'étais lycéen, on criait à la mort du fascisme dès qu'on voyait deux cents militants d'Occident dans la rue. On va se retrouver demain avec quatre millions d'électeurs du Front national, et ça ne va pas être une bataille facile. C'est une bataille où je veux être présent car le mépris de la chose politique est dangereux pour la démocratie. » Philippe Darriulat, à l'évidence, ne méprise pas la politique. Y compris la politique politicienne...

GÉRARD COURTOIS.

(1) Il est remplacé le jour même par Christophe Borgeat, étudiant en maîtrise de génétique à Lyon.

AN AMERICAN UNIVERSITY IN PARIS
MBA Diplôme de Master in Business Administration
COURS DU JOUR ET DU SOIR
UNIVERSITY of HARTFORD
BUSINESS SCHOOL
15, av. de la Grande Armée - 75116 Paris
Tél. (1) 45.00.95.25

OPINION

Les bases d'un consensus

Diversifier les premiers cycles, permettre aux universités d'avoir une politique contractuelle et revaloriser le métier universitaire : trois priorités pour l'enseignement supérieur

par PHILIPPE LUCAS (*)

Établissements, d'une part, et, par une dotation globale, suivant le modèle des contrats quadriennaux de recherche, leurs programmes scientifiques et documentaires, d'autre part (2). De tels contrats supposent des crédits prévisionnels pour l'emploi, et donc une loi de programmation. Les universités et écoles connaîtront ainsi la dotation de postes à laquelle elles peuvent prétendre pendant la durée des engagements.

Une loi de programmation

D'autres mesures pourraient être envisagées, qui permettent aux établissements d'affirmer leurs responsabilités (allègements de dispositions réglementaires, extension du bénéfice de la taxe d'apprentissage) et de déléguer, s'ils le souhaitent, certaines de leurs compétences à leurs unités constitutives. Ces initiatives, associées à une politique contractuelle, les prépareraient à affronter la compétition européenne et contri-

(*) Ancien président de l'université Lyon-II. Animateur du groupe de réflexion sur l'enseignement supérieur.

buerait à réduire l'imbroglio où se trouvent les quelques universités dont les statuts demeurent à l'écart de la loi.

3. Troisième priorité, non la moindre : la réhabilitation du métier universitaire. Des mesures d'urgence s'imposent qu'appellent la situation des allocataires, la rémunération des heures complémentaires. Et en débat de fond : une table ronde réunissant les représentants du gouvernement, ceux des organisations professionnelles et des établissements, devrait, dès la rentrée 1988 et dans le même temps que la loi de programmation, dégager les principes d'une politique des personnels.

Lourdes tâches, on le voit. D'autant que le nouveau gouvernement devra reprendre d'autres dossiers : devenir des formations longues dans le marché européen, formation des maîtres et des chercheurs, aide aux étudiants et droits d'inscription ; il pourra en confier l'étude au comité national d'évaluation et aux conférences des chefs d'établissement. Tâches exigeantes qui requièrent de constants échanges avec la communauté universitaire et ses partenaires économiques et sociaux.

C'est, je le crois, une chance pour l'enseignement supérieur, une chance de continuité, que d'être ainsi contraint à faire œuvre consensuelle. Un projet de loi de programmation pourrait être, de ce point de vue, un premier rendez-vous.

(1) Cf. le compte rendu de F. Gausson, *Le Monde*, 3 décembre 1987, et le résumé de mon intervention publié dans *Le Monde de l'éducation*, janvier 1988.

(2) Cf. sur ce point *Université 1985*, un contrat avec le pays, la Documentation française, 1986, et mon ouvrage, *L'université captive*, Publibud, 1987.

LA BOURSE AUX STAGES 88 DU MONDE CAMPUS

COMMENT RÉPONDRE

La Bourse aux stages permet aux étudiants (bac + 3 minimum) de gagner l'un des cent sièges en Europe offerts par les entreprises dont les logos sont reproduits page 27. Les candidats doivent afficher chacune des affirmations ci-dessous à ces entreprises. Le bulletin-réponse paraîtra dans le *Monde* du samedi 23 avril (daté 24-25 avril).

- 13 Premier groupe bancaire privé français, première banque française à avoir ouvert une maison de titres au Japon, leader européen sur le marché des options de change, banquier de 85 % des 250 premiers groupes français.
- 14 Notre bon sens est un atout pour l'Europe de 1992.
- 15 Premier fabricant européen dans notre secteur, nos activités sont principalement tournées vers la conception, la fabrication et la vente de produits utiles, destinés à agrémenter votre voiture et votre habitat.
- 16 Nous venons de réussir une OPA à l'étranger, ce qui fait de nous l'un des leaders mondiaux dans le domaine des encres d'imprimerie.
- 17 L'inventeur du premier calculateur de poche à fonction mathématique.
- 18 Nos produits d'origine naturelle apportent des réponses à votre santé.

"PORTES OUVERTES" MASTERS ESCP

L'ESCP propose pour l'année 1988/1989 huit masters spécialisés en :
Audit International - Management Médical - Management Social
Management Bureaucratique - Projets Internationaux - Trésorerie
Information et Médias - Management de la Qualité
Vous souhaitez connaître leurs spécialités, leurs déroulements, leurs perspectives.
A toutes ces questions, des réponses vous seront apportées au cours d'une réunion d'information.

LUNDI 25 AVRIL 1988 A 17 HEURES

à l'ESCP, 79, Avenue de la République, 75543 Paris Cedex 11



Pour participer à cette réunion contactez le service des programmes 3^e cycle Tél. : (1) 45.55.39.08 poste 1157

CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE DE PARIS

Tout savoir pour choisir votre « prépa »
Le Monde de l'Éducation — numéro d'AVRIL — 84 pages

سكننا من الامم

سكزا من الامم

Éducation

Les enfants, le livre et l'écriture

Des pays où les oiseaux conduisent le vent...

DANS une pièce parsemée de coussins, de jouets et de livres, plusieurs textes composés par des enfants orment les murs de couleur claire. A l'heure où se termine, à Paris, le huitième Salon du livre, des élèves de CM1 et CM2 de l'école Joliot-Curie d'Ivry (Val-de-Marne) ont mis la dernière main à leur propre littérature. Dirigés par un romancier, ils se sont transformés, l'espace de deux trimestres, en écrivains improvisés. Ce projet d'action éducative, mis en place à la rentrée 1987 dans dix-sept écoles et collèges de l'académie de Créteil, a pour but de familiariser les enfants avec l'écrit, en leur permettant de perfectionner un moyen d'expression dont ils ne connaissent pas toujours les secrets.

Porteur d'évasion, de rêve et de situations magiques, le thème retenu pour ce travail collectif était le voyage. Répartis en plusieurs groupes sous la houlette du romancier Daniel Apruz, Prix de l'humour noir en 1982, une trentaine d'élèves ont produit quatre

Guidés par l'écrivain Daniel Apruz, une trentaine d'élèves d'une école d'Ivry imaginent des récits de voyage.

tales d'élèves ont produit quatre textes à partir de mots ou d'expressions imposées. « Ces enfants lisent en général assez peu et possèdent donc un vocabulaire relativement pauvre, souligne M. Apruz. Il était donc intéressant de leur fournir un matériau de départ. »

Le résultat de cette construction commune est une tour de Babel aux accents poétiques ou cocasses. Il y est question de pays où l'on paie les marchandises en racontant des histoires, de contrées où « les oiseaux conduisent le vent », de nuages en maillet de bain et, presque toujours,

de lieux ravissants peuplés d'êtres charmants. L'idée de fuite est omniprésente, et les paysages imaginaires contrastent durement avec la réalité environnante. Par les histoires qu'ils inventent, les enfants parviennent à poétiser des situations quotidiennes et à construire les fondements d'un univers idéal. Un texte rédigé par des élèves de CM2 fait par exemple état d'un pays où « les gens parlaient n'importe comment, mais on comprenait tout le temps [...] ». Il suffisait de faire du bruit avec sa bouche et ça voulait dire quelque chose. L'image n'est évidemment pas innocente, comme le souligne Daniel Apruz, dans une classe où la moitié des enfants sont de nationalité étrangère.

« J'ai commencé les Misérables »

Plus concrètement, l'expérience a le mérite de souder ces enfants d'origines diverses. « Grâce à ce travail, observe M. Apruz, le français est devenu le point commun de tous les élèves de la classe. » Ceux-ci se réjouissent d'avoir mené à bien un projet dont le résultat sera public, puisque des lectures à voix haute doivent être effectuées dans d'autres classes que la leur. Certains continuent d'affirmer que les ouvrages de fiction ne les enthousiasment pas, mais d'autres ont décidé de modifier leurs habitudes. « Ça m'a donné envie de lire des romans et plus seulement des bandes dessinées, affirme Franckie. D'ailleurs, j'ai déjà commencé les Misérables. »

Selon M^{me} Marie-Thérèse Pécome, directrice de l'école, les récits créés par les enfants leur ont permis d'aborder la langue française sous un angle moins rébarbatif que celui de la grammaire. L'expérience leur a aussi montré que l'imaginaire n'est pas exclusivement lié à l'image qui constitue leur nourriture quotidienne. « Il a été très difficile de les faire sortir des schémas véhiculés par les dessins animés diffusés à la télévision ou par les innombrables bandes dessinées qu'ils feuilletent », explique M^{me} Pécome. En réconciliant les enfants avec l'écrit, les responsables de l'expérience espèrent leur donner une certaine autonomie culturelle, ne fût-ce que pour leur permettre de rendre Ulysse à Homère et de ne pas l'assimiler au seul héros robotisé d'un dessin animé japonais.

Toutefois, le parcours comporte des obstacles, et les enseignants ne l'ignorent pas. « Beaucoup d'enfants n'ont pas de livres chez eux, remarque une maîtresse, et je connais même des parents qui leur interdisent d'en apporter de la bibliothèque, de peur qu'ils ne les perdent ou les salissent. » Pour offrir à tous une possibilité d'accès aux livres, les responsables de l'école Joliot-Curie ont donc aménagé, avec l'aide de certains parents, une bibliothèque accueillante et chaleureuse. En outre, l'accent est mis sur l'expression écrite par le biais d'ateliers de lecture et de poésie, qui doivent permettre aux enfants de découvrir qu'un livre n'est pas un objet inutile, ennuyeux ou tout simplement encombrant, mais le pivot de leur culture personnelle.

RAPHAËLE RÉROLLE.

Voyage en Illettrerie

Avec la France illettrée, Jean-Pierre Vélis, nous fait découvrir la face cachée de notre société duale.

tous les changements technologiques, et de l'autre, ses soutiens, condamnés à subir une société qui leur refuse les moyens de la comprendre.

La question touche à profondément aux racines des inégalités sociales qu'elle n'a guère reçu de réponse satisfaisante jusqu'à présent. Certes, à la suite des autres pays développés, la France a sonné l'alarme. Depuis 1984, le discours officiel reconnaît le fléau et proclame la volonté de l'éradiquer.

« Un trac invincible »

Un Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI) a même été mis en place par le gouvernement de M. Pierre Mauroy. Mais Jean-Pierre Vélis montre que l'enthousiasme des débuts a fait long feu. La volonté de la gauche n'a débouché que sur un « vaste bricolage » faite d'une politique d'ensemble et de moyens financiers, et la droite, depuis mars 1986, n'y a rien ajouté. L'illettrisme dans le magma du « traitement social du chômage ».

A l'image de cette réalité décausée de la lutte contre l'illettrisme, ce livre est un kaléidoscope. Il nous fait partager les espoirs et les déceptions de ces

centaines de formateurs, bénévoles ou non, qui, au sein d'associations locales, effectuent modestement un travail de fourmi : soutien social et scolaire, invention de méthodes d'apprentissage de la lecture adaptées à des adultes souvent en révolte contre l'école, formation de formateurs sur le tas, le tout sans grande coordination ni grands moyens financiers. Le témoignage d'une formatrice bénévole, qui émaille le récit de Jean-Pierre Vélis, est particulièrement lourd de tous les obstacles que peuvent rencontrer les militants les plus dévoués de l'alphabetisation. Les solutions seront financières, pédagogiques, mais elles passeront aussi par un changement de mentalité : l'illettrisme n'est pas une maladie honteuse et sa disparition suppose une mobilisation générale bien au-delà des bonnes volontés individuelles, qui, pour l'instant, ne sont même pas écoutées.

Ce livre rompt le silence. Le plaidoyer est convaincant, sans doute le plus complet et le mieux documenté qui a été rédigé à ce jour, et il situe bien les difficultés. Mures dans leur solitude, les illettrés ne revendiquent rien. Ils ne manifestent ni ne voient. Et à l'heure des bilans électoraux, ils ne font pas bien dans le tableau. Comme j'avais vu Coluche, expert du Restos du cœur, « ce truc (la lutte contre l'illettrisme), c'est super, mais c'est invincible ».

PHILIPPE BERNARD.

★ La France illettrée, de Jean-Pierre Vélis. Collection « L'épreuve des faits », aux Éditions du Seuil, 272 pages, 110 F.

Au Salon

L'Étude du Salon du livre, à Paris, qui se termine, mercredi 20 avril, a multiplié les initiatives et les réflexions sur les rapports entre l'enfant et l'écrit.

Pour la première fois, le ministère de l'éducation nationale y a participé pour présenter aux visiteurs les actions conduites en faveur de la lecture et de l'écriture dans les écoles, les collèges et les lycées. Les responsables du stand ministériel devaient aussi fournir des informations sur les métiers du livre et sur l'organisation d'espaces documentaires dans les établissements. Divers débats et conférences ont été organisés, sur les liens entre écriture et télévision, les classes de poésie et de création et l'initiation à la lecture. Des anim-

tions étaient prévues, mercredi 20 avril : comparaison entre la conception d'un album et d'un spectacle audio-visuel ; présentation de projets d'action éducative centrés sur la lecture ; étude des rapports entre un livre et un spectacle. Et M. René Monory devait remettre des prix aux lauréats du concours « mieux lire pour mieux dire » organisé par le ministère pour les élèves des écoles primaires.

Enfin, la revue Autrement a consacré son numéro de mars à « L'enfant lecteur », tandis que cinq maisons d'édition (Belin, Hachette, HEB, Magnard et Nathan) se sont regroupées pour produire un album intitulé Un livre, des hommes, consacré à la genèse d'un livre, depuis l'écriture jusqu'à la diffusion.

L'ANNÉE AMÉRICAINE le choc USA. Une expérience tonique d'une année scolaire pour les 16/18 ans. Quelques étoiles de plus dans un CV.

SÉJOUR LANGUES le contact terrain. La langue sur place en Angleterre, USA, Allemagne, Espagne pour les élèves du secondaire dans une formule active.

L'ANGLAIS DE COMPÉTITION la formule 1. Séjours linguistiques suractivés pour étudiants licence, prépa, Grd Ecoles et personnel d'entreprise. Une mise en condition décisive.

BEC SEJOURS LINGUISTIQUES 5, rue Richemont 75008 PARIS Tél. : (1) 42 60 35 57

Je dois recevoir votre documentation sur :

☐ Un an aux USA

☐ Séjours linguistiques pour élèves

☐ Séjours linguistiques pour universitaires

☐ Séjours linguistiques pour adultes

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

CHALLENGE DISCOVERY AND EDUCATIONAL ADVENTURE HOLIDAYS

Organisation basée en Angleterre, animée par une équipe franco-américano-britannique, assure auprès des jeunes qui lui sont confiés une présence constante sur le terrain et un service unique vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Séjours en Angleterre pour jeunes de 9 à 17 ans

Juin-juillet-août, de deux à quatre semaines, les jeunes sont accueillis soit dans le cadre de familles hôtes « CHALLENGE » qui participent activement pour garantir une parfaite intégration et une totale participation de tous les jeunes, soit dans le cadre des « SUMMER CAMPS » où les jeunes améliorent leur anglais en le pratiquant en permanence avec des amis anglais et sous la responsabilité d'un adulte pour cinq participants (sports, musique, équitation, tennis, golf, BMX, informatique, judo, danse complètent très heureusement ces séjours).

Il est important de noter que le transport aller-retour France-Angleterre est assuré par avion.

Séjours aux USA pour jeunes de 14 ans à 19 ans

Juillet et août, séjours de quatre semaines. Les jeunes ont pour objectif de s'intégrer au sein d'une famille américaine. Un responsable français présent pendant tout le séjour participe à toutes les activités dont les principales sont : conférences, expositions, visites, excursions, activités sportives. Séjours organisés à BOSTON, WASHINGTON, D.C., FLORIDE, SAN FRANCISCO, LOS ANGELES.

Brochure sur demande : CHALLENGE 34/35 South Street - LANCING West Sussex - ANGLETERRE NUMÉRO VERT APPEL GRATUIT : 19-05-90-83-78.

Un « Que choisir ? » pour les manuels

Des dizaines de titres nouveaux apparaissent chaque année sur le vaste marché qui est l'édition scolaire (600 000 enseignants, 13 millions d'élèves). Pour aider les enseignants à séparer le bon grain de l'ivraie, une équipe de spécialistes, conduite par M^{me} Hélène Huet, professeur de linguistique à l'université Paris-VII, analyse les nouvelles parutions et publie chaque trimestre une sorte de « Que choisir ? » des manuels scolaires, qui s'intéresse aussi aux matériels et logiciels informatiques. Un outil de choix qui sera aussi indépendant aussi bien des éditeurs que du ministère de l'éducation nationale.

★ Bulletin d'information sur les manuels scolaires, édité par la Société pour l'information sur les manuels scolaires et les moyens d'enseignement, B.P. 316, 75229 Paris Cedex 03.

Horizon 1992 LANGUES ÉTRANGÈRES DES DIPLOMES POUR L'EUROPE

- Chambres de Commerce Étrangères
 - Université de Cambridge
 - Certificates européens de langues
 - BTS à orientation Langues
- Exemples, centres, programmes de préparation (même pour débutants), tout est dans la documentation complète (en français) de
- LANGUES & AFFAIRES 4726 35 rue Collange 93303 Paris La Vallée Tél. : (1) 47 76 9 90

Le Monde sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS au Monde et à ses publications 3615 TAPÉZ LEMONDE puis AB0

Pour les managers européens de 1992 face à la mondialisation des affaires

4 ANS DE FORMATION EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE PARIS - GENÈVE - LONDRES - MADRID - STUTTGART - NEW YORK - PEKIN - TAIPEI - SYDNEY

2^e CYCLE : PEMI - Projet Européen de Management International Licence Européenne des Affaires

3^e CYCLE : MBA Européen

CONCOURS D'ENTRÉE EUROPÉEN

ADMISSION 1^{er} CYCLE : 1^{re} Année : BAC + 1 ou classe préparatoire ou diplôme étranger équivalent. 2^e Année : 1^{re} année d'école de commerce française ou équivalente, 1^{re} année DUT.

ADMISSION 2^e CYCLE : 3^e Année : Titulaires du B.S., DEUG, DUT ou diplôme étranger équivalent. (voir conditions à 100 F sous 0 9)

INSTITUT EUROPÉEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE À REMPLIR ET À RETOURNER

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

NIVEAU D'ÉTUDES _____ DATE _____

71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

SOMMAIRE

■ L'Asie a bénéficié en 1987 de l'expansion des « quatre dragons » et de celle de la Chine, indique la Banque asiatique de développement (BAD) dans son rapport annuel. Les disparités de croissance restent très grandes dans cette zone (lire ci-dessous).

■ Les paysans ouest-allemands sont mécontents de la politique de rigueur imposée par les ministres de l'agriculture européens (lire page 25).

■ Selon la Banque de France, la conjoncture industrielle a été très soutenue en mars, et cette

tendance favorable devrait se poursuivre dans les mois qui viennent (lire ci-dessous).

■ Les comptes courants des fonctionnaires de l'administration des postes et télécommunications pourraient être rémunérés comme des livrets de caisse d'épargne (lire ci-contre).

Grâce au développement des « quatre dragons » et de la Chine

L'Asie vedette de la croissance

Brillant, le tableau économique de l'Asie, broché par la Banque asiatique de développement (BAD) dans son dernier rapport annuel, recouvre des réalités très diverses mais apporte une double et spectaculaire confirmation. En matière

d'expansion, l'Asie a pris une sérieuse longueur d'avance sur les autres régions du tiers-monde. Quant à l'effort des « quatre dragons », elle renforce les arguments des nations industrielles, qui se demandent s'il faut encore considérer la Corée

du Sud, Taïwan, Singapour ou Hongkong comme des pays en développement et exiger d'eux une plus grande participation à l'effort mondial de correction des déséquilibres, notamment commerciaux.

Quelques chiffres suffisent à mesurer le décalage existant entre l'Asie et l'Amérique latine ou l'Afrique : la croissance, 6,8% contre 3,1% pour l'ensemble du tiers-monde; l'inflation, limitée à 6,4% contre une moyenne globale de 29%; l'excédent, de 19,6 milliards de dollars, de la balance des paiements courants, à comparer avec un déficit global de 19,6 milliards.

Il n'est pas jusqu'au problème lancinant de la dette qui paraissent moins explosif dans les pays asiatiques, à l'exception notable des Philippines et de l'Indonésie. La Corée du Sud a pu à nouveau réduire son endettement, et la Malaisie a réussi à effectuer pour 1 milliard de dollars de remboursements anticipés. Cette situation explique qu'en moyenne l'Asie consacre 12% de ses recettes à l'exportation au service de sa dette, moitié moins que l'ensemble du tiers-monde. Et loin de connaître l'assèchement des capitaux qui paralyse les pays latino-américains et africains, les pays asiatiques ont vu les financements internationaux affluer.

ainsi apprécié de 20% vis-à-vis du dollar américain l'an dernier, celui de Singapour et le won coréen de 9%. Seul Hongkong penche et suit soigneusement l'évolution du billet vert. Mais s'ils excellent pour 1988 des résultats aussi brillants que l'an dernier, compte tenu des exigences des pays industriels, les experts de la BAD promettent encore une belle expansion aux « quatre ».

La situation est déjà moins exceptionnelle pour les pays du Sud-Est asiatique (1). L'amélioration moyenne de leur produit intérieur brut, 4,6% en 1987, recouvre de belles réussites, comme la croissance thaïlandaise, de 6,6%, et une lente remontée des pays exportateurs de pétrole, comme l'Indonésie (3,5%) ou la Malaisie (4,7%). Le coût de ce redressement est malgré tout illustré par la poussée

des importations, qui ont valu à la Thaïlande ou aux Philippines une aggravation de leurs déficits commerciaux.

Le Sud pris par la sécheresse

L'Asie du Sud (2), pour sa part, s'est inégalement remise des conséquences de la plus redoutable sécheresse que l'Inde ait connue depuis quarante ans, ou des inondations catastrophiques au Bangladesh. En moyenne, l'expansion des six pays de cette zone a été ramenée à 2,4%, contre 4,7% en 1986. Mais leurs exportations, en hausse rapide, ont permis de réduire leur déficit commercial global à 9,17 milliards de dollars, contre 11,19 milliards en 1986. Au total, les auteurs du rapport estiment que le redressement des derniers mois devrait se traduire, cette année, par l'amélioration d'une croissance ou l'agriculture reste prioritaire.

La Chine, pays continent, reste un cas à part. Trop vive pour ne pas faire ressentir l'inflation, l'activité économique chinoise a gonflé les résultats moyens de l'Asie avec une poussée de son PIB de 9,3%. Préoccupés par les risques de surchauffe, les dirigeants de Pékin ont limité les importations et par là-même le déficit commercial, ramené l'an dernier à 3,7 milliards de dollars, contre 12 milliards un an auparavant. Cette volonté de correction des grandes tendances économiques devrait déboucher sur une croissance plus calme en 1988.

Puis, au moins notables ou équilibrées, ces résultats laissent loin derrière les quatre pays du Sud-Pacifique (3). La baisse de 1,4% de leur PIB est à la mesure des cyclones qui se sont abattus sur eux. Mais leurs exportations, en faible progression alors que leurs importations augmentent vivement, ont fait les lauriers rouges de cette région vedette du tiers-monde.

Une région où la BAD, qui a attribué pour 2,4 milliards de dollars de crédits, dont 957,6 millions à condition privilégiée, a encore de l'ouvrage. Sa mise en garde sur les défis de l'avenir suffirait à le prouver : d'ici quinze ans, la population totale, déjà de l'ordre de 3 milliards d'habitants, aura augmenté de 40%, et le nombre de citadins aura doublé. Accompagner un tel essor et le doublement probable des besoins en ressources naturelles pose des problèmes économiques, écologiques, humains redoutables. C'est sur cette toile de fond que les deux principaux bailleurs de fonds de l'industrie, les États-Unis et le Japon, continueront de s'affronter à fleur de mouchoir pour définir les grandes priorités assignées à la banque.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

- (1) Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie.
(2) Inde, Pakistan, Bangladesh, Birmanie, Népal, Sri-Lanka.
(3) Fidji, Îles Salomon, Papouasie Nouvelle-Guinée, Samoa.

BILLET

Des CCP rémunérés

Les P et T vont rémunérer, au taux de 4,5 %, les comptes courants de leurs 460 000 agents à partir du 1^{er} avril, révèle le *Canard enchaîné* du 20 avril. L'hebdomadaire précise que cette décision a été prise « en secret » vis-à-vis du ministère des finances, qui, après l'avoir découverte, a tout fait pour l'empêcher.

Cette rémunération est issue d'une longue bataille entre la poste, qui gère les comptes chèques postaux (CCP), et le Trésor, organisme de tutelle de toutes les activités bancaires du pays. La poste, pour faire vivre ses 17 200 bureaux et agences postales, dont beaucoup, installés dans les villages, sont déficitaires, entend devenir une banque comme les autres. C'est le seul moyen, explique-t-elle, de maintenir une densité de bureaux en zone rurale où le trafic postal ne suffit pas, ou plus, à rentabiliser.

Les banques y voient la concurrence « inégale » d'une administration non soumise aux mêmes impératifs. Elles ont réussi, jusqu'ici, à obtenir l'appui inconditionnel du Trésor pour bloquer les initiatives des P et T. Ainsi, en 1985, le ministre, M. Louis Mavandeu, avait-il mis au point un dispositif (avec le Sofinco) pour que les bureaux de poste puissent prêter de l'argent. Non, avait répondu M. Séréguy, alors aux finances. Des prêts à nos seuls agents ? avait espéré M. Mavandeu. Même pas, répliqua le Trésor.

M. Gérard Longuet repart le dossier. Les CCP perdent chaque année un point de part du marché des comptes bancaires (30 % en 1970, 16 % aujourd'hui), et le statu quo n'est plus admissible, plaide-t-il. Mais le Trésor bloque à nouveau. Les inspecteurs des finances « veulent clairement le mort des services financiers des P et T », concluent les postiers. Or, en

« ils nous pompent indûment notre argent ». En effet, les dépôts des CCP sont placés auprès du Trésor, qui ne les rémunère qu'à 3 % depuis 1987 et presque zéro avant cette date.

D'où l'idée, préparée effectivement « en secret ». Les soldes positifs des CCP des 460 000 agents seront versés par informatique à leur compte d'épargne. La Caisse nationale d'épargne, dite l'Oiseau bleu (CNE), ne place pas ses dépôts au Trésor, mais... à la Caisse des dépôts, qui les rémunère, elle, à 9 %. Cet intérêt sera partagé entre les agents et la poste moitié-moitié. Les 4,5 % reçus par les agents seront toutefois impossibles ; il eût fallu obtenir l'aval... des finances.

La moitié des agents ayant domicilié leur paie aux CCP, la somme globale qui échappe aux services de M. Balladur serait de 4 milliards de francs selon le *Canard enchaîné*. Une « estimation grossière » mais correcte, confirment les P et T, qui tiennent compte d'une probable augmentation des domiciliations aux CCP.

Une manche enfin gagnée, les P et T n'en sont pas mécontents. « 3 %, c'était trop peu, ils n'avaient qu'à nous rémunérer normalement. En outre, les banques accordent les mêmes avantages à leurs salariés. Nous le refusait, c'était trop gros. C'est l'arroseur arrosé », Reste, bien entendu, que cette victoire est un point dans la mare du conflit sur les chèques payants, que les clients n'acceptent qu'en échange d'une rémunération de leur compte. Face aux banques, en partie privatisées par M. Balladur, le libéral Gérard Longuet vient d'apporter une preuve que l'État-P et T peut faire mieux pour les consommateurs.

Ce n'est pas le moindre paradoxe de sa victoire.

E.L.B.

CONJONCTURE

L'activité industrielle va rester élevée au moins jusqu'à l'été estiment les chefs d'entreprise

« La tendance favorable observée depuis plusieurs mois persiste, et la conjoncture industrielle a été très soutenue en mars », écrit la Banque de France dans son enquête mensuelle de conjoncture.

« La production s'est accrue dans les cinq grands secteurs du fait du maintien d'un courant actif de livraisons et du bon niveau des carnets de commandes. Les stocks de produits finis se sont réduits au point d'être à présent jugés inférieurs à la normale. Dans un nombre croissant de branches, les capacités de production sont de plus en plus sollicitées et leur taux d'utilisation s'approche du maximum. La demande, légèrement plus ferme sur le marché intérieur qu'à l'exportation, a continué de progresser.

« Les échanges interindustriels se sont multipliés et le développement des ordres du négoce de gros a été assez sensible. La bonne tenue de la demande intérieure, perceptible dans la plupart des industries, à l'exception de celles de l'habillement et du cuir, a parfois entraîné des tensions sur les délais de livraisons.

« Les commandes étrangères ont augmenté en dépit de la vivacité de la concurrence, bénéficiant de la conjoncture soutenue de certains pays industrialisés, principalement européens, et des efforts de compétitivité réalisés par les entreprises.

(Publicité)

ENSPTT

LE MANAGEMENT DES SYSTEMES DE COMMUNICATION

Jeunes diplômés des grandes écoles de gestion

vous visez un secteur d'avenir : LA COMMUNICATION

DANS LE SECTEUR PUBLIC

Devenez administrateur des P et T, à la Poste et à France Télécom.
L'ENSPTT qui forme les cadres dirigeants des P et T vous offre des carrières de décideurs, mobiles, variées, au sein d'un univers de technologies de pointe.

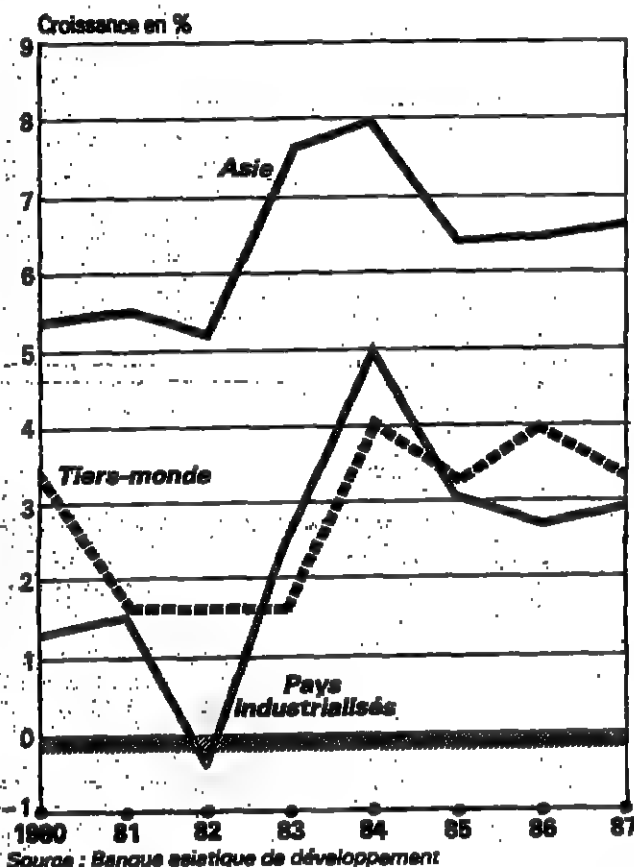
Recrutement sur concours (écrit 1^{er}, 2, 3 juin 1988).
Rémunération dès l'entrée en formation (septembre 1988).
Clôture des inscriptions : 27 avril 1988.
Informations, dossiers sur demande :
Tél. 05.03.85.24 (numéro vert)

DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Devenez des managers dans l'industrie de la communication, des gestionnaires des systèmes d'information et de communication dans les grandes entreprises. Devenez des spécialistes des systèmes complexes que recherchent les entreprises dont la taille, la structure, la décentralisation exigent des compétences nouvelles.

Pré-sélection sur dossier (jusqu'à fin mai).
Admission sur épreuves et entretiens oraux (27, 28, 29 juin 1988).
Informations, dossiers sur demande :
Service Communication ENSPTT.
Tél. (1) 45.81.76.66 - (1) 45.81.72.27

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES P ET T 45, rue Barrault - 75634 PARIS CEDEX 13 - TEL. (1) 45.81.73.10



REPÈRES

Automobiles d'occasion

Le marché progresse plus vite que celui du neuf en France

Selon la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (CSNCR), le marché de la voiture d'occasion est encore plus dynamique en France que celui du neuf. En 1987, les ventes de voitures d'occasion ont atteint 4,37 millions d'unités, soit 2,07 fois plus que les ventes de voitures neuves (2,1 millions d'unités). Sur les deux premiers mois de 1988, la tendance s'est encore renforcée : la progression de l'occasion, attestée 13,7 % (avec 637 281 immatriculations) sur la période correspondante de 1987, contre 10,2 % pour le neuf.

Le marché de l'occasion est en plein réveil depuis 1987, avec une hausse de 8,1 % sur l'année précédente ; 1988 avait souffert de l'entrée en vigueur du contrôle technique en enregistrant une chute de 14,2 %.

La CSNCR, qui s'était opposée aux modèles de contrôle technique, portant uniquement sur les voitures de plus de cinq ans et sans obligation de réparation, est en revanche favorable à la nouvelle réglementation en préparation, qui prévoit d'instaurer un contrôle périodique pour tous les véhicules avec obligation de réparation.

Aéronautique Airbus et Boeing en Europe de l'Est

Le COCOM, organisme regroupant seize pays occidentaux et chargé d'autoriser les exportations de technologies stratégiques vers le bloc communiste, aurait décidé de permettre la vente d'avions civils en Allemagne de l'Est, en Pologne et en Roumanie. La *Financial Times*, qui publie cette information, précise que ce feu vert concerne les constructeurs Airbus et Boeing et qu'il sera assorti de conditions strictes. Notamment l'entretien des réacteurs et des systèmes informatiques des appareils devra être effectué par des organismes habilités. Airbus pourrait

vendre deux Airbus A 310 à un consortium de banques occidentales, qui les louera à Interflug, la compagnie est-allemande. L'entretien serait assuré par la compagnie ouest-allemande Lufthansa.

Construction

Progression de 1,9 % des mises en chantier aux États-Unis

Les mises en chantier de logements neufs ont augmenté de 1,9 % en mars aux États-Unis. Une progression nettement moins forte, que les 9,6 % de février, annonce le département du commerce. Cette reprise sur deux mois consécutifs laisse malgré tout le nombre des mises en chantier à un niveau inférieur de 10 % à celui de mars 1987. En fait, les analyses attribuent le creux de l'activité de la fin de 1987 et de janvier 1988, aux craintes suscitées par le krach boursier d'octobre et tablent sur une croissance, modérée mais réelle, de la construction cette année. Le nombre des permis de construire, un bon indicateur de tendance, a augmenté de 2,1 % en mars pour atteindre 1,45 million d'unités.

(Publicité)
Préfecture de la Seine-St-Denis, Chambre de commerce et d'industrie de Paris, déléguée de la Seine-St-Denis, Chambre de métiers de la Seine-St-Denis, Union patronale de la Seine-St-Denis, Comité d'expansion de la Seine-St-Denis

PRIX ENTREPRENDRE

en 93

Vous êtes dynamique. Vous êtes performant. Vous êtes innovant. Votre entreprise a été créée en septembre 1980 et le 31 décembre 1983.

Les prix comprennent : 5 tonnes de DAF de l'année, Performance à l'exportation, Innovation sociale, Innovation technique, Créativité d'emploi.

Date limite de dépôt des dossiers : 30 avril 1988. Préfecture de la Seine-St-Denis, service d'accueil des entreprises.

124, rue Carnot, 93000 Bobigny - Tél. 01-45-64-63

(Publicité)
STAGE POUR LES PME-PMI à l'adresse des cadres non-informaticiens qui souhaitent

MAÎTRISER LE CHOIX ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

les 27-28 avril 1988

Université Pierre et Marie Curie
Formation permanente
Tél. : 46-33-10-32 ou 43-29-02-63

سكز من الاجل

صكنا من الاموال

Économie

BANQUES

Pour contrer l'initiative d'une société privée

Une association se met sur les rangs pour la lutte contre les chèques volés

La prévention des vols de chèques implique la création d'un fichier national de ces chèques, consultable facilement (c'est-à-dire par minute) par les commerçants qui sont les principales victimes d'un préjudice estimé à environ 1,5 milliard de francs chaque année. Si tout le monde s'accorde à peu près sur cet objectif, les méthodes pour y parvenir font l'objet d'une polémique féroce.

Le gouvernement soutient le projet Mantis, du nom d'une société privée, qui prévoit d'exploiter un fichier informatique alimenté par la police ou la gendarmerie et restant propriété de la Banque de France (le Monde du 25 mars). De son côté, l'association Protection contre les chèques volés (PCV), qui réunit banques et commerçants alsaciens, souhaite étendre à toute la France son système, opérationnel depuis 1986 à Strasbourg, qui a permis une baisse de 55 % de l'utilisation des chèques volés.

Constatant à la fois les méthodes, les prévisions et le manque d'expérience de Mantis, PCV demande que l'établissement d'un fichier national fasse l'objet d'un appel d'offre, lui-même se portant candidat. Actuellement, PCV fonctionne en Alsace, Lorraine, Franche-Comté, autour de Bordeaux et de Nîmes. L'association souhaite consti-

ner à fédérer les initiatives régionales pour couvrir tout le territoire. PCV enregistre localement auprès des banques les numéros des chèques volés en établissant la liste, que seuls les commerçants adhérents peuvent ensuite consulter par minute.

Plus que techniques, les différences entre Mantis et PCV touchent à la philosophie générale et aux moyens mis en œuvre. Là où Mantis prévoit d'investir 200 millions de francs dans un nouveau serveur pour traiter la majorité des chèques remis au commerce, PCV affirme que ses matériels existants suffisent amplement à une extension nationale, et met en avant la sécurité (accès réservé) et la précision plus grande de ses informations, recueillies numériquement auprès des banques.

Ce sont probablement ces dernières qui détiennent la clé du problème. Sollicitée pour le projet Mantis, l'Association française des banques joue l'attente en posant deux conditions : la rémunération des banques pour leurs prestations et... une expertise financière poussée du projet. Une expertise qui ne peut évidemment aboutir avant l'élection présidentielle, comme l'espèrent sans doute certains.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

SOCIAL

Débrayages chez Michelin

Aucune négociation salariale n'a eu lieu dans l'entreprise depuis vingt ans

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Mardi 19 avril, 2 000 des 18 000 salariés des usines clermontoises de la manufacture de pneumatiques Michelin ont observé des arrêts de travail. Des revendications d'ordre salarial sont à l'origine de ces débrayages.

Les syndicats CGT-CFDT et Force ouvrière qui, depuis le 13 avril, parviennent à mobiliser de plus en plus massivement, mettent l'accent sur le fait que les salaires dans l'entreprise, n'ont jamais été réellement négociés depuis 1968. L'augmentation de 30 centimes par heure, octroyée « unilatéralement » à compter du 1^{er} avril, a heurté le personnel. Les trois syndicats demandent l'ouverture immédiate de négociations permettant d'actualiser un pouvoir d'achat dont la perte est estimée à 3 F de l'heure depuis 1982. Ils ont appelé à une série de débrayages et de rassemblements pour le mercredi 20 avril dans les usines de Clermont-Ferrand où les conflits, bien que peu fréquents sont, lorsqu'ils surviennent, souvent durs et parfois spectaculaires.

Le dernier grand conflit chez Michelin remonte à 1977 et avait

été particulièrement vif. En fin d'année, les ouvriers avaient alors fait la grève contre une modification des horaires de travail qui entraînait la poursuite de la production dans la matinée du samedi. Le mouvement s'était soldé par un échec.

Ensuite, Michelin avait commencé à connaître des difficultés. Celles-ci se sont d'abord traduites par des journées de chômage partiel en 1981 et 1982. Puis la firme de Clermont-Ferrand avait dû supprimer environ huit mille emplois jusqu'en 1987, essentiellement par le biais de préretraites FNE et le non-remplacement de départs volontaires. Le mouvement qui paraît aujourd'hui se dessiner serait donc la première réaction du personnel après le retour à la bonne santé du numéro deux mondial de l'industrie pneumatique. La capacité nouvelle de Michelin a été mise en évidence le mois dernier par son intention de s'associer au groupe Pirelli pour reprendre l'américain Firestone. Malgré l'échec de la tentative, cette information aurait joué le rôle de révélateur pour une partie du personnel.

JEAN-PIERRE ROUGER.

Manifestation des salariés de la SNECMA à Paris

Tambours, pétards, drapeaux et microphones : quelque deux mille salariés de la SNECMA, dont plusieurs établissements, ceux de Gonesse, de Villaroche et de Corbeil sont en grève depuis le mi-mars, ont manifesté, mardi 19 avril en fin de matinée, dans Paris pour réclamer une augmentation de salaire de 1 500 F par mois.

Venant en majorité des trois établissements en grève et de quelques filiales (la Sochaut, Hispano-Suiza), les manifestants ont défilé de la place de la République à Saint-Augustin. Un triple cortège : de la CGT, renforcé de quelques militants parisiens, de la coordination des grévistes inter-SNECMA, et de la CFDT. Mais des mots d'ordre per-

sonnés ont été entendus : « 1 500 F par mois : De l'argent pour les salariés, pas pour les banquiers ».

Après la manifestation, les grévistes se sont rassemblés devant le siège de la société, boulevard Victor, dans le quinzième arrondissement, et ont participé à un « pique-nique de lutte ». Près de l'après-midi, une séance de négociations entre la direction et les organisations syndicales, sous la houlette du médiateur, M. Jean-Pierre Mignot, a finalement été reportée au 20 avril pour des « raisons techniques ». Soucieux d'étendre et de populariser leur conflit, les grévistes de la SNECMA devaient par ailleurs se rendre, mercredi 20 avril, à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Projet d'offre de Thon EMI concernant Holophone

Thon EMI plaie à annoncer aujourd'hui son intention d'acquiescer le Groupe français Holophone, ainsi que la minorité d'environ 15 % détenue par le public dans sa filiale, Europhone.

Les principaux actionnaires d'Holophone ont été consultés et conviés favorablement à l'offre proposée. Les demandes nécessaires seront présentées à la direction du Trésor et aux autorités boursières.

Europhone, fabricant d'appareils d'éclairage, occupe la seconde place sur le marché français ; Holophone est un producteur réputé d'articles en verre pour l'industrie automobile. Le chiffre d'affaires global des sociétés a été, pour 1987, de 710 millions de francs.

Commentant cette offre, le Directeur général de Thon EMI - Colin Southgate - souligne : « Notre projet d'offre pour Holophone s'inscrit dans le cadre de notre perspective stratégique de développement international et de renforcement de cette activité axiale de notre Groupe qu'est l'éclairage. Avec sa gamme complémentaire et attractive de produits d'éclairage, Europhone amplifierait, de façon substantielle, la position

acquise par Thon Lighting en Europe et consoliderait notre démarche dans la perspective du marché unique en 1992 ».

M. Almayor de Saint-Maur, président-directeur général d'Holophone, a indiqué, pour sa part : « Une affiliation avec Thon EMI renforcerait nos lignes de produits et apporterait à notre clientèle la gamme la plus complète possible de produits d'éclairage ».

Thon EMI est le fabricant mondial le plus important d'appareils d'éclairage en dehors des États-Unis et du Japon.

Thon Lighting, qui est déjà présente sur le marché français par l'intermédiaire de Thon EMI éclairage, possède également des filiales dans quatre autres pays et des unités de production dans sept autres. Holophone a des filiales en Europe, en Arabie saoudite et en Australie.

L'opération sera soumise à l'approbation de toutes autorités françaises concernées.

Thon EMI plaie est une société britannique, dont les actions sont cotées, en particulier à la Bourse de Paris.

PÊCHE

« Les revendications françaises sur les quotas sont absurdes », déclare le premier ministre de Terre-Neuve

A la veille de la réunion sur la pêche prévue le 21 avril à Paris entre les négociateurs français et canadiens, le premier ministre de la province de Terre-Neuve, M. Brian Peckford, a déclaré, le 19 avril, que les habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon nourrissent des attentes « totalement absurdes » en demandant des quotas de poisson dans les eaux canadiennes. « La position de Terre-Neuve coïncide complètement avec celle du gouvernement fédéral d'Ottawa, selon lequel le refus continu de la France de régler le problème frontalier est à l'origine des incertitudes croissantes planant sur les Saint-Pierre », a-t-il précisé.

Dans le secteur du litige frontalier dénommé « 3 PS », au large de Saint-Pierre, où la France estime avoir droit à une zone économique exclusive, Paris a fixé les quotas annuels à 26 000 tonnes de poisson, dont une partie pour les chalutiers canadiens. Pour ce qui est des captures dans les eaux canadiennes proprement dites, la France revendique au total moins de 25 000 tonnes.

Notons enfin qu'un autre litige, toujours sur la pêche, oppose le Canada et la CEE. L'accord entre les deux parties a expiré en 1987.

REGIONS

Le plan d'occupation des sols de Strasbourg est annulé

STRASBOURG de notre correspondant

Strasbourg n'a plus de plan d'occupation des sols. Le tribunal administratif de la ville a annulé, le 12 avril dernier, la délibération du conseil de la communauté urbaine de Strasbourg approuvant ce document élaboré pendant douze ans.

Le juge tranche ainsi un conflit entre le droit local et le droit général. Strasbourg, depuis la loi locale du 7 novembre 1910, dispose d'un « règlement municipal des constructions » édicté par le maire. Il donne des règles précises et même un zonage. Approuvé le 26 juin 1987, le plan d'occupation des sols établi par la communauté urbaine renvoie pour une large part au règlement de droit local.

C'est ce renvoi qui a provoqué l'annulation de la délibération. Le POS lui-même « ne contient pas les règles concernant le droit d'implanter les constructions », estime le jugement. De nombreux requérants s'indignaient aussi de la facilité avec laquelle le maire, seul, aurait pu alors modifier les règles d'urbanisme, et même y déroger.

La ville va maintenant faire appel devant le Conseil d'Etat en demandant un sursis à exécution. Mais elle peut aussi refaire sa copie et établir au plus vite un POS acceptable. Pour l'instant, selon l'Institut du droit local d'Alsace-Moselle, aucun permis de construire ne peut être délivré sans au moins la contre-signe du préfet.

J. F.

EN BREF

● Martinique : conflit social à Fort-de-France. — Les personnels ouvriers civils de la défense, de l'aviation civile et de la météorologie de Martinique ont gréviste depuis le 11 avril, ont bloqué à deux reprises la circulation dans Fort-de-France les 18 et 19 avril. Des heurts ont eu lieu, mardi, avec les forces de l'ordre qui avaient occupé en partie la Maison des syndicats. Les syndicats demandent le départ du préfet, M. Jean Jouandard, accusé de favoriser « l'escalade de la violence » et de pratiquer « une répression systématique ».

Les cadres et techniciens de la météo et de la circulation aérienne, contrôleurs du ciel compris, ont lancé, par solidarité avec les ouvriers, un premier de grève pour le 27 avril, date prévue pour la visite de M. François Mitterrand. Les ouvriers - environ cinq cents personnes - revendiquent l'octroi de l'indemnité de vie chère à 40 % du traitement, acquise par la fonction publique dans les DOM depuis 1986. — (Corresp.)

● Ports : Le Havre et Dunkerque les mieux servis. — Le gouvernement vient de rendre publique la répartition de la dotation de 1,4 milliard de francs pour les six grands ports autonomes. Prélevée sur les recettes de privatisation et destinée à désenclaver les établissements portuaires, cette dotation se répartit ainsi : Marseille, 278 millions, Dunkerque, 288, Nantes-Saint-Nazaire, 122, Bordeaux, 137, Rouen, 97. Le Havre, qui a engagé un très important investissement pour accueillir les grands navires porte-conteneurs, se taille la part du lion avec 435 millions. Mais ces dotations ne seront affectées concrètement aux ports qu'en fin d'année.

● La production industrielle a baissé en février. — L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 s'est élevé à 106 en février après correction des variations saisonnières contre 106 en décembre et janvier. Cette baisse de 1 % ne semble pas significative de la tendance actuelle, qui est à la hausse. Elle s'explique essentiellement par la douceur de l'hiver qui a fait baisser la production d'énergie et par la très mauvaise prise en compte dans l'indice mensuel des industries produisant des biens d'équipement ainsi que des industries de pointe comme l'espace. Sur un an (février 1988 comparé à février 1987), la progression est de 1,9 %. Elle est de 4 % hors énergie.

● Stabilité de la consommation d'énergie française en 1987. — La consommation française d'énergie est restée stable l'an dernier à 182,5 millions de tonnes équivalent-pétrole (+ 0,2 %), alors que la production intérieure brute a progressé de 2,2 %, a annoncé le 18 avril M. Jacques Bouvet, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). Les économies d'énergie ont donc représenté 3,2 millions de Tép, dont 2,7 millions ont résulté d'investissements directs d'économie d'énergie, et 0,5 million de Tép ont été gagnés grâce à l'évolution des comportements et à une meilleure gestion de l'énergie. Malgré la baisse des prix, les consommateurs sont encore motivés, a noté M. Bouvet, soulignant que pour les ménages l'énergie constituait un poste plus important que l'habillement ou l'impression, représentant au total une dépense de 268 milliards de francs contre 218 milliards pour l'habillement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	AL.T.O.	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELECTIONNÉES	AEDIFICANDI	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
Orientations	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	80% minimum actions françaises (CEA & Money)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 31 MARS 1988						
- Nombre d'actions en circulation	3.382.060	3.471.126	1.027.981	1.411.572	5.725.291	3.174.469
- Actif net total (en millions de F)	1.396,20	686,75	365,51	653,24	3.013,46	1.894,85
réparti comme suit :						
a) France :						
- obligations classiques et indexées	98,2 %	59,2 %	32,5 %	35,1 %	36,2 %	38,6 %
- obligations convertibles	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	1,6 %	0,2 %
- actions	0,8 %	37,7 %	61,5 %	44,2 %	51,5 %	23,7 %
b) Étranger : actions et obligations	0,8 %	37,7 %	15,5 %	15,5 %	6,5 %	44,5 %
c) Disponibilités + SICAV de trésorerie	1,2 %	3,8 %	3,9 %	4,4 %	4,2 %	6,9 %
- Valeur liquidative de l'action (en F)	166,97	197,55	353,67	462,78	526,34	346,93
PERFORMANCES AU 31 MARS 1988						
(dividende net réinvesti lors du détachement)						
Gain total :						
- sur une période de 5 ans (depuis le 31 03 83)	+ 93,7 %	+ 64,7 %	+ 176,2 %	+ 150,8 %	+ 163,1 %	+ 69,9 %
- sur une période de 10 ans (depuis le 31 03 78)	+ 264,93 %	+ 285,94 %	-	+ 481,52 %	+ 535,93 %	+ 306,89 %

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS
45, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS (Tél. 42.66.90.10)
et dans ses diverses agences

S.I. EST

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire du 12 avril 1988 a approuvé les comptes de l'exercice 1987, qui se soldent par un montant distributable de 28 153 009,80 F.

Le dividende revenant à chacune des actions composant le capital social a été fixé à 30,60 F assorti d'un arriéré d'impôt de 4,58 F.

Ce dividende se décompose comme suit :

- Revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : 19,15 F + crédit d'impôt 1,48 F, soit 20,63 F dont 2,91 F de primes de remboursement exonérées d'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- Revenus d'obligations françaises indexées : 0,53 F ;
- Autres revenus : 11,12 F + crédit d'impôt 3,10 F, soit 14,22 F dont 3,28 F + 1,64 F de crédit d'impôt provenant d'actions françaises et ouvrant éventuellement droit à abatement.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a fixé la date de mise en paiement du dividende au 18 avril 1988 et a décidé de donner aux actionnaires la possibilité de réinvestir, jusqu'au 18 juillet 1988 inclus, le montant du dividende qui leur est versé en actions de la société sans frais ni commissions.

COMPAGNIE LYONNAISE IMMOBILIÈRE

INVESTIR SIMON

Les conseils d'administration de ces trois sociétés immobilières d'investissement ont procédé à un dernier examen des expertises et études permettant de déterminer les pertes d'échange, en vue de la fusion.

Les pertes subies ont été résumées :

- Neuf actions Compagnie lyonnaise immobilière pour dix actions Imminvest ;

- Onze actions Compagnie lyonnaise immobilière pour deux actions Simon ;
- Les profits d'apport établis sur ces titres seront communiqués au commissaire aux comptes et à la fusion, et soumis à l'approbation des assemblées générales extraordinaires convoquées pour le mois de juin.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Économie

CEE

La réunion des ministres européens de l'agriculture

Le gouvernement ouest-allemand craint un mécontentement paysan

LUXEMBOURG
(Communiqué européen)
de notre correspondant

Les ministres européens de l'agriculture filent. Les prix agricoles applicables en 1988-1989 ne seront sans doute pas arrêtés avant le mois de juin. Au cours de la réunion qu'ils ont tenue lundi 18 et mardi 19 avril, à Luxembourg, ils n'ont pas vraiment engagé la négociation. M. Ignaz Kichle, le ministre allemand qui préside les travaux du conseil, ne semble pas croire possible de prendre des décisions à la session ministérielle des 16 et 17 mai. Il préfère laisser passer les élections régionales du Schleswig-Holstein qui auront lieu le 8 mai avant d'entrer dans le vif du sujet.

Dans ce Land rural du nord de la RFA, où le scrutin de septembre avait été annulé en raison de l'affaire Barschel (le chef de file des

chrétiens-démocrates avait été convaincu d'avoir monté une machination pour salir son adversaire socialiste et s'était ensuite suicidé), la CDU est menacée par la défection des agriculteurs mécontents de la politique de rigueur imposée par Bruxelles. Or, la Commission propose le gel des prix agricoles. Pas inattendu, elle n'en est pas pour autant populaire. En réalité, la mise en œuvre des « stabilisateurs » se traduira, tout porte à le penser, par une baisse significative des prix des céréales, des oléagineux (colza et tournesol) et des protéagineux. Les agriculteurs allemands sont d'autant moins satisfaits qu'ils doivent supporter cette année, conformément aux engagements pris en 1987, la suppression des derniers montants compensatoires monétaires positifs (MCM) qu'ils appliquent encore dans les échanges, ce qui a entraîné le 1^{er} avril une baisse des prix du lait

et de la viande bovine de 1 %. Cette suppression est définitive puisque le conseil a décidé en 1987 qu'il n'y aurait plus de créations de MCM positifs en cas de nouvelle réévaluation du deutchemerk.

C'est un motif de satisfaction légitime pour le gouvernement si l'on se souvient que ces MCM allemands et néerlandais gênent les agriculteurs français depuis vingt ans. L'objectif prioritaire du ministre français de l'Agriculture est d'obtenir la suppression des MCM négatifs encore appliqués par la France. L'exercice, dont la Commission conteste l'opportunité, permettrait de relever d'environ 3,5 % les prix garantis du lait, des céréales et du sucre et de 1 % ceux de la viande bovine. On comprend que M. Kichle, pensant aux réactions de ses paysans, n'aime guère ces manipulations agricoles monétaires qui, compte tenu des relations respectives du deutchemerk et du franc, ont pour résultat de faire bénéficier les Français de relèvements de prix qui sont refusés aux Allemands.

Un autre dossier intéresse vivement M. Guillaume, car il correspond à une demande traditionnelle de la France : la Commission, conformément aux orientations données par le conseil européen, a proposé d'accorder une prime pour favoriser l'incorporation de céréales communautaires dans les aliments de bétail. Actuellement, les éleveurs installés près des ports (aux Pays-Bas, dans le nord de la RFA, mais aussi en Bretagne) sont favorisés par rapport à ceux des régions intérieures de la Communauté parce qu'ils peuvent s'approvisionner facilement de produits de substitution des céréales (PSC) importés à bas prix.

PHILIPPE LEMAITRE.

TRANSPORTS

Pour permettre une médiation

Les navigants d'Air Inter annulent leur grève

Pour la première fois depuis des mois que dure le conflit à Air Inter à propos de l'équipage de l'Airbus A-320, une possibilité de solution est apparue, le 19 avril. Dans le but de faciliter la mise en place par l'administration de l'aviation civile d'une médiation, les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et de mécaniciens (SNOMAC) ont annulé leur ordre de grève pour le 20, le 21 et le 22 avril.

Ces syndicats réclament une période d'expérimentation d'un pilotage à trois de l'Airbus A-320 conçu pour être conduit par un pilote et un copilote seulement. La direction refuse de donner suite à cette demande. Le conflit s'est envenimé dans la mesure où un certain nombre de responsables syndicaux ont voulu s'en servir pour tenter d'obtenir le départ de M. Pierre Eelsen, président d'Air Inter.

Une solution permettant aux deux parties de s'en sortir avec les honneurs pourrait être désormais trouvée autour d'une formule utilisée en 1982 à Air France. En échange de l'installation, dans le cockpit, d'un mécanicien n'ayant aucune tâche de conduite, les syndicats pourraient accepter que ce « troisième homme » disparaisse dans un délai fixé d'avance.

Pour l'instant, la direction n'a pas saisi la perche tendue par les syndicats. Elle se contente de souhaiter « que cette position nouvelle des syndicats permette enfin des négociations sur le problème que pose l'équipage à deux des Airbus A-320, c'est-à-dire l'avenir des officiers-mécaniciens navigants ».

Les Chantiers navals de Belfast vont construire le plus grand paquebot du monde

L'homme d'affaires britannique, d'origine indienne, Ravi Tikko, et les chantiers navals de Belfast en Irlande du Nord, Harland and Wolff, ont annoncé le 19 avril un accord de principe pour la construction de ce qui devrait être le paquebot de croisière le plus grand du monde.

The Absolute Dream coûtera 240 millions de livres (2,5 milliards de francs), mesurera 377 mètres, aura douze piscines et pourra accueillir trois mille vingt-six passagers très fortunés. Les deux parties devaient annoncer en septembre le montage financier de l'opération qui

dépend du montant des subventions qui seront accordées aux chantiers par le gouvernement britannique qui en est propriétaire. La livraison est prévue pour 1992.

M. Tikko est connu des milieux maritimes internationaux depuis deux décennies. Il exploite notamment des pétroliers immatriculés aux Bahamas, à partir de son centre d'affaires de New-York.

[Le plus grand paquebot du monde, jusqu'à ce jour, le Sovereign of the Seas a été livré par les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire à des armateurs norvégiens à la fin de l'an dernier.]

Deux accidents d'avions allemands expliqués. — La direction de l'aviation civile de la République fédérale d'Allemagne informera prochainement ses homologues européens sur les causes de l'accident survenu, le 8 février dernier, à Düsseldorf, d'un turbopropulseur de la compagnie allemande NFD. Vingt et une personnes avaient été tuées.

Selon les résultats de l'enquête, l'avion a été pris dans une tempête au moment de l'atterrissage et frappé huit fois par la foudre qui a mis hors service les instruments de bord et rendu l'avion non manœuvrant. Des modifications techniques devraient intervenir pour éviter la répétition d'une telle catastrophe. D'autre part, la perte du Boeing 737 de la compagnie Condor, filiale de la Lufthansa, qui s'était écrasé, le 2 janvier, près d'Izmir (Turquie), fai-

sant seize morts, est imputable à une succession d'erreurs de l'équipage. Trop sûr de lui, celui-ci n'a pas pris assez de précautions pour atterrir sur un aérodrome récemment ouvert et dont l'approche était mal signalée sur les cartes aériennes.

Décès du président d'ATT. — James Olson, le PDG (chairman) du groupe American Telephone and Telegraph, est décédé d'un cancer, le lundi 18 avril. M. Robert Allen, directeur général (président et chief operating officer) devrait lui succéder.

[Né à Devils-Lake (Dakota du Nord) en 1926, James Olson était diplômé de l'université du Dakota du Nord. Il est entré dans le groupe ATT en 1943 pour rejoindre l'état-major new-yorkais comme vice-président en 1977. Il succède à M. Charles Brown en 1986 comme PDG.]

Premières sanctions contre les « usines-tournevis » japonaises

Passant à l'action, la CEE a adopté, le mardi 19 avril, des sanctions contre quatre compagnies japonaises, accusées d'utiliser plus de 50 % de pièces non européennes dans la fabrication de machines à écrire et de balances électroniques. Pour Bruxelles, cette pratique, assimilée à l'implantation d'« usines-tournevis », débouche sur des prix de dumping et sur une concurrence déloyale pour les industriels européens. La Communauté s'était dotée, en juin dernier, des moyens juridiques de pénaliser cette politique qui n'apporte ni technologie ni emplois.

Les taxes anti-dumping qui viennent d'être décidées varient de

21,82 ECU à 65,63 ECU (1) par unité, en fonction du pourcentage des pièces importées : 44 ECU pour les machines à écrire de Canon Bretagne, en France, 40,95 ECU pour Kyushu Matsushita, 56,14 ECU pour Silver Reed et 21,80 ECU pour Sharp, toutes trois en Grande-Bretagne. Le ministère de l'Industrie et du Commerce international japonais, le MITI, a habilement obtenu qu'il ne soit recouru au GATT pour obtenir la levée de telles taxes. Sans trop y croire, tant le dossier européen semble solide à Tokyo.

(1) Un ECU = 7,05 F.

(Publié)

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

Avis au public

Travaux de construction d'un viaduc sur la Charente

Le préfet de la Charente-Maritime a prescrit par arrêté du 22 mars 1988 les enquêtes préalables à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un viaduc sur la Charente au sud de Rochefort-sur-Mer, de la réalisation des voies d'accès et des échangeurs, valant pour l'enquête prévue par la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
 - la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols des communes de Rochefort et d'Échillais.
- L'enquête se déroulera du 18 avril au 17 mai 1988 inclus.
- La commission d'enquête, désignée par le tribunal administratif de Poitiers, est composée par :
- M. Henri MICHAUD, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, demeurant à Angoulême ;
 - M. Bernard PAILLON, ingénieur divisionnaire honoraire des TPE, demeurant à La Rochelle ;
 - M. Camille FÉLIX, architecte DPLG, demeurant à Tugéon (Charente).
- Elle siège à la sous-préfecture de Rochefort.
- Un dossier principal et un registre d'enquête seront déposés à la sous-préfecture de Rochefort-sur-Mer pour être tenus à la disposition du public qui pourra y consulter toute la durée de l'enquête.
- Un dossier et un registre subsidiaires seront également déposés aux mairies des communes de :
- à la mairie de Rochefort, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
 - à la mairie d'Échillais, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h et le samedi de 9 h à 12 h.
- Un membre de la commission d'enquête recevra les observations de public :
- à la mairie de Rochefort les :
 - lundi 18 avril 1988, de 9 h à 12 h,
 - mercredi 4 mai 1988, de 14 h à 17 h,
 - vendredi 17 mai 1988, de 14 h à 17 h ;
 - à la mairie d'Échillais les :
 - lundi 18 avril 1988, de 14 h à 17 h,
 - mercredi 4 mai 1988, de 9 h à 12 h,
 - vendredi 17 mai 1988, de 9 h à 12 h.
- Ces observations pourront également être adressées directement par écrit à :

Monsieur le Président de la commission d'enquête relative à la construction d'un viaduc sur la Charente, sous-préfecture de Rochefort, 17300 Rochefort.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront déposés à la préfecture de la Charente-Maritime, à la sous-préfecture de Rochefort, dans les mairies de Rochefort et d'Échillais, où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

LE PRÉFET,
Michel GILLARD.

ETUDIEZ A L'ETRANGER en 1988/89

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR 3^e CYCLE

Etudes professionnelles internationales destinées à des candidats touchant le commerce et l'industrie. Les cours d'I.B.S. sont donnés en collaboration avec des universités et des facultés réputées dans le monde entier. Choisissez parmi les programmes suivants :

- PROGRAMME INTERNATIONAL D'HOTELLERIE ET RESTAURATION-TRAITEUR • PROGRAMME INTERNATIONAL DE SECRETARIAT
- PROGRAMME DE COURS DE DESSIN EN ITALIE
- DIPLOME DE BACHELOR ET DE M.B.A. (Master of Business Administration) aux U.S.A.
- JOURNALISME ET COMMUNICATION aux U.S.A.
- UNE ANNEE EN FACULTE aux U.S.A. (American College)
- PROGRAMME DE COURS DE LANGUE ET D'INFORMATIQUE EN ANGLETERRE, ALLEMAGNE, FRANCE ET U.S.A.

Procurez-vous notre brochure complète 1988/1989 en téléphonant au 93.94.58.94 ou 93.43.65.19 ou envoyez ce coupon à IBS/RIF 29, av. Mal. Juin 06400 Cannes

NOM
Adresse
Tél.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Activité et résultats consolidés du groupe BNP en 1987

Le Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Paris, réuni le 14 avril 1988 sous la présidence de M. René THOMAS, a examiné les comptes de la BNP pour l'exercice 1987.

Groupe BNP

Bonne année 1987 en termes d'activité et baisse modérée du résultat net consolidé dans un environnement plus difficile.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 3.009 MF contre 3.169 MF en 1986 et 2.114 MF en 1985.

Principales composantes des résultats (en millions de F)	1986	1987	%
Produit net bancaire	29.358	29.844	+ 1,7
Frais généraux et amortissements des immobilisations	19.371	20.423	+ 5,4
Résultats d'exploitation	9.987	9.421	- 5,7
• dont : Métropole	8.284	7.575	- 8,6
• Hors métropole	1.703	1.846	+ 8,4
Charge nette des provisions d'exploitation	5.143	4.924	- 4,2
Bénéfice net consolidé	3.169	3.009	- 5,0
• dont part du groupe	3.015	2.835	- 5,9

En Métropole, l'activité de la BNP a été soutenue : les ressources de la clientèle ont progressé en moyenne de 6,5 % contre 4 % en 1986. Leur coût moyen a pu être réduit grâce surtout à une forte progression des dépôts à vue et sur livrets.

Les remboursements se sont accrus à un rythme rapide de 6,7 % contre 4,6 % en 1986, notamment en faveur de la clientèle des particuliers qui représente désormais près de 31 % de l'ensemble des prêts contre 27 % l'année précédente.

Les activités financières, favorisées par les privatisations, ont continué leur croissance permettant un nouveau développement des commissions : la BNP a confirmé sa première place parmi les banques sur le marché des obligations, le placement des actions des sociétés privatisées, les billets de trésorerie et les introductions au second marché.

Les filiales spécialisées (BNP-Bail, Crédit Universel, Banque Natéo-Trésorerie, BANEXI, Natéo-Vie) ont poursuivi favorablement leur activité en 1987.

Hors Métropole, compte tenu d'une progression importante des activités avec la clientèle, le résultat d'exploitation du groupe, qui intègre cette année la totalité de l'United Overseas Bank, à Genève, est en hausse de 8,4 % : cette croissance, particulièrement forte en Asie-Océanie, est de 4,7 % à périmètre identique et cours de change constants.

Au total pour le groupe, le résultat d'exploitation après amortissements et avant provisions, impôts et divers s'élève à 9.421 millions de francs contre 9.987 en 1986 et 8.778 en 1985 : la hausse du produit net bancaire n'a pas été suffisante pour compenser celle des frais généraux et amortissements largement influencée par la politique d'information des opérations et de développement de la monétique.

Ce résultat, en baisse modérée par rapport à 1986, mais en hausse par rapport à 1985, peut être considéré comme satisfaisant dans un environnement particulièrement difficile marqué par une concurrence accrue et la crise boursière et financière internationale.

Poursuivant l'effort des années précédentes, un montant de 4.924 MF a été affecté aux provisions d'exploitation. Parmi elles, une dotation de 2.383 MF a permis de porter à 50 % le taux de couverture des risques sur les pays éprouvant des difficultés de paiement.

Les moins values potentielles enregistrées du fait de la crise boursière ont été intégralement provisionnées, la BNP n'a pas utilisé les facultés ouvertes en matière d'immobilisations financières. La BNP a également provisionné cette année l'ensemble des engagements sociaux vis-à-vis de son personnel.

Après divers autres éléments et impôts, le bénéfice net consolidé s'établit à 3.009 MF.

BNP Maison mère

Le bénéfice net s'élève à 1.546 MF en hausse de 32,9 %

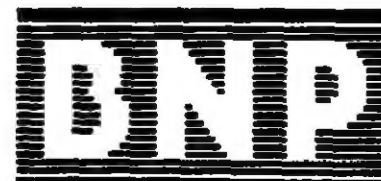
Principales composantes des résultats (en millions de F)	1986	1987	%
Produit net bancaire	24.156	24.295	+ 0,6
Frais généraux et amortissements des immobilisations	16.919	17.479	+ 3,3
Résultats après amortissements avant provisions, impôts et divers	7.237	6.816	- 5,8
Charge nette des provisions d'exploitation	4.774	4.346	- 8,9
Bénéfice net	1.183	1.546	+ 32,9

Le Conseil proposera à l'Assemblée des Actionnaires de distribuer un montant de 676 MF contre 588 MF l'an passé, en augmentation de 15 %, portant ainsi le dividende à 11,50 F par action et certificat soit 17,25 F, avant fiscal inclus, sachant qu'une distribution gratuite de titres dans la proportion de 1 sur 10 est intervenue en 1987.

Le total du bilan consolidé s'élève à 975 milliards de francs soit + 6,5 % par rapport à fin 1986.

Les fonds propres, renforcés par le bénéfice net non distribué de l'exercice, se situent à 24,6 MMF contre 21,7 MMF en 1986 et 14,6 MMF en 1985, l'ensemble des fonds propres et titres assimilés s'élevant à 30,9 MMF.

La couverture des risques se trouve ainsi renforcée par l'augmentation des fonds propres et des provisions et au regard du futur ratio de solvabilité proposé par le Comité Cooke, le groupe est en mesure de satisfaire les ratios envisagés pour 1992.



LA BANQUE EST NOTRE METIER

هكذا من الاصل

سكنا من الاموال

Marchés financiers

La bataille boursière autour de Rhin-Rhône

Le groupe Elf et M. Bolloré sont parvenus à un accord

Engagé le 4 mars par une offre publique d'achat du groupe Bolloré, la bataille boursière autour de Rhin-Rhône s'achève par un accord entre les deux parties. M. Vincent Bolloré et la société nationale Elf-Aquitaine. Au cours d'une conférence de presse commune, mercredi 20 avril à Paris, les dirigeants des deux groupes se sont félicités d'être parvenus « à la constitution d'un groupe de distribution de combustibles situé au tout premier rang européen s'appuyant sur les approvisionnements d'Elf-Aquitaine ».

Les termes du compromis sont les suivants. Elf-France a apporté ses actions Rhin-Rhône (39,5 % du capital) à la Sofical (filiale de Bolloré) au prix de 1 575 F (cours de la dernière OPA de Bolloré). Le groupe pétrolier a ainsi réalisé une plus-value d'environ 200 millions de francs. M. Bolloré détient désormais 76 % du capital de Rhin-Rhône. Afin de ne pas léser les petits porteurs, la Sofical a annoncé qu'elle s'engageait à acheter toutes les actions qui lui seront présentées au cours des quinze séances boursières à venir à 1 700 F.

Second élément de l'accord : il est prévu que les activités combustibles de Rhin-Rhône et de la SCAC (filiale de Bolloré) de l'est de la France seront regroupées au sein d'une nouvelle société détenue majoritairement par Rhin-Rhône mais

dans laquelle Elf-France aura une participation d'au moins 35 %, Elf assurant l'approvisionnement pétrolier du nouveau groupe pour un minimum de 800 000 tonnes cubes. L'accord signé entre les deux parties ne prévoit pas un démantèlement du groupe Rhin-Rhône. Elf-France disposera néanmoins d'un droit de préemption sur les activités combustibles de Rhin-Rhône qui ne seront pas apportées à la nouvelle société, de même que sur Frans-Bonhomme (distribution de tuyaux plastiques).

Ce compromis « met fin à tout contentieux entre les deux groupes », indique le communiqué commun publié mercredi. Pour un investissement (environ 600 millions de francs) légèrement supérieur à ce qui avait été prévu initialement, M. Bolloré se renforce sur le plan industriel. Elf, pour sa part, s'assure un débouché tout en conservant la possibilité de reprendre l'une des filiales de Rhin-Rhône, Frans-Bonhomme. Les deux parties étaient pressées de parvenir à un accord : dans les milieux boursiers, la rumeur laissait entendre que deux autres sociétés (un groupe anglais et la Compagnie générale des eaux, par sa filiale Montemay) envisageaient de surenchérir.

E. I.

M. De Benedetti n'aura pas l'agro-alimentaire du groupe public italien IRI

La Cour de cassation italienne a rejeté, le 19 avril, le recours présenté par Buioni (groupe De Benedetti) contre l'IRI, holding d'Etat italien, à propos de la vente, non réalisée, de sa filiale agro-alimentaire SME à Buioni.

Le pourvoi visait un jugement en appel qui avait déjà donné tort à Buioni en déclarant sans valeur contractuelle un accord préliminaire non écrit, conclu en avril 1985, entre l'IRI et Buioni. Cet accord n'avait pas été suivi d'effet, en raison de l'opposition des pouvoirs publics italiens à cette cession d'une société publique au secteur privé. Ils avaient alors estimé qu'il n'y avait pas eu promesse de vente.

La justice leur avait donné raison par un jugement en premier recours en 1986, puis en appel en 1987. L'arrêt rendu par la Cour de cassation met fin à la procédure engagée par le groupe de Carlo De Benedetti, mais il ne contraint pas pour autant l'IRI à vendre la SME, vente jusqu'ici « gelée », à un autre acquéreur, affirmé-t-on dans les milieux proches de l'IRI. — (AFP.)

CdF-Chimie ouvre le capital de Norsolor aux grands investisseurs

Le groupe d'Etat CdF-Chimie ouvre le capital de sa filiale pétrochimique Norsolor. Il procédera dès le 21 avril à une augmentation de son capital de 533 millions de francs réservée à des investisseurs institutionnels. A l'issue de cette opération, dont la durée sera d'un mois, les nouveaux actionnaires détiendront 25 % du capital de Norsolor. Des investisseurs français et étrangers ont déjà manifesté leur désir d'y participer.

CdF-Chimie se réserve toutefois le droit d'exercer son pouvoir discrétionnaire pour, éventuellement, ramener à 20 % la part des intérêts extérieurs dans les deux ans à venir avec les bons de souscription qu'elle détiendra.

Norsolor intègre désormais toute la pétrochimie de CdF-Chimie. Cette filiale pèse très lourd dans les résultats puisque, avec un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, elle compte pour 50 % dans la formation des ventes du groupe. Pour 1987, Norsolor a ramené l'essentiel des bénéfices dégagés par CdF-Chimie, soit 950 millions de francs sur 1 milliard environ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

sefimeg



Réuni, le 14 avril 1988, sous la présidence de M. Jean Fontenel, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

Les recettes atteignent 298.292 millions de francs contre 267.664 millions de francs en 1986. Le résultat d'activité et financier s'établit à 213.384 millions de francs contre 182.930 millions de francs. Viennent s'y ajouter 25.847 millions de francs de plus-values sur cessions, à comparer à 16.017 millions de francs.

Le bénéfice de l'exercice ressort donc des conditions à 232.596 millions de francs contre 195.200 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 14 juin 1988 à 10 h 30, à la Maison des congrès, 8, rue Jean-Goujon à Paris-8, de distribuer un dividende de 23,20 F par action contre 22 F en 1986 et d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement de ce dividende sous forme d'actions de la société.

La politique d'augmentation des surfaces commerciales et de recentrage du patrimoine à Paris et en région parisienne a été activement poursuivie : par les ventes, qui ont atteint 92.963 millions de francs en 1987 et dont la cadence s'accroîtra en 1988 ; le désengagement de l'ensemble de Regno-

let devrait, en particulier, être pratiquement terminé, et la mise en vente des bureaux de la Rixe à Villeurbanne ainsi que celle des logements de Martignes et de Pont-de-Mousson ont été entreprises ; et par les investissements nouveaux :

— les trois immeubles achetés en 1987 (dont deux à Paris) ont été totalement loués dans des conditions satisfaisantes ;

— la part d'indivision de 30 % de l'immeuble de bureaux rue de Lisbonne à Paris-8 a été définitivement acquise ;

— les immeubles de bureaux de la Défense et du Parc d'activités de Gennevilliers seront mis en exploitation dans le courant de l'année. Leur location est d'ores et déjà engagée et en bonne partie assurée ;

— les bureaux de Paris-Nord, dans le complexe de Roissy, et du boulevard de Belleville à Paris-8, ainsi que les logements de la rue Mann à Paris-20, seront achevés d'ici à la fin de 1989.

Les bureaux « Atlantique-Montparnasse » à Paris-15 seront livrés en 1992 en raison des travaux préliminaires de réalisation de la dalle sur les voies SNCF.

A l'achèvement de ce programme d'investissement de plus de 750 millions de francs, la part du patrimoine de la société située à Paris et en région parisienne avoisnera 85 %, sans compter les nouvelles opportunités d'investissement qui sont à l'étude.

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Grâce à une gestion prudente de son portefeuille titres, la Société de la Tour Eiffel a pu limiter, pour elle, les conséquences de la crise boursière d'octobre 1987, de sorte que ses résultats restent satisfaisants.

Après dotation à la provision pour dépréciation des titres, le bénéfice de l'exercice 1987 s'élève à 1 648 939 F contre 2 326 840 F en 1986. Ces deux chiffres ne sont pas directement comparables car la société a adopté, en 1987, une option fiscale plus favorable pour la comptabilisation de son portefeuille d'obligations entraînant une diminution du bénéfice comptable de 297 312 F.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se tiendra le 7 juin 1988 à 15 heures au siège social, la distribution d'un dividende inchangé de 13 F par action plus avoir fiscal de 6,50 F.

NEW-YORK, 19 avril

Irregulier

Pour la deuxième séance consécutive, la tendance a été très irrégulière à Wall Street. Une reprise fut bien enregistrée au début d'après-midi. Mais elle n'eut pas de suite. A la clôture, l'indice des industrielles s'élevait à 1 999,50, soit à 8,62 points au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la journée est, lui, resté positif. Sur 1 987 valeurs traitées, 784 ont monté, 736 ont baissé et 467 n'ont pas varié.

Le comportement du marché a été à l'image de sa rigueur, bien timide au démarrage, avec 161,91 millions de titres échangés, contre 144,63 millions précédemment. Sur le raffermissement du dollar, « les actions ont tenté de faire un bout de conduite aux obligations, sans y parvenir », faisait remarquer un broker. En fait, d'après un analyste, les investisseurs manquent de conviction. Beaucoup restent l'arme au pied, redoutant de se faire piéger par la volatilité des cours. La Bourse américaine garde présent à la mémoire les événements dramatiques du 19 octobre 1987. « Nous ne sommes pas au plus bas, mais pas très éloignés quand même de ces niveaux », disait un spécialiste.

VALEURS	Cours de 19 avril	Cours de 20 avril
Alcoa	43 1/2	46 3/4
Alcoa Ind. (A)	78 3/4	80 1/8
Alcoa Ind. (B)	32 3/8	32 1/2
Boeing	45 3/8	44 5/8
Chrysler	25 1/8	25
Chrysler Ind. (A)	25 1/8	25
Chrysler Ind. (B)	40 1/4	40 3/8
Eastman	43 3/8	42
Eastman Ind. (A)	20 1/2	20 1/4
Eastman Ind. (B)	71 1/8	71 3/4
General Motors	32 1/8	32 1/4
IBM	114 1/8	113 1/8
ITT	46 1/2	46
Johnson & Johnson	58 1/4	58 3/4
Schering	36	36 1/8
Tyco	22 3/8	22 1/2
US Steel	32 3/4	31 3/4
Westinghouse	51 3/8	50 5/8
Yarn Corp.	54 1/4	54

LONDRES, 19 avril

Légère hausse

Après un démarrage incertain, les cours des valeurs, mardi 19 avril, se sont orientés à la hausse. L'indice FT a gagné 0,7 %, en terminant la séance à 1 429,7. Six mois après le krach d'octobre, l'indice est inférieur de 12 % au niveau où il était tombé au début de la crise. Le jour même a été semblablement identique à celui de la veille en ce qui concerne les transactions. 416 millions de titres ont été échangés, contre 419 millions lundi.

Le secteur de l'électronique continuait son regain d'intérêt après l'annonce de l'offre amicale de rachat faite par la fin de mois de décembre, 25,07 millions de livres. Le groupe Racal et Colman envisagerait une forte progression à la suite de rumeurs, démenties ensuite, selon lesquelles, le courtier Phillips et Drew émettait une recommandation d'achat.

FAITS ET RÉSULTATS

● Pirelli met en place une nouvelle structure financière. — La nouvelle holding Pirelli, filiale de la structure « bicéphale » entre Milan (Pirelli Spa) et Bâle (Société internationale Pirelli, S.I.P.). La SIP apportera à Pirelli Spa toutes ses participations dans les sociétés industrielles, tandis que la SIP assurera la coordination des activités financières du groupe. Pirelli et Cie, holding du groupe, renforce sa participation dans la SIP à hauteur de 35 %, à 40 % (contre 18 % actuellement). La SIP devient, à son tour, l'actionnaire principal de Pirelli Spa avec 45 % à 50 % du capital, en rachetant actuellement dans Pirelli Spa par Pirelli et Cie. Ce dernier procédera, en outre, à une augmentation de capital de 1 million d'actions, que la SIP proposera à ses propres actionnaires. Pirelli avait fait suspendre la cotation de son titre, le 19 avril, à Milan en raison de la flambée du cours qu'avaient entraînée les spéculations sur cette restructuration financière.

● Belgique : le groupe AGF assure son offre sur Asubel-Vie. — Nouvel épisode dans la bataille qui oppose le numéro deux de l'assurance belge, le groupe AGF, au français AGF, pour prendre le contrôle d'Asubel-Vie. Le groupe AGF a décidé de majorer, pour la troisième fois, son offre publique d'achat. La nouvelle proposition a été améliorée de 2,5 %, à 7 380 F belges (1 180 F français), et sera effective entre le 20 avril et le 2 mai. AGF essaie ainsi d'empêcher le rapprochement d'Asubel-Vie et

PARIS, 19 avril

Apathie

La Bourse est restée dans le morose mardi, et la séance, pour le moins paisible, s'est achevée en légère baisse. L'indice de tendance, qui affichait - 0,5 % durant les premiers échanges de la matinée, descendit jusqu'à - 0,7 %. Il clôtura en baisse de 0,09 %. A l'origine de cet effacement, l'atténuation des investisseurs, qui observent l'évolution de Wall Street avant de prendre des décisions. A cela s'ajoutent l'approche de l'élection présidentielle et, surtout, les opérations de liquidation du mois boursier d'avril, qui déboutent jeudi 21. Le terme est pour l'instant guigné de 1,6 %. Si la tendance se confirme, sur les quatre premières liquidations de cette année, deux auront été positives (février, avril), et les deux autres négatives (mars et mai). Sur le parquet, pour tromper l'investisseur, les boursiers évoquaient l'ensemble des opérations prévues pour mercredi 20 avril, qui réunira l'ensemble du personnel des sociétés de Bourse. A l'ordre du jour, de nombreux thèmes seront abordés, comme l'emploi, les rémunérations et les statuts. Cette réunion se tenant dans l'enceinte de la Bourse pourrait perturber quelque peu le déroulement des transactions et certainement entraîner un retard dans les cotations si ce n'est plus.

Au raz-de-chaussée de la Bourse, des vendeurs 22 avril, un nouvel espace sera ouvert pour accueillir deux valeurs supplémentaires sur le Marché des options négociables (MONEP), la CSE et Accor. Ainsi le nombre de classes d'options traitées sur ce jeune marché atteindra la dizaine. En juillet prochain, des nouvelles valeurs seront inscrites, l'objectif étant d'élargir une quinzaine de classes d'options sur actions à la fin de l'année.

La société MARS informait la Société des Bourses françaises qu'elle détiendrait, par l'intermédiaire de sa filiale Holding Mars, 10,01 % de Matra. Le calme régnait également sur le MATIF, où le contrat notional sur juin gagnait 0,14 %, à 101,90.

TOKYO, 20 avril

Reprise

Après trois séances de baisse, un mouvement de reprise s'est produit, mercredi, au Kabuto Cho. Amorcé dans la matinée, le mouvement s'est poursuivi, et l'indice Nikkei, en progrès de 162,69 points à midi, a gagné 265,35 points à la clôture, une hausse de 1,67 %, pour finir à 26 864,09 (+ 0,78 %).

Les spécialistes sont à peu près tous d'accord sur ce point : les liquidités sont abondantes et attendent la moindre occasion pour se lancer. L'Expert réputé de la place, M. Stephen Cofrington, de la firme Jardine Fleming, s'est borné à dire : « Le marché a bien décollé ».

Le secteur d'acier a connu toutes les reverses des niveaux élevés. Au total, 1 milliard d'actions ont changé de mains, contre 600 millions la veille. L'attention s'est principalement concentrée sur les valeurs pharmaceutiques. Fermes également des électriques, avec Toshiba et Matsushita en vedette.

VALEURS	Cours de 19 avril	Cours de 20 avril
Air France	1 410	1 420
Bois	1 280	1 280
Canon	3 370	3 380
Daewoo	1 780	1 780
Daewoo Ind. (A)	2 740	2 740
Daewoo Ind. (B)	728	748
Daewoo Ind. (C)	6 890	6 890
Daewoo Ind. (D)	2 390	2 390

PARIS:

Second marché (réélection)

VALEURS	Cours de 19 avril	Cours de 20 avril
AGF	258	257 50
Alcatel	394	395
Alcatel Ind. (A)	308	308
Alcatel Ind. (B)	495	495
Alcatel Ind. (C)	385	385
Alcatel Ind. (D)	620	620
Alcatel Ind. (E)	442	442
Alcatel Ind. (F)	700	698
Alcatel Ind. (G)	740	740
Alcatel Ind. (H)	1 195	1 195
Alcatel Ind. (I)	460	460
Alcatel Ind. (J)	478	478
Alcatel Ind. (K)	1 205	1 205
Alcatel Ind. (L)	300	300
Alcatel Ind. (M)	127 10	127 10
Alcatel Ind. (N)	820	801
Alcatel Ind. (O)	254	254
Alcatel Ind. (P)	528	540
Alcatel Ind. (Q)	100	100
Alcatel Ind. (R)	120	120
Alcatel Ind. (S)	576	576
Alcatel Ind. (T)	461 20	460
Alcatel Ind. (U)	270	280 80
Alcatel Ind. (V)	240 70	240 80
Alcatel Ind. (W)	528	528
Alcatel Ind. (X)	390	390
Alcatel Ind. (Y)	146	146
Alcatel Ind. (Z)	3410	3400
Alcatel Ind. (A)	1002	1010
Alcatel Ind. (B)	940	940
Alcatel Ind. (C)	940	940
Alcatel Ind. (D)	120	118
Alcatel Ind. (E)	21 20	21
Alcatel Ind. (F)	444	479 50
Alcatel Ind. (G)	578	581
Alcatel Ind. (H)	880	880
Alcatel Ind. (I)	230	230
Alcatel Ind. (J)	170 80	170 80
Alcatel Ind. (K)	138	132 80
Alcatel Ind. (L)	138 80	132 80
Alcatel Ind. (M)	180 70	179
Alcatel Ind. (N)	332	332

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables

le 19 avril 1988

VALEURS	Prix	Options d'achat	Options de vente
Alcatel	200	90	1
Alcatel Ind. (A)	1 000	100	9,50
Alcatel Ind. (B)	140	57	3
Alcatel Ind. (C)	1 500	165	110
Alcatel Ind. (D)	320	23,85	18,50
Alcatel Ind. (E)	920	100	20
Alcatel Ind. (F)	400	21	12
Alcatel Ind. (G)	136	39	41

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 19 avril 1988

COURS	19 avril	20 avril
Dernier	102,15	101,20
Précédent	101,75	100,90

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
100	2,42	2,53
110	0,30	1,61

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,84 F ↓

Malgré la déception enregistrée dans le Golfe et la libération des otages du Boeing-747 koweïtien, le dollar s'est un peu affaibli, mercredi 20 avril, sur toutes les places financières internationales. Il a ainsi coté 5,6425 F (contre 5,6525 F la veille). Les affaires, toutefois, ont été partout très calmes.

FRANCFORT	19 avril	20 avril
Dollar (en DM)	1 648	1 648
TOKYO	19 avril	20 avril
Dollar (en yen)	123,9	123,9

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (20 avril)	74/77 7/8
New-York (19 avril)	67/68

BOURSES

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	
Valeur française	106,5
Valeur étrangère	107,4
C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)	
Indice général	302,4
Indice des actions	301,2

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

18 avril	19 avril
Industrielles	2 988,2
Industrielles (indice Financial Times)	198,5

LONDRES

(indice Financial Times)

18 avril	19 avril
Industrielles	1 419,6
Miner d'or	221,4
Fonds d'Etat	91,49
	91,31

TOKYO

19 avril	20 avril
Nikkei Dow Jones	26 667
Indice général	2 158,8
	2 162,4

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	19 avril	20 avril
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425
SE-U	5,6425	5,6425

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
SE-U	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8	3 3/8	3 3/8	3 1/2
SE-U	4	4 1/4	3 3/8	4 1/4	3 3/8	4 1/4	4	4 1/8
SE-U	5 3/4	6 1/4	5 7/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4	6	6 3/8
SE-U	2	2 1/4	2	2 1/4	2	2 1/4	2	2 3/8
SE-U	1 1/2	1 1/2	1 1/4	1 1/4	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
SE-U	7 1/8	7 5/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 19 AVRIL

Cours relevé
à 17 h 30

[illegible]

Comptant (sélections)

SICAV (sélections)

19/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise
Obligations									Étrangères								
5 ans 6,80 % 77	122 29	6 807	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 80	7 878	Chemins de fer	178	148	Leclerc	726	800	Toutin-Angot	241	211	A.A.A.	704 50	867 21	Fonction	110294 42	110294 42
5 ans 6,80 % 77	101 8																

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 433

هكذا من الاعمال

28 • Jeudi 21 avril 1988 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 M. Michael Dukakis remporte l'élection primaire de New-York. 4 La libération des otages du Boeing koweïtien. 5 Les obsèques d'Abou Jihad à Damas. 6 Grogne autour de la réforme fiscale en Grande-Bretagne.	7 M. Barre à Lyon et M. Mitterrand à Montpellier. 8 La campagne de M. Le Pen. 9 La campagne du PCF. 10 Une enquête du CNRS sur les priorités comparées des candidats et des médias.	18 M. Pandraud et les fermes de la majorité. 19 Soixante-dix organisations invitent les candidats à l'élection présidentielle à ne pas oublier le tiers-monde. 21 Campus. 22 Education.	13 Entretien avec Kirk Varnedol, directeur des peintures et des sculptures du MOMA. 14 Le centenaire du Concertgebouw d'Amsterdam. 15 Le projet d'une fondation pour l'architecture. 16 Expositions. 17 Communication.	23 L'Asie vedette de la croissance. 24 Débrayages chez Michelin. 25 La réunion des ministres européens de l'agriculture. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Cartes 17 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-télévision 16	● Présidente : tous les sondages Telo ● Les jeux du Monde JEUX ● Cheque-matin, 10 h. le mini-journal JOUR Actualité, International, Bourse, Campus, FAMILIAL, CORTAL. 3675 Taper LEMONDE

RFA

Washington se félicite de la condamnation d'Abbas Hamade à treize ans de prison

Le département d'Etat américain s'est félicité, mardi 19 avril, de la lourde condamnation prononcée en RFA contre Abbas Hamade, membre d'un clan libanais lié au Hezbollah. Accusé d'avoir pris part à l'enlèvement de deux Allemands de l'Ouest, dont l'un est toujours détenu en otage, en janvier 1987 à Beyrouth, ainsi que de détention d'explosifs, Abbas Hamade a été condamné, mardi, à treize ans de prison par un tribunal de Düsseldorf.

Abbas Hamade est le frère de Mohamed Hamade, dont l'arrestation, début janvier 1987, à l'aéroport de Francfort où il avait été trouvé en possession d'explosifs liquides, était à l'origine de l'enlèvement des deux Allemands. Les Etats-Unis avaient demandé l'extradition de Mohamed Hamade, soupçonné d'avoir participé en 1985 au détournement sur Beyrouth d'un Boeing de la TWA, au cours duquel un militaire américain avait été assassiné. Craignant pour leurs otages, les Allemands de l'Ouest avaient préféré le juger eux-mêmes. Washington s'était inquiété de la récente décision de la cour de la Hesse de le faire comparaître devant un tribunal pour mineur, jouant sur le fait qu'il n'avait pas encore vingt et un ans au moment du détournement. Cela voudrait dire qu'il n'encourrait pas une peine supérieure à dix ans de prison.

Le porte-parole du département d'Etat américain a qualifié la sentence du tribunal de Düsseldorf de « signal clair aux terroristes ». Installé en Sarre, Abbas Hamade, qui possédait la nationalité ouest-allemande, avait été arrêté fin janvier à l'aéroport de Francfort, de retour de Beyrouth. Son arrestation avait également conduit à la découverte, non loin de la frontière française, d'une cache d'un explosif du même type que celui transporté par son frère et que celui utilisé dans plusieurs attentats à Paris. Après l'annonce de la sentence, le président de la police criminelle allemande, M. Heinrich Boge, a indiqué que « toutes les mesures possibles » avaient été prises pour faire face à d'éventuelles actions de représailles.

(Publicité)
Inoubliable week-end !
au WALDORF ASTORIA
DE NEW-YORK
avec CONCORDE

Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air France. Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F. Aircom, 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 45-22-86-46. Télex 643-780 F. Lic. 175001.

« Il » fait des affaires
« Il » voyage...

« Il » choisit ses costumes légers grandes griffes et ses chemises 100 % coton, à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
CENTRE COMMERCIAL VÉLIZY 2 - détente à l'exportation

**MON NOM M'A TOUJOURS
POUSSÉ À FRÉQUENTER
DES GENS ÉCONOMES...**

21 900 F HT

Un Macintosh SE 2 lecteurs
disque dur externe 20 Mo
SCSI compatible

**INTERNATIONAL
COMPUTER**

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

Le regain de tension dans le Golfe

Les alliés européens paraissent se ranger davantage aux côtés des Américains

Un calme très précaire régnait dans le Golfe, mercredi 20 avril, en début de journée. « Les choses semblent se calmer », a déclaré mardi soir le président Reagan, après la bataille navale et aérienne qui avait opposé la veille les forces iraniennes et américaines. Le chef de la Maison Blanche a estimé que, du point de vue des Etats-Unis, « l'incident est clar ».

Des vedettes iraniennes ont cependant attaqué mardi un petit pétrolier appartenant à l'émirat de Charjah. Le navire a été incendié, mais ses vingt membres d'équipage ont été rapidement secourus.

Dans le nord du Golfe, la reprise du port de Fao par les Irakiens paraît avoir été implicitement admise par les Irakiens. En effet, ils ont reconnu avoir « choisi de nouvelles positions défensives » dans ce secteur qu'ils avaient conquis deux ans plus tôt sur l'Irak. Comme pour tenter de compenser les revers subis lundi, Radio-Téhéran a annoncé une vaste opération dans le nord-est de l'Irak, mais cela a été démenti à Bagdad où l'on a seulement indiqué que trois villes frontalières, dont Bassorah, avaient été pilonnées par l'artillerie irakienne.

« Nos forces restent prêtes à toute action supplémentaire nécessaire pour assurer leur protection ainsi que celle des navires battant pavillon américain et des vies amé-

ricaines », a souligné à Washington le président Reagan dans un rapport envoyé au Congrès conformément à la législation sur « les pouvoirs de guerre » de l'exécutif. Il a ajouté que les attaques lancées lundi par la marine américaine contre deux plates-formes pétrolières, puis la destruction de plusieurs unités navales iraniennes, étaient des « mesures d'autodéfense », qui sont maintenant « terminées ».

Plusieurs parlementaires influents ont demandé mardi que les alliés de Washington jouent un plus grand rôle dans la défense des voies maritimes de la région contre les actes hostiles de la marine irakienne. Le souci du Congrès — qui a presque unanimement soutenu la décision du président Ronald Reagan d'engager une action de représailles contre l'Irak — semblait être surtout d'éviter que les Etats-Unis puissent être accusés d'avoir pris parti dans le conflit Iran-Irak et d'être en fait en guerre contre Téhéran. « Nous devons assurer que nous ne transformons pas ceci en une guerre américano-iranienne », a affirmé le sénateur Sam Nunn, président de la commission sénatoriale des forces armées. « Nous devons demander à nos alliés de protéger certaines zones », a-t-il ajouté.

La Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie devaient

repréparer mardi leurs opérations de déminage dans le Golfe, a annoncé à La Haye le ministre néerlandais de la défense, M. Willem van Beelen, lors de la clôture de la réunion des pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Les ministres des affaires étrangères et de la défense ont publié un communiqué dans lequel ils « demandent de toute urgence qu'il soit immédiatement mis fin à toute opération de minage et tout autre acte hostile à la navigation dans les eaux internationales ».

Après avoir dénoncé ainsi, sans le nommer, l'Irak, le texte souligne que « de telles activités peuvent inciter à prendre des mesures de légitime défense ». Ce passage a été rajouté à la demande du chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe. Il constitue, a-t-il précisé, une réponse à la demande de Sir Geoffrey Howe devant la presse, un appui aux représailles américaines contre l'Irak.

Un bâtiment français, signalé, mardi après-midi, la présence d'une mine dans le sud du Golfe, a-t-on indiqué de sources maritimes locales. L'équipage du navire a localisé la mine à 90 kilomètres environ au sud de la plate-forme de Sasan. L'une des deux plates-formes attaquées lundi par les bâtiments de guerre américains. — (AFP, Reuters.)

La double campagne en Nouvelle-Calédonie

La cassure du territoire

NOUMÉA
de notre correspondant

La double campagne en vue du double scrutin du 24 avril — présidentiel et régional — offre une nouvelle fois le spectacle de la cassure de ce territoire. Singulier spectacle que celui offert par ces deux camps qui déclinent le combat politique sur des modes à ce point contrastés : tandis que les uns battent les estrades en louant l'« avenir français » de l'archipel, les autres stoïciens du rattachement dans les tribus et se déclarent prêts à la « résistance ».

Qui s'en alarme ? Le vide créé par le retrait des indépendantistes a au contraire aiguisé les appétits des formations anti-indépendantistes qui ressuscitent — l'espace d'une campagne — leurs querelles internes. Mais le mouvement indépendantiste étant déclaré par tous comme moribond — jugement conforté par l'absence jusqu'à d'incidents notables — les appels incantatoires au « vote utile » en faveur du RPCR ont perdu de leur impact magique. Aussi a-t-on assisté, à la droite du RPCR, à l'émergence de trois listes (le Front

national, le Front calédonien, l'Entente loyaliste), dont le message anti-autonomiste et départementaliste est commun.

M. Yvonne Yvonne, numéro deux du FLNKS, fulmine : « Cette liste du Front national est une manœuvre de l'administration pour éviter qu'il n'y ait qu'une seule liste RPCR aux îles Loyauté. Car une liste unique, cela ne fait pas sérieux, cela fait pays de l'Est ».

Telle est la stratégie indépendantiste : contester la valeur de ces élections, du fait de leur boycottage, en soulignant l'absence de véritable choix pluraliste.

FREDERIC BOBIN.

« Grand Jury RTL-le Monde »

Tous les candidats à l'élection présidentielle ont été conviés à participer à des « Grand Jury-RTL-le Monde » exceptionnels. Les prochains se dérouleront selon le calendrier suivant en direct de 18 h 15 à 19 h 30.

● Mercredi 20 avril : M. Jean-Marie Le Pen répondra aux questions d'André Passeron et de Pierre Servant, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Desfrain.

● Jeudi 21 avril : M. François Mitterrand répondra aux questions de Jean-Marie Colombani et Robert Solé, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

● Vendredi 22 avril : M. Jacques Chirac répondra aux questions d'André Passeron et de Patrick Jarreau, du Monde, et de Marc Ullmann et de Philippe Alexandre, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Sur le vif

Brève rencontre

Diriez donc, les mecs, je vais finir par ouvrir un courrier du cœur, moi, ici. Je croque sous les bouffées et les coups de fil. Vous n'arrêtez pas de me demander des conseils de genre : comment faire passer une note à la caissière, sans que ça attache ? Faut-il dire oui la première fois ? Chez elle ou chez moi ? Où aller si je vis avec ma femme et qu'elle habite chez ses parents ?

Vous l'invitez à dîner au restaurant. Elle accepte et propose de vous y retrouver à l'heure dite. Tracassez : je prends ma tite et je me tire, s'il me fait trop chier. Refusez. Passez le prendre et pendant qu'elle vous prépare un whisky apur, examinez un expert son cadre de vie, pour savoir à qui vous avez affaire : un pot de colle ou une planche à savon.

A table. Ecoutez le récit de son enfance chez les bonnes sœurs, elle adorait sa tante, sa mère c'était pas ça, ou le contraire, sans avoir l'air de regretter le match Ajax-Olympique de Marseille à la télé. Au dessert, elle fera un geste en fourgonnant dans son sac à la recherche de sa Carte bleue. Pro-

testez, payez et profitez de ce qu'elle va au petit endroit pour ramasser l'addition et la faire passer en note de frais.

A la sortie, hélez un taxi. Votre voiture est en révision. Vous la raccompagnez chez elle. Si elle se tait pendant la course, respectez le silence qu'elle a de celle qui se demande à quelle sauce elle va être bouillottée. Saut furieuse fringale, évitez de consommer crû et nu. Déposez-le sur le pas de sa porte, murmurez une voix de violoncelle un « à bientôt ! » bouleversé. Et partez, seul, à pied, dans la nuit. Les soirs de pluie : vous l'installez dans le taxi, vous laissez son adresse au chauffeur et, par la vitre baissée, vous caresser sa tempe, de vos lèvres enfroquées. Après quoi, il n'y a plus qu'à laisser frémir et cuire à petit feu, entre dix et vingt jours, sans touiller. La sonnerie de votre téléphone vous dira quand ça sera tendu à souhait.

Allez, pleurez pas, les nenas, je vous donnerai la semaine prochaine la recette du med sur canapé.

CLAUDE SARRAUTE.

Fort de ses succès aux Etats-Unis

Hachette s'attaque à l'Espagne et n'oublie pas la France

M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette, a tenu, le 19 avril, une conférence de presse pour commenter la prise de contrôle par le groupe français des sociétés américaines Grolier et Diamonds. Financées au trois quarts par des crédits bancaires, ces acquisitions laisseraient pratiquement intactes les capacités d'investissement d'Hachette qui s'intéresse aujourd'hui à l'Espagne et tient à réaffirmer ses ambitions en France tant sur le plan de l'audiovisuel que sur celui de la presse quotidienne.

« Le premier est l'allemand Bertelsmann. Le second, Capital Cities, maison mère de la chaîne ABC. Le troisième, Time Inc. Quant au quatrième... Eh bien, le quatrième, c'est Hachette. »

« En fait, de cette place au palmarès mondial des groupes de communication. N'avait-il pas, lorsqu'il a racheté en décembre 1980 la vieille librairie, trouvé un groupe très hexagonal et affichant des pertes sensibles. En sept ans, il a redressé financièrement et développé internationalement. Aujourd'hui, Hachette, présent dans trente-six pays, réalise un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs et dégage 250 millions de cash flow. »

« A major contender », un acteur qui compte : le complément de la presse américaine va droit au cœur de M. Lagardère. Il le console de l'humiliation infligée l'an dernier par la CNCL, « ces sages entre guillemets qui n'ont pas jugé Hachette digne de reprendre TF 1... Que Dieu leur pardonne ». La double offensive américaine sur Grolier et Diamonds a lavé l'affront, fait oublier l'abandon du projet de quotidien Omega, les difficultés d'Europe 1, les inquiétantes manœuvres des concurrents Havas et Générale occidentale. Aujourd'hui, Hachette est prêt à la contre-offensive, et M. Lagardère ne lésine pas sur les objectifs : « Nous devons devenir le premier groupe mondial de communication. C'est l'un des rares secteurs où la France puisse s'imposer. »

« Le premier est l'allemand Bertelsmann. Le second, Capital Cities, maison mère de la chaîne ABC. Le troisième, Time Inc. Quant au quatrième... Eh bien, le quatrième, c'est Hachette. »

« En fait, de cette place au palmarès mondial des groupes de communication. N'avait-il pas, lorsqu'il a racheté en décembre 1980 la vieille librairie, trouvé un groupe très hexagonal et affichant des pertes sensibles. En sept ans, il a redressé financièrement et développé internationalement. Aujourd'hui, Hachette, présent dans trente-six pays, réalise un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs et dégage 250 millions de cash flow. »

JEAN-FRANÇOIS LAGAN.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 avril Nouveau repli

Préjudicé aux opérations de liquidation proprement dites, la réponse des primes a commencé mercredi matin rue Vivienne. Le mois boursier était gagnant (+2,2 %), nombre d'entre elles ont été levées. Le « papier » a-t-il été revendu ? La tendance, en tout cas, n'est de nouveau allordie et, à 11 heures, l'indice a instantanément accusé une nouvelle baisse, de 0,8 %.

Repli de SCOA, Cramet, Printemps, BF France, L'Oréal, Club Méditerranée, Avions Dassault. Avance de GTM, Géophysique, Schneider, La Hérité, Nouvelles Galeries, Skis Rossignol, Nord-Est.

Le numéro de « Monde » daté 20 avril 1988 a été tiré à 514 368 exemplaires.

(Publicité)

Dictez relax à la Duriez !

VOUS ETES UN BATTANT, Chef, et votre Assistant(e) est ravi(e). Vous « Dictateurs » à la Duriez, en voiture, en train, en avion, en nuit, en baron ou après les heures.

Grand communicant, vous avez choisi, relax, votre mini-turbo, entre 25 machines à dicter chez Duriez : 14 de poche, 6 lecteurs de bureau, 5 lecteurs enregistrateurs Philips, Sanyo, Olympus, Pearlcorde. Toutes tailles (paquet de 6, etc.) « Obéissant au doigt, au pied à la voix » Capteurs télex, et conférences « Micro-croquis » Le tout à petit coût. Demandez de 599 à 5990 F, 27,4 m. incluse (33 %).

3, R. La Boétie (8^e)
et toujours 112-122 Bd
St-Germain, 6^e (Odéon)
Mo. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.

Ma. au sem. 9 h 45 à 19 h.